



enclume

# Évolution de l'occupation du territoire de la MRC d'Antoine-Labelle

Une approche historique par phénomènes

## Adresse

4529, rue Clark  
Bureau #404  
Montréal, Québec  
H2T 2T3  
www.enclume.ca

## Chargé de projet

Karl Dorais Kinkaid  
Urbaniste  
k.dorais.kinkaid@enclume.ca

## Équipe de réalisation

Alexandre Petitpas, designer  
William Thibault-Samson, aménagiste

## Date

février 2024

## Pour le compte de

MRC d'Antoine-Labelle  
Édifice Émile-Lauzon  
425, rue du Pont  
Mont-Laurier, Québec  
J9L 2R6  
www.mrcal.ca

## Équipe de suivi

Anne-Marie Wauthy, agente de développement en patrimoine immobilier  
Emmanuelle Marcil, directrice adjointe en aménagement du territoire

Remerciement spécial à la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides (SHGHL) et à son directeur et historien, Yohan Desmarais, pour son aide et sa contribution dans le cadre de ce mandat.

enclume



## Page couverture

Paysage de la MRC d'Antoine-Labelle, avec la route, la rivière et des plaines agricoles (maison Antonio Hatin).

Vers 1925. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Fonds Paul-Émile Lesage. (P094-S05-D05-P001).

# Table des matières

1	<b>Mandat</b>	66	<b>Atlas cartographique</b>
2	<b>Méthodologie</b>	68	Repères géographiques
4	<b>Le territoire d'Antoine-Labelle</b>	69	Bassins versants
5	Le territoire d'Antoine-Labelle	70	Fréquentation du territoire par les Premières Nations
6	Évolution des limites administratives	71	Concessions (1906) et fermes forestières
8	<b>Phénomènes ayant influencé l'occupation du territoire</b>	72	Modes de tenure du territoire (2023)
9	Ligne du temps	73	Chemin de fer
10	<b>Fréquentation du territoire par les Premières Nations</b>	74	Réseau routier
14	<b>Point de contact et traite des fourrures</b>	75	Écoumène 1930
17	<b>Exploitation forestière</b>	76	Écoumène 1950
24	<b>Activités agricoles</b>	77	Écoumène 1970
31	<b>Vagues de peuplement et urbanisation du territoire</b>	78	Écoumène 1990
36	<b>Exploitation faunique</b>	79	Écoumène aujourd'hui
43	<b>Chemin de fer et réseau routier</b>	80	Intensité de l'écoumène
50	<b>Tourisme</b>	81	<b>Conclusion</b>
56	<b>Villégiature</b>	82	<b>Annexes</b>
61	<b>Infrastructures hydrauliques, hydroélectriques et de communication</b>	83	Évolution démographique
		84	Compilation des recensements





Le présent projet est réalisé dans le cadre du Programme de caractérisation des secteurs et immeubles à potentiel patrimonial du ministère de la Culture et des Communications (MCC). La MRC d'Antoine-Labelle désire s'adjoindre les services de l'Enclume pour l'accompagner dans l'élaboration d'une synthèse présentant l'évolution des phases d'occupation de son territoire municipalisé et non municipalisé. En plus d'alimenter la compréhension globale du développement du territoire, les connaissances générées par la recherche constituent la base de projets de sensibilisation à l'histoire de la région.

Le rapport présente les phases d'évolution de l'occupation du territoire et permet d'obtenir une compréhension globale du développement de la région. Il contient une synthèse des phénomènes ayant influencé l'occupation du territoire et un atlas cartographique présentant une évolution polyphasée de l'écoumène, en plus de cartes thématiques associées aux phénomènes d'occupation. Cette synthèse est le résultat de recherches à la fois dans les sources primaires (archives) et secondaires (monographies) et possède une dimension à la fois spatiale et chronologique.

## Recherche documentaire et iconographique

Les recherches effectuées dans le cadre du mandat ont été réalisées dans le but de documenter l'évolution du territoire. Pour ce faire, différentes ressources en ligne et matérielles ont été ciblées. Plus spécifiquement, des documents (études, cartes, photographies) donnant de l'information sur :

- Le patrimoine bâti et paysager (inventaire, évaluation, caractérisation) qui comporte un volet historique;
- L'histoire du tourisme (villégiature, camps de chasse et pêche, pourvoiries, etc.);
- L'histoire des villages et des paroisses (ouverture des rangs, érection des églises, construction des moulins, etc.);
- L'histoire des compagnies forestières (barrages, fermes forestières, routes, tour à feux, etc.);
- L'histoire des compagnies ferroviaires (gares, lignes, etc.).

De plus, plusieurs ressources en ligne ont été consultées :

- Bibliothèques et archives nationales du Québec (BANQ);
- Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides (SHGHL);
- Greffe de l'arpenteur général du Québec;
- Archives d'Hydro-Québec;
- Centre d'expertise hydrique du Québec;
- Répertoire du patrimoine culturel du Québec;
- Lieux patrimoniaux du Canada;
- Bibliothèque numérique en archéologie;
- Photothèque nationale de l'air.

Dans le cadre du mandat, des rencontres avec des intervenants et personnes-ressources ont permis de faire cheminer nos réflexions et de les orienter vers de nouvelles pistes de recherches. Quatre entrevues ont été menées :

- Jacques Supper, ancien directeur du service de l'aménagement du territoire et directeur du service de gestion intégrée des ressources naturelles de la MRC;
- Jeffrey Bélisle, technicien en aménagement du territoire et inspecteur adjoint en bâtiment et environnement en territoires non organisés;
- Sylvain Bélisle, inspecteur en territoires non organisés;
- Sylvie Constantin et Sylvain Généreux, cofondateurs des Gardiens du Patrimoine Archéologique des Hautes-Laurentides.

La recherche de contenu a grandement bénéficié de l'aide de la SHGHL. Plusieurs fonds et documents (études, cartes, photographies) se sont avérés centraux dans la production du contenu présenté dans le rapport.

## Production du contenu

La recherche documentaire menée a permis de dégager une vision d'ensemble sur l'évolution du territoire de la MRC et d'identifier les principaux phénomènes, personnages et événements ayant eu une influence sur son développement. L'approche historique privilégiée dans le cadre de ce rapport propose donc d'observer et d'analyser l'évolution de l'occupation du territoire à travers une trame narrative par phénomènes, plutôt que par une approche purement chronologique.

Chaque phénomène présenté est accompagné d'un texte décrivant de façon succincte son évolution et son influence sur l'occupation du territoire de la MRC. Des liens, des chevauchements ou encore des concordances ont été établis entre les différents phénomènes lorsque ceux-ci s'influencent mutuellement et qu'ils s'opèrent en simultané.

Finalement, l'atlas cartographique présenté à la fin du rapport est le résultat d'un travail de géoréférencement des cartes historiques récupérées lors des recherches documentaires et iconographiques. Ceci a notamment permis de retracer l'évolution de l'occupation du territoire. Un travail de traitement graphique et d'illustration a par la suite permis de synthétiser et de rendre l'analyse plus accessible graphiquement.







# Le territoire d'Antoine-Labelle

La MRC d'Antoine-Labelle est un territoire marqué par une topographie vallonnée qui fait place à un vaste réseau de lacs et de rivières. Principalement recouverts d'une forêt mixte riche en ressources, les paysages sont diversifiés et témoignent des multiples couches d'occupation du territoire. Depuis plus de 5000 ans avant aujourd'hui, le territoire est fréquenté, occupé, modifié au rythme de différents phénomènes d'occupation.

L'occupation du territoire, d'abord fréquenté par les Premières Nations, est alors fortement influencée par le réseau hydrographique. Cette première phase d'occupation fait partie des legs de la culture autochtone. Les Weskarinis, un peuple algonquien aujourd'hui pratiquement disparu<sup>1</sup>, occupaient le territoire de façon nomade (ou semi-nomade). Ils n'ont laissé que peu de traces matérielles de leur occupation, autre que quelques artefacts révélés par des fouilles archéologiques. Graduellement, les colons européens fréquentent le territoire. Avec l'effervescence de la traite des fourrures, un poste de traite est érigé sur le territoire. Il s'agirait du premier établissement permanent. La traite des fourrures est néanmoins rapidement remplacée par l'industrie forestière. L'exploitation des ressources forestières est à la base de l'occupation permanente du territoire de la MRC. Les compagnies aménagent des fermes forestières qui deviendront graduellement des fermes agricoles et le canevas de base pour le réseau des villages du territoire. La richesse du territoire n'attire pas uniquement les forestières, puisque les vastes forêts deviennent rapidement un facteur d'attraction pour l'exploitation faunique récréative. Les paysages de lacs et de montagnes des Hautes-Laurentides attirent aussi villégiateurs et touristes. Simultanément aux phénomènes récréatifs (exploitation faunique, villégiature et tourisme), plusieurs vagues de colonisation participent à la formation du réseau de villes et de villages. Ces différents phénomènes ont alors tous des répercussions sur le territoire et l'écosystème connaît une augmentation rapide. Cette croissance est supportée et stimulée par le développement des réseaux ferroviaire et routier qui se déploient sur le territoire.

Le réseau de transport permet aussi à une clientèle touristique de découvrir les paysages des Hautes-Laurentides. À cette même époque s'amorce également la modification progressive du vaste réseau hydrographique en faveur de l'activité humaine, par la mise en place d'infrastructures hydroélectriques et de régulation des débits. Plus récemment, le déploiement des différents réseaux de communication a contribué à réduire le niveau d'isolement de certaines parties du territoire, à augmenter son attractivité, ainsi qu'à maintenir et à stabiliser la croissance démographique.

Ces phénomènes laissent des traces permanentes sur le territoire. Toutefois, certains phénomènes génèrent moins d'impact matériel sur le territoire, laissant ainsi moins de traces durables et pouvant même complètement disparaître après un certain temps.

À travers l'émergence, l'accélération, le ralentissement ou l'effacement de ces différents phénomènes, l'organisation administrative du territoire est en constante évolution. Les limites des cantons et des municipalités évoluent à plusieurs reprises. Retracer les phénomènes d'occupation du territoire a également permis de retracer l'évolution des municipalités, les modifications des limites administratives et les changements toponymiques.

<sup>1</sup> Selon l'entrevue conduite avec les Gardiens du patrimoine archéologique des Hautes-Laurentides.



# Évolution des limites administratives

Comtés  
1855 à 1982



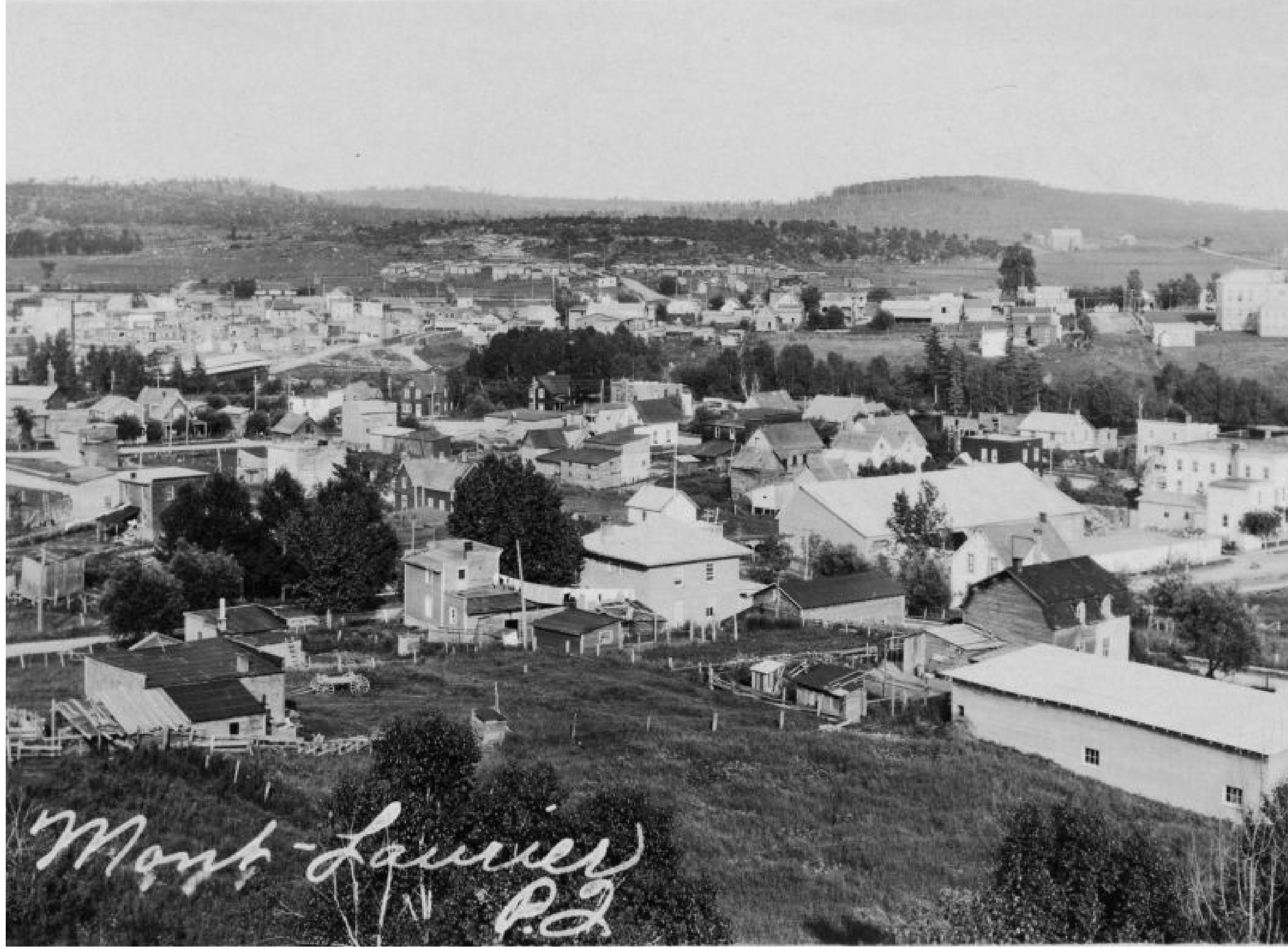
Cantons  
1892 à ≈1950



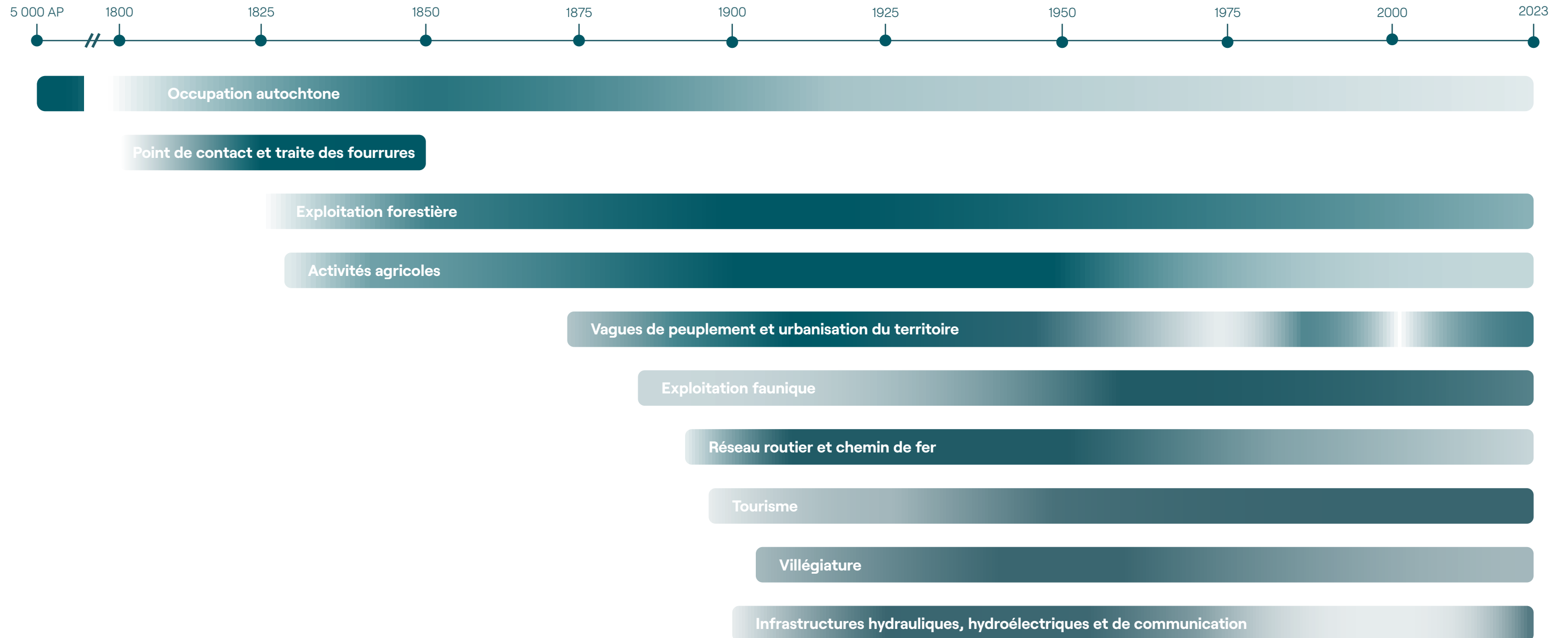




# Phénomènes ayant influencé l'occupation du territoire

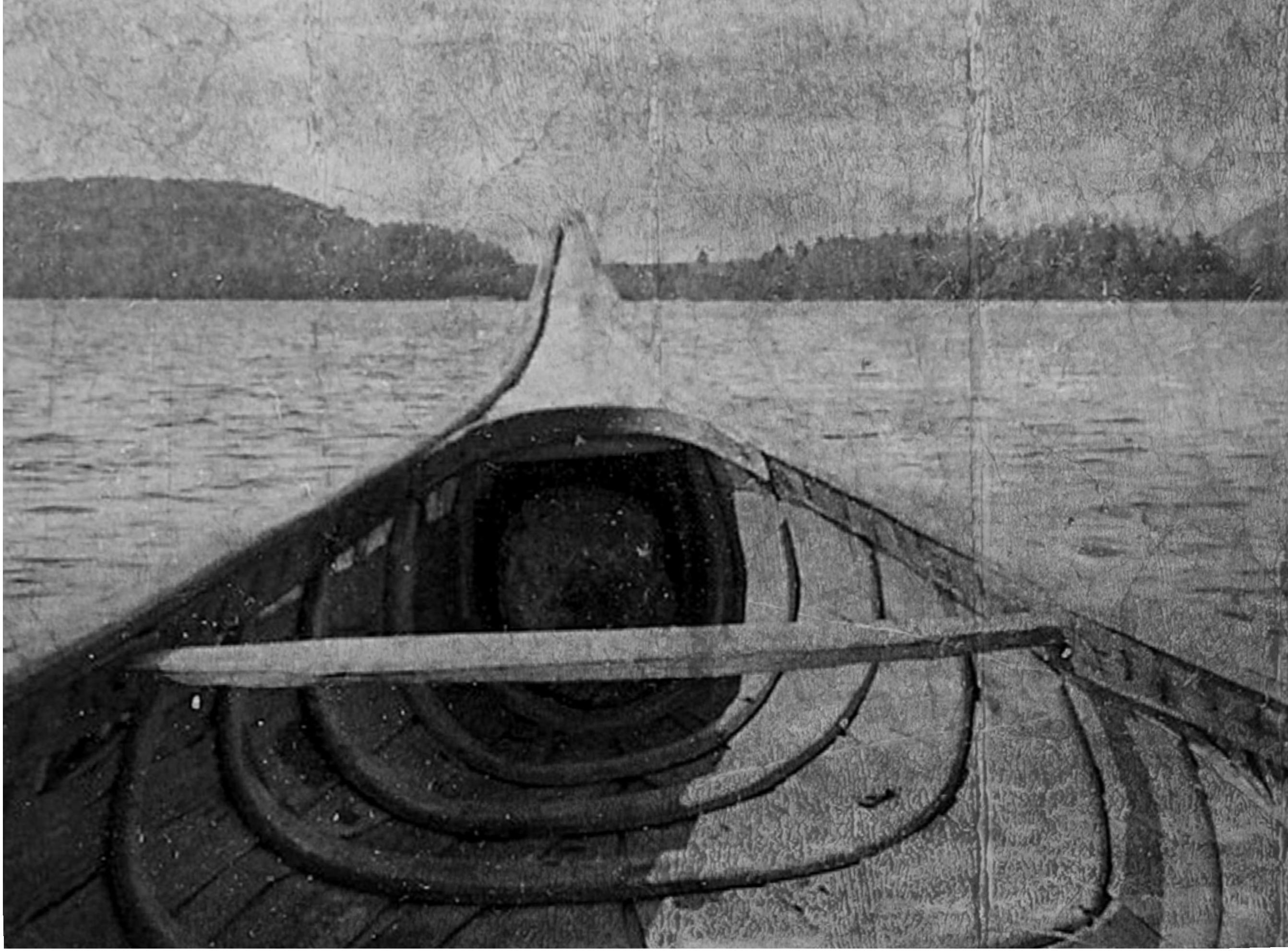


# Ligne du temps

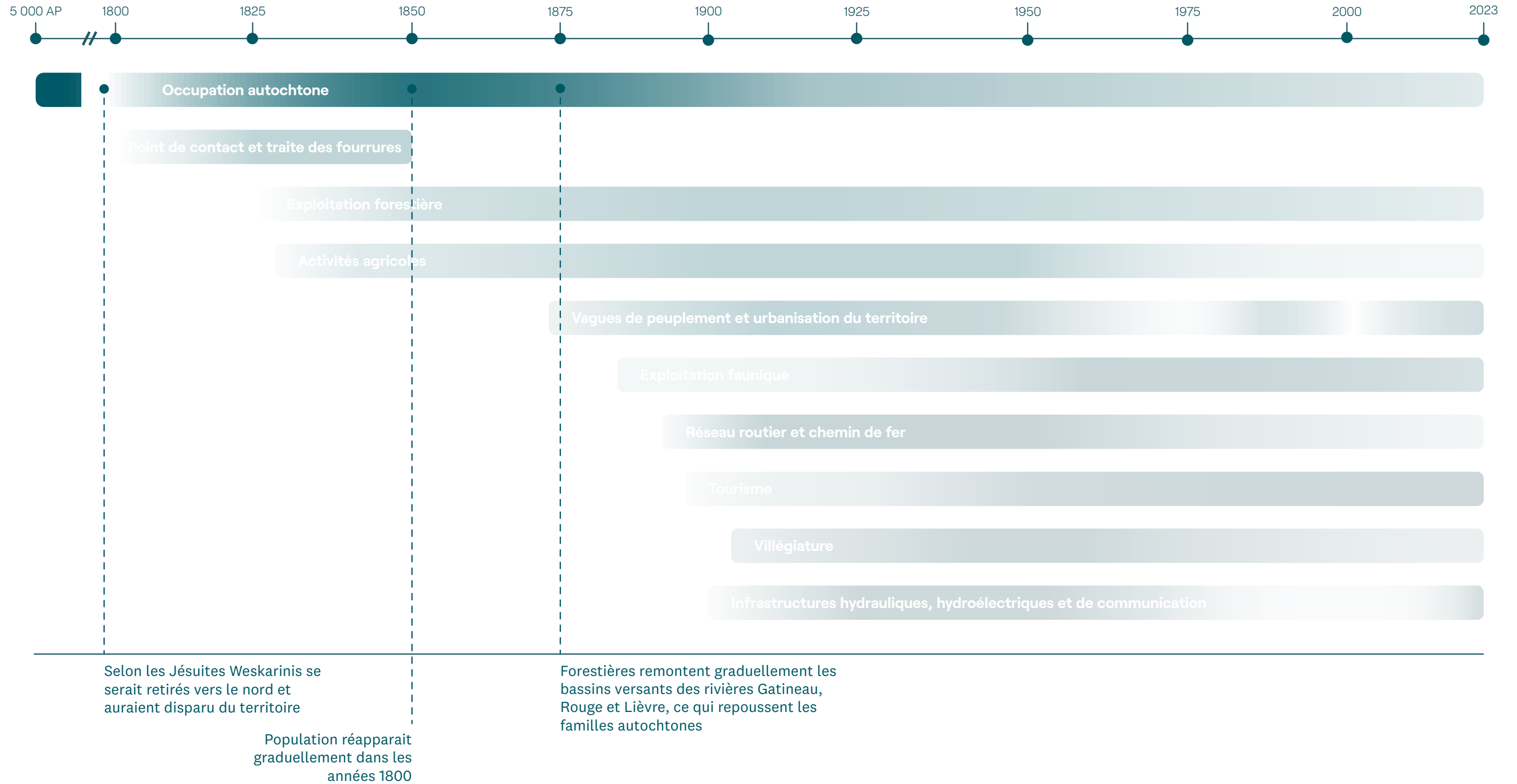


Certains jalons associés à un phénomène d'occupation peuvent avoir débuté avant le début de la période d'influence sur le territoire (identifié sur la ligne du temps). La ligne du temps permet d'illustrer la temporalité des phénomènes d'occupation du territoire. Il ne s'agit pas d'un outil d'identification des dates historiques, mais il permet de comprendre la durée, l'intensité et le chevauchement des phénomènes d'occupation.





# Ligne du temps





# Fréquentation du territoire par les Premières Nations

Le territoire d'Antoine-Labelle est occupé de manière continue depuis environ 5000 ans. Principalement traversés par les vallées de la rivière Rouge et de la rivière du Lièvre, les bassins versants jouent un rôle déterminant sur l'occupation du territoire. Les peuples autochtones qui occupent le territoire ont développé un mode de vie intimement lié aux ressources qu'on y retrouve. Le réseau hydrographique, notamment le confluent des rivières qui présentent souvent des plateaux propices aux rassemblements, constitue la base d'un vaste réseau de communication qui permet des rencontres et des échanges. Déjà au cœur des facteurs influençant les dynamiques de fréquentation du territoire, les rivières, autour desquelles s'articuleront plusieurs autres phénomènes d'occupation du territoire, conserveront une importance majeure.

Les sources consultées offrent très peu d'informations sur l'appartenance culturelle des peuples autochtones ayant d'abord fréquenté le territoire. Cela dit, au moment du point de contact entre les Autochtones et les Européens, le territoire est fréquenté par les Weskarinis.<sup>1</sup> Les Weskarinis sont un peuple nomade ayant développé un mode de vie lié aux ressources présentes sur le territoire. Les recherches tendent à indiquer que les Weskarinis, loin de limiter leur territoire de fréquentation à celui qui correspond aujourd'hui à la MRC d'Antoine-Labelle, participaient à un réseau d'échange qui dépassait l'échelle régionale. En effet, les lacs et les rivières des Hautes-Laurentides permettent de rejoindre les axes de circulation importants du nord-est de l'Amérique du Nord. La navigation des cours d'eau permettait la circulation des matières premières entre nations. Localement, l'ocre rouge, servant à la fabrication d'une peinture, était l'une des matières exportées par les Weskarinis.

Toutefois, des jésuites qui parcourent le territoire en 1650 ne rapportent la présence d'aucune communauté autochtone sur celui-ci. Un conflit entre les Weskarinis et des communautés haudenosaunee (communément iroquoises) visant le contrôle de la traite des fourrures, jumelé à l'apparition de maladies transmises par les Européens, serait à l'origine d'une baisse considérable de la population autochtone sur le territoire. La population fréquente à nouveau la région dans les années 1800, mais le déclin du commerce des fourrures, l'arrivée des compagnies forestières et les mouvements de colonisation participent à l'effacement de la présence autochtone.

<sup>1</sup> Les Jésuites ont utilisé le terme dans leurs écrits pour identifier un groupe algonquin à l'est de Gatineau et au nord de la rivière des Outaouais. Ce terme est peu utilisé par les Algonquins, il est normalement utilisé aujourd'hui par des individus qui revendiquent une identité métisse (Algonquine-métisse) par l'entremise d'une ancêtre née en 1632 identifiée comme Weskarinis par les Jésuites..

Vers 1850, l'arrivée des grandes forestières qui remontent graduellement les bassins versants des rivières Gatineau, Rouge et Lièvre. Ce mouvement, réfléchi dans un but d'assimilation, repousse graduellement les familles autochtones vers la région de Maniwaki. Plusieurs familles s'installent de manière permanente à Kiamika et à Nominique et se métissent avec la nouvelle population qui colonise le territoire ancestral. Entre 1890 et 1910, les mouvements d'exploitation forestière et de colonisation modifient considérablement le rapport au territoire traditionnel et contribuent fortement à l'invisibilité culturelle des communautés autochtones sur le territoire d'Antoine-Labelle.

Graduellement, l'intensification de l'occupation du territoire a des conséquences négatives sur la présence de témoins archéologiques de la fréquentation du territoire par les Premières Nations. Les premières formes d'exploitation forestière génèrent peu d'impact sur les traces archéologiques de la présence autochtone. La coupe en hiver, le déboisement restreint ou le transport par chevaux réduisaient les conséquences négatives sur le sol. Le développement de techniques de coupe plus modernes a toutefois des conséquences importantes sur les biens archéologiques. L'extension de la période de coupe, l'exploitation extensive et la machinerie lourde sont tous des éléments qui ont des impacts sur le sol et par conséquent, sur les biens archéologiques qui s'y trouvent. Les aménagements récréatifs en lien avec l'exploitation faunique, la villégiature et le tourisme ont aussi des impacts négatifs sur les témoins matériels de l'occupation autochtone. Les superficies du territoire touchées par ces phénomènes d'occupation sont moins importantes que celles touchées par l'exploitation forestière, mais elles sont plus susceptibles de se retrouver sur les lieux dont le potentiel archéologique est accru. Les facteurs de localisation des activités récréatives se rapprochent des facteurs de localisation des lieux de rencontres traditionnels, soit les rives des lacs et le confluent des rivières. Finalement, la mise en place d'infrastructures hydrauliques entraîne l'inondation des territoires riverains et par conséquent, la destruction des témoins matériels.

Les principaux lieux de fréquentation identifiés par les archéologues sont situés à l'emplacement de la municipalité de Nominique, sur les rives du réservoir Kiamika et sur les rives du réservoir Mitchinamecus. En plus de ces lieux, plusieurs sites à potentiel archéologique sont identifiés chaque année par les Gardiens du patrimoine archéologique des Hautes-Laurentides. Aujourd'hui, la fréquentation du territoire par les Premières Nations est timidement commémorée par quelques toponymes d'origine autochtone (Kiamika, Nominique, Saguay) qui constituent un point d'entrée vers la culture des Premières Nations et de l'occupation du territoire ancestral.

[voir Exploitation forestière \(p. 19\)](#)

[Exploitation faunique \(p. 38\)](#)

[Villégiature \(p. 58\)](#)

[Tourisme \(p. 52\)](#)

[Infrastructures hydrauliques, hydroélectriques et de communication \(p. 63\)](#)

## Références

Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides*. Institut québécois de recherche sur la culture. 892 pages.

Entrevue avec Sylvie Constantin et Sylvain Généreux du Centre d'Interprétation et de Recherches sur le Patrimoine archéologique des Laurentides (CIRPAL). 2023.

Ethnoscop. 1987. *Plan de gestion des ressources archéologiques des territoires non municipalisés de la municipalité régionale de comté d'Antoine-Labelle*. 45 pages.

Ministère de la Culture et des Communications. 2016. *Trappe et piégeage. Répertoire du patrimoine culturel du Québec*. [En ligne](#).





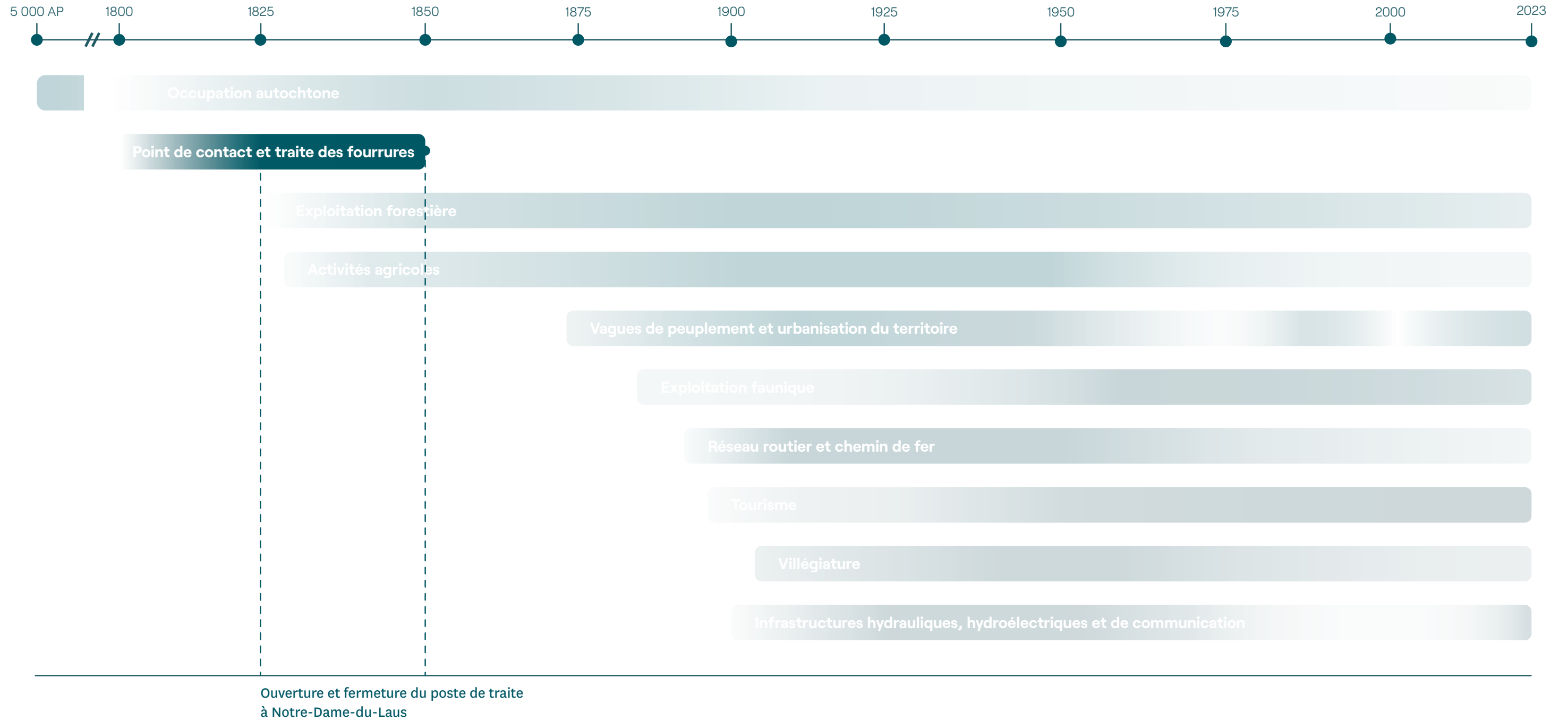
← Carte du Québec de 1632 indiquant la présence de la Petite Nation Algonquienne (Weskarinis) aux abords des rivières de la Gatineau, du Lièvre, de la Petite nation et de la Rouge.  
*La Nouvelle-France, d'après Champlain en 1632. Atlas historique du Canada français, des origines à 1867. Trudel, Marcel. 1961. Les Presses de l'Université Laval. (0005515419).*



# Point de contact et traite des fourrures



# Ligne du temps





# Point de contact et traite des fourrures

Les cours d'eau, principal réseau de communication des peuples autochtones, possèdent toujours un rôle déterminant et sont les mêmes voies de pénétration sur le territoire utilisées dans le cadre du commerce des fourrures.

Au début des années 1800, à partir de Montréal, un réseau de postes de traite se structure sur la rivière des Outaouais. En 1826, la Compagnie de la Baie d'Hudson, détentrice d'un monopole sur l'exploitation du territoire, ouvre un poste de traite à Notre-Dame-du-Laus, sur les rives du lac des Sables. Il s'agirait du premier établissement permanent sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle. Situé dans le bassin versant de la rivière Gatineau, en amont des rapides des Cèdres et à proximité de la ligne de partage des eaux avec le lac des Trente et Un Milles, le poste occupe un emplacement stratégique et devient un carrefour de rencontres et d'échanges important où se trouve notamment un magasin général.

Vers 1850, le commerce de la fourrure connaît un déclin important alors que la demande pour la matière ligneuse connaît une forte hausse. Supportées par cette demande, l'arrivée des grandes forestières et la colonisation du territoire marquent la fin de la traite des fourrures sur le territoire. Le poste de traite de Lac-aux-Sables est fermé en 1849 et la Baie d'Hudson perd son monopole l'année suivante, en 1850.

Malgré la fermeture du poste de traite, les rives du lac des Sables demeurent un lieu important. Une ferme forestière est implantée à proximité de l'emplacement du poste de traite. Vers 1870, Notre-Dame-du-Laus est la première paroisse du territoire de la MRC d'Antoine-Labelle et soutient la colonisation vers Ferme-Neuve.

L'emplacement du poste de traite est inondé après la construction du barrage du rapide des Cèdres en 1930, effaçant ainsi les vestiges matériels de l'époque ayant vu apparaître les balbutiements de l'occupation permanente sur le territoire.



↑ Ancien poste de traite du lac des Sables. Date inconnue.  
*Maison des arts et du patrimoine de Notre-Dame-du-Laus.*

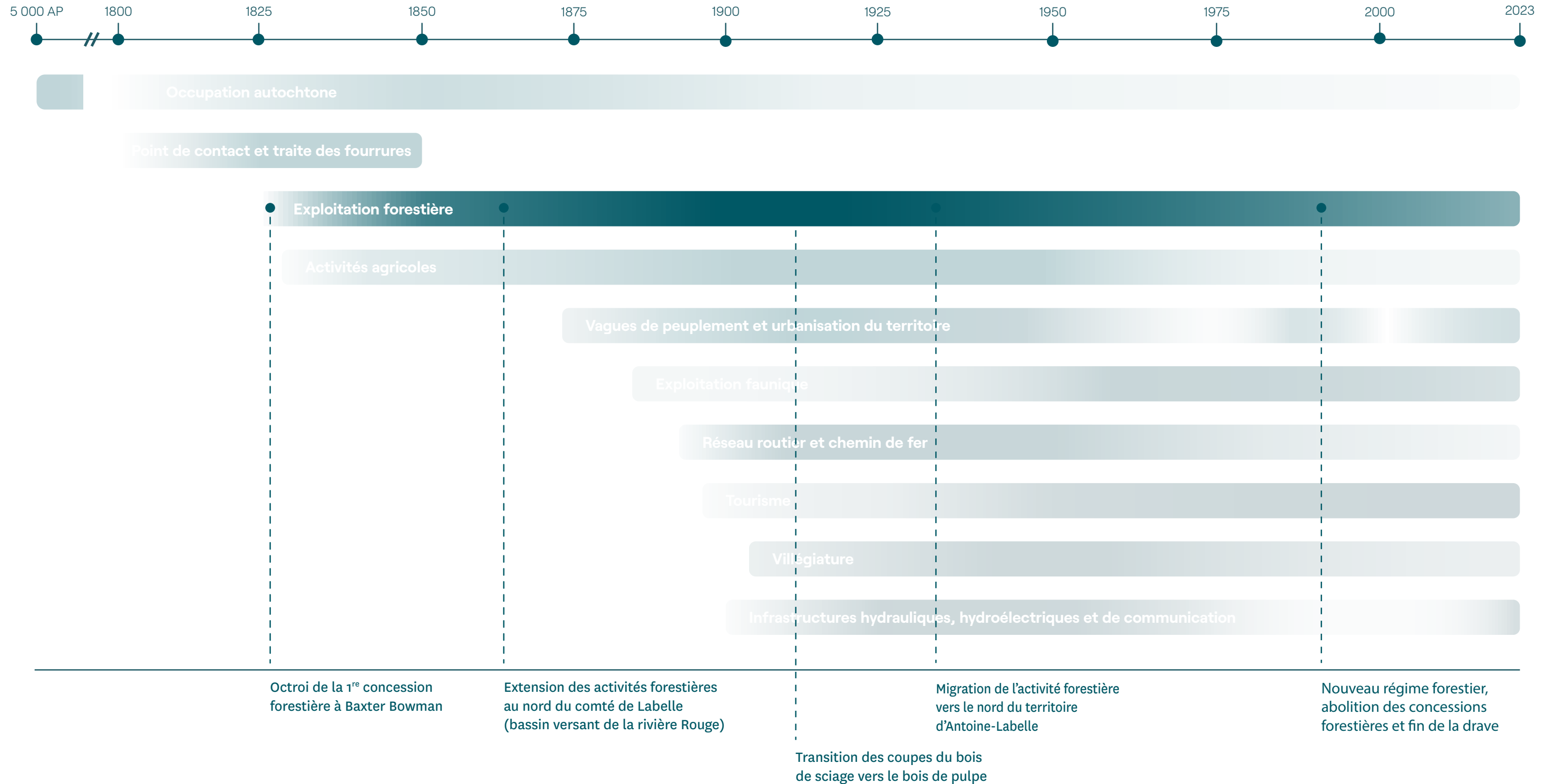
## Références

- Coursol, Luc. 2022. *Notre-Dame-du-Laus et le poste de traite de du lac des Sables*. [En ligne](#).
- Enclume. 2017. *Caractérisation et évaluation de paysages identitaires et emblématiques*. MRC d'Antoine-Labelle. 191 pages.
- Entrevue avec Sylvie Constantin et Sylvain Généreux du Centre d'Interprétation et de Recherches sur le Patrimoine archéologique des Laurentides (CIRPAL). 2023.





# Ligne du temps





# Exploitation forestière

Les années 1800 correspondent à une transition vers une occupation du territoire qui est dominée et influencée par les compagnies forestières.

Un conflit d'approvisionnement de bois avec les États-Unis oblige l'Angleterre à trouver de nouveaux territoires à exploiter. Entre 1850 et 1930, plusieurs usines forestières (pâtes et papier, moulin, etc.) sont donc construites au Québec. Sur le territoire des Hautes-Laurentides, les compagnies forestières MacLaren, Baxter Bowman et Ross et Hamilton se partagent le monopole de l'exploitation et établissent un réseau de camps et de fermes forestières qui structure l'occupation permanente du territoire. Depuis la vallée de la Gatineau, l'exploitation forestière se développe vers les vallées de la Lièvre et de la Rouge. Les rivières conservent une importance capitale pour le développement de l'industrie forestière. Avec la drave, il est seulement possible de déplacer le bois coupé en fonction des rivières, soit dans l'axe nord-sud. Les limites des concessions forestières se basent donc fortement sur les lignes de partage des eaux. Jusqu'au début des années 1900, plusieurs concessions sont accordées à différentes compagnies forestières, mais deux dominent le territoire d'Antoine-Labelle. Les concessions de la vallée de la rivière Rouge et de la Gatineau appartiennent presque exclusivement à la CIP (Canadian International Paper) alors que celles de la vallée de la rivière du Lièvre appartiennent presque exclusivement à la MacLaren.

*voir Concessions forestières (p. 73)  
Activités agricoles (p. 26)*

À partir de 1835, l'exploitation du territoire mène à l'aménagement d'un réseau de fermes forestières destinées à approvisionner les chantiers de coupe. Avec la progression des activités de coupe vers le nord, il devient difficile d'approvisionner les chantiers. La distance, l'absence de routes et la saison hivernale forcent l'aménagement de points de relais, soit des fermes forestières. Celles-ci servent surtout à cultiver et à entreposer les provisions et le bétail nécessaires pour approvisionner les chantiers. Les fermes forestières sont les premiers établissements permanents du territoire dont l'impact sur la structure d'occupation est toujours perceptible. Plusieurs d'entre elles deviendront par la suite des lieux de concentration et d'ancrage pour la colonisation d'Antoine-Labelle. Les villages de Ferme-Neuve, de Rivière-Rouge (Ferme-du-Milieu; ancienne municipalité de l'Annonciation) et de l'Ascension (Ferme-d'en-Haut) sont situés à l'emplacement des fermes forestières établies au 19<sup>e</sup> siècle.

## James MacLaren Company

En 1864, la James MacLaren Company construit un moulin à Buckingham, situé à l'embouchure des rivières du Lièvre et de l'Outaouais. Des milliers de mètres cubes de bois y sont acheminés depuis les forêts du territoire. En 1885, la forestière étend ses activités à Mont-Laurier avec l'ouverture d'un entrepôt de marchandises. L'entrepôt agit à titre de magasin général et permet d'approvisionner les fermes forestières de la région. Le territoire est largement défriché et peu de temps après, les premiers colons s'installent à Mont-Laurier (Rapide-de-l'Orignal). En 1901, la MacLaren obtient l'ensemble des concessions forestières de la vallée du Lièvre.

## Canadian International Paper

Vers 1870, la Hamilton Brothers Company de Hawkesbury est la première à implanter des chantiers dans la région de la rivière Rouge et de la rivière Macaza. Les concessions de la Hamilton Brothers sont rapidement achetées par d'autres forestières pour finalement se retrouver sous la Riordon. En 1925, la Riordon et ses concessions forestières sont achetées par la Canadian International Paper (CIP), une entreprise forestière d'envergure. À partir de cette acquisition, la CIP possède l'ensemble des concessions forestières de l'Outaouais supérieur. Elle devient l'une des plus grandes entreprises forestières du pays.



↑ Carte détaillant les concessions forestières proposées (en rouge) de la compagnie James Maclaren et les terres considérées pour colonisation (blanc).

*Plan of limber limits of the James Maclaren Co. Ltd. showing proposed forest reserve, 1906. BAnQ Gatineau. Fond James MacLaren Company. (P117, S2, P6, 03).*

Au tournant des années 1900, la colonisation du territoire d'Antoine-Labelle débute. La colonisation et le monopole d'exploitation des forestières s'affrontent. Incités par le curé Labelle, les colons occupent illégalement le territoire, ce qui est rapidement qualifié de mouvement de squatteurs par les forestières. Les compagnies profitent toutefois de la situation, les fermes forestières sont graduellement vendues aux colons. En raison de l'absence de voies de communication pour exporter les produits, les forestières achetaient les produits à des coûts moindres, faute d'autres acheteurs. L'exploitation des fermes forestières par les compagnies est donc moins rentable que l'achat des produits. Les fermes et les terres agricoles se multiplient, elles remplacent progressivement les fermes forestières et approvisionnent les camps forestiers; ce phénomène spatial est à l'origine d'une concentration à la base du réseau de villages d'Antoine-Labelle.

L'arrivée du chemin de fer des Laurentides entre 1904 et 1909 marque l'âge d'or de l'industrie forestière. En plus de favoriser la colonisation du territoire, le train permet de transporter des volumes de bois importants vers Montréal et favorise le développement de l'industrie forestière. Les retombées économiques locales de l'exploitation forestière sont toutefois limitées. La Maclaren et la CIP n'ont jamais ouvert d'usine de transformation du bois dans la région en raison du trop faible potentiel de la force hydraulique qu'offrent les rivières sur le territoire. Tout le bois coupé sur le territoire était acheminé en Outaouais, un fait particulier et distinctif des autres régions forestières du Québec. Entre 1900 et 1920, un nombre important de moulins à scie d'envergure plus locale sont toutefois en exploitation. La majorité des villages ont possédé un ou plusieurs moulins qui constituaient d'importants pôles d'emploi pour les communautés sur le territoire.

*voir Réseau routier et chemin de fer (p. 45)*

Avec l'urbanisation progressive du territoire, les concessions forestière s'étendent vers le nord. À partir des années 1930, une série de camps forestiers se trouvent dans la partie nord du territoire qui correspond aujourd'hui aux territoires non organisés (TNO). Sur les cartes topographiques de 1930, cinq dépôts forestiers sont situés sur le TNO Lac-De La Bidière (Red Pine, Klock et trois dépôts sans toponyme), un sur le TNO du Lac-Bazinet (sans toponyme), un sur le TNO du Lac-Marguerite (Wahwati), un sur le TNO du Lac-Douaire (Pensive) et un sur le TNO Lac-Oscar (Pine Lake). Avec le développement des technologies de transport, l'aménagement de fermes forestières n'est plus nécessaire et la présence de camps n'est plus le vecteur d'une occupation permanente du territoire. Les camps comme celui au lac d'Argent ont une durée de vie moyenne de 15 à 20 ans. Une fois la matière ligneuse exploitée, le camp est démonté et déménagé.

Dans les années 1980, les camps sont remplacés par des dépôts à bois. L'évolution des pratiques des coupes forestières et des technologies de transport fait en sorte qu'il n'est plus nécessaire d'aménager des camps forestiers. Cette évolution est à l'origine de la création d'un réseau de chemin forestier qui parcourt l'ensemble des territoires non organisés. De plus, en 1987, le gouvernement du Québec modifie le régime forestier passant des concessions aux contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) à l'origine de la consolidation de plusieurs emplois dans des usines de transformation de matière ligneuse de la région.

Le bois est expédié vers Buckingham par la drave jusqu'en 1993. La fin de la drave souligne un changement graduel dans le rapport aux rivières; d'une vision fonctionnelle à une vision esthétique et récréative.

Les concessions forestières ne sont pas reliées à la propriété du foncier, elles correspondent à un droit de coupe et d'exploitation de la matière ligneuse sur le territoire. Comme le présente l'atlas cartographique, les territoires publics sous concessions ont relativement peu évolué en plus de 100 ans.

Aujourd'hui, l'exploitation forestière, l'industrie du bois et les activités économiques qui y sont reliées occupent une place importante dans l'économie d'Antoine-Labelle. Avec l'évolution des phénomènes d'occupation du territoire, la forêt possède désormais deux vocations, soit son exploitation en lien avec l'industrie forestière et son exploitation en lien avec les activités récréatives (exploitation faunique, villégiature et tourisme). Graduellement, la vocation de la forêt évolue vers une perspective écologique, de valorisation des paysages et par le fait même, touristique.

## Références

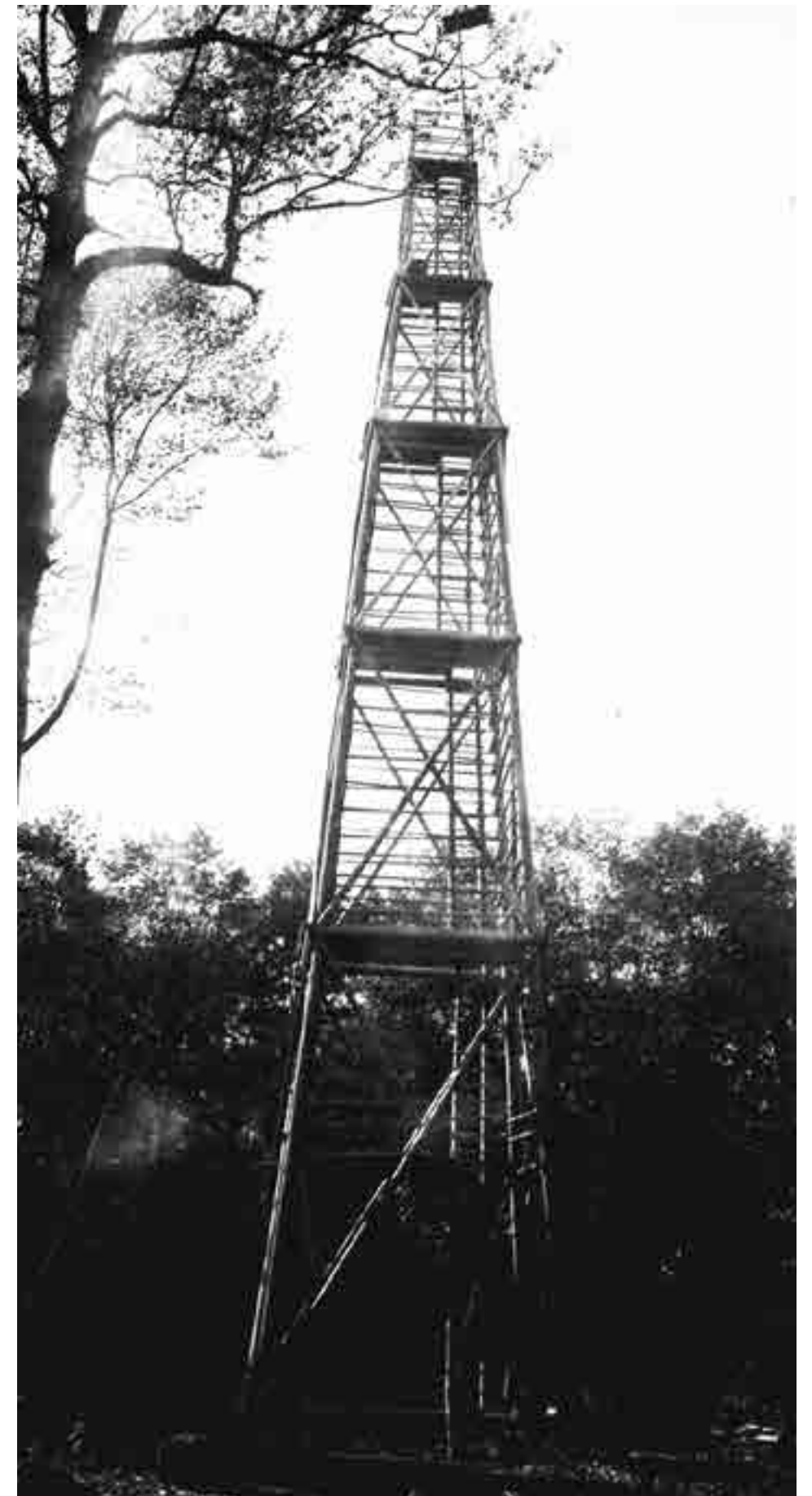
- Coursol, Luc. 1991. *Histoire de Mont-Laurier. Tome II*. Les éditions Luc Coursol. 529 pages.
- Enclume. 2017. *Caractérisation et évaluation de paysages identitaires et emblématiques*. MRC d'Antoine-Labelle. 191 pages.
- Entrevue avec Jacques Supper, ancien directeur du service de l'aménagement du territoire et directeur du service de gestion intégrée des ressources naturelles de la MRC d'Antoine-Labelle. 2023.
- Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides*. Institut québécois de recherche sur la culture. 892 pages.
- Patri-Arch. 2016. *Les fermes forestières*. Patrimoine culturel de la MRC d'Antoine-Labelle. 4 pages.
- Riopel, Marc. 2002. *La CIP et les sources d'approvisionnement forestier en Abitibi et au Témiscamingue*. [En ligne](#).
- Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 2017. *Les fermes forestières*. Forts de notre histoire.



- ↑ Dépôt des billots de bois sur la rivière gelée.  
*Travailleurs forestiers. Vers 1930. BAnQ Gatineau. Fond James MacLaren Company. (P117-S100-SS102-D15C).*
- Tour d'observation pour les feux de forêt dans les environs de la ferme  
*Tapanee. Tour de guet pour les incendies de forêt : Tour Ferme Tapanee (Tapanee Farm Tower) et vues des environs. Vers 1920. BAnQ Gatineau. Fond James MacLaren Company. (P117-S100-SS102-D11).*
- Environs de la ferme Tapanee depuis une tour d'observation.  
*Tour de guet pour les incendies de forêt : Tour Ferme Tapanee (Tapanee Farm Tower) et vues des environs. Vers 1920. BAnQ Gatineau. Fond James MacLaren Company. (P117-S100-SS102-D11).*

## Les tours d'observation

Avec le déplacement progressif de l'industrie vers le nord, l'impact des feux de forêt sur l'exploitation forestière nécessite l'installation de tours d'observations (*lookout towers*). Connectées les unes aux autres, elles servent de relais. Positionnées à des endroits stratégiques, la plupart des emplacements accueillent des tours de communication.







- ← **Moulin local à Ferme-Neuve.**  
*Moulin Leblanc à Ferme-Neuve. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides.*
- **Embâcle de billots de bois.**  
*Fonds Collection Caisse Desjardins de Ferme-Neuve. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. (P132-D02-P132).*
- ↓ **Groupe de draveurs avec des tourne-billes à la main.**  
*Fonds Collection Caisse Desjardins de Ferme-Neuve. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. (P132-D03-P258).*





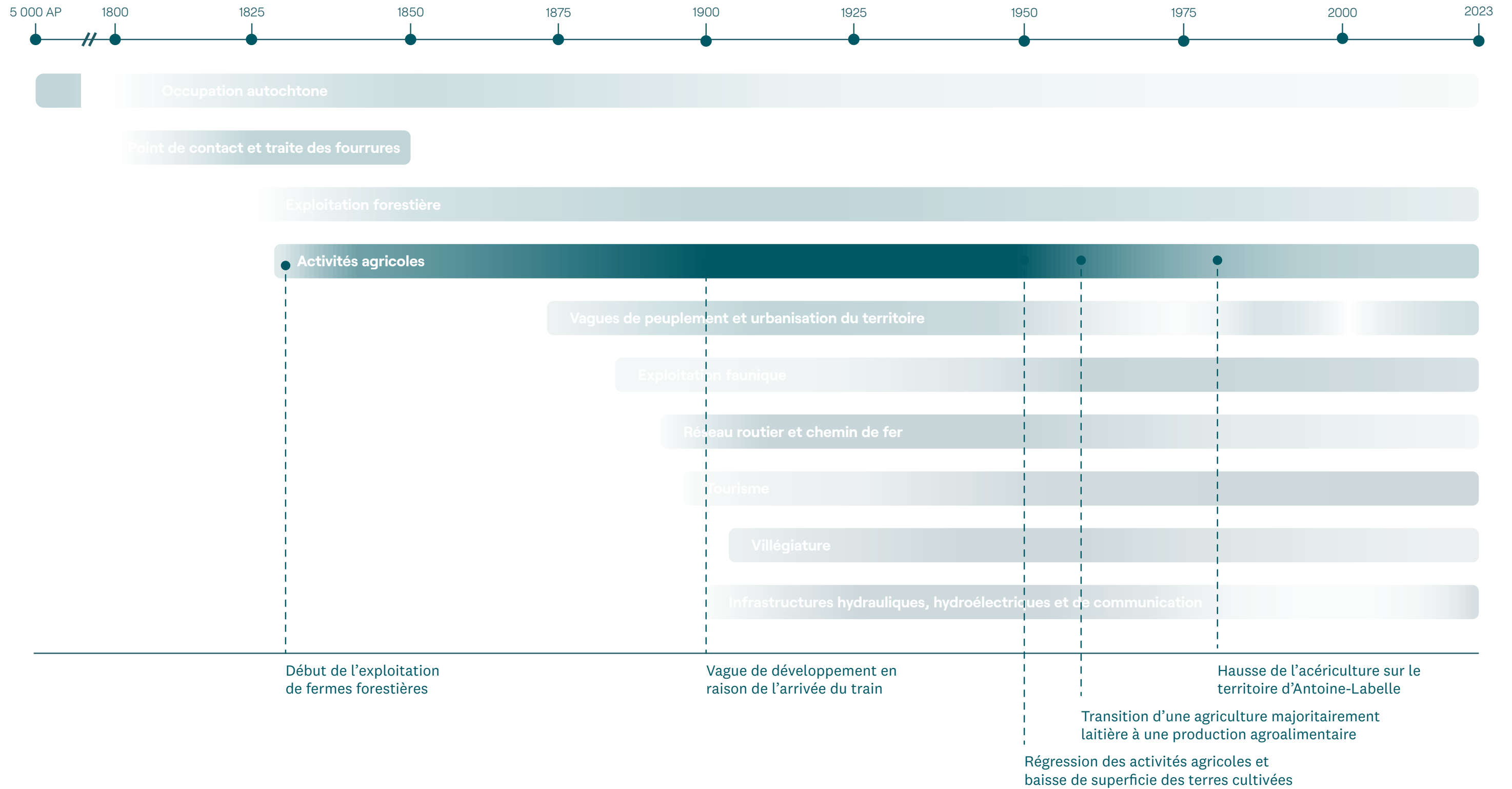
- ↑ **Opérations forestières à l'aide d'équipement motorisé.**  
Fonds Gilles Lefebvre. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. (P141-S11-P005).
- **Chargement de bois sur un camion à l'aide d'équipement motorisé.**  
Fonds Gilles Lefebvre. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. (P141-S11-D03-P003).
- ↓ **Billots de bois apportés par la drave sur le lac des Écorces.**  
Sites du lac des Écorces, de Chute-Saint-Philippe, de Grand-Remous et du parc de la Vérendrye. 1968.  
BAnQ Vieux-Montréal. (06M-E6-S7-SS2-D68-43). Fonds ministère de la Culture et des Communications.  
Albert Courtemanche.







# Ligne du temps



# Activités agricoles

L'activité agricole sur le territoire d'Antoine-Labelle débute entre 1830 et 1890 avec l'exploitation des fermes forestières. La première phase de développement agricole entraîne des vagues de colonisation entre 1880 et 1945 et est à l'origine d'un paysage agroforestier caractéristique du territoire d'Antoine-Labelle.

À partir des années 1830, les compagnies d'exploitation forestière établissent des camps de bûcherons vers le nord depuis Buckingham. Une fois sur le territoire d'Antoine-Labelle, elles sont contraintes d'établir des installations de ravitaillement pour les chantiers de coupe. La première ferme construite est la Ferme Rouge (1835) par Lévis Bigelow et Baxter Bowman. Depuis, plusieurs autres fermes forestières se sont établies dans la vallée de la rivière du Lièvre (Ferme des Lacaux à Notre-Dame-de-Pontmain, la Ferme des Pins à Notre-Dame-du-Laus, la Ferme du Wabassee près du rapide du même nom et la Ferme-Neuve). En raison de leur importance pour les activités forestières, les fermes deviennent des établissements humains autour desquelles se structurent les premiers embryons de l'occupation permanente du territoire. Les compagnies forestières aménagent un réseau de fermes dans leurs bassins versants respectifs, afin d'approvisionner leurs chantiers.

*voir Exploitation forestière (p. 19)*

## Principales fermes forestières

- Ferme-des-High Falls (Notre-Dame-du-Laus)
- Ferme-des-Lacaux / de-l'île-Longue (Notre-Dame-de-Pontmain)
- Ferme-Wabassee (rapides Wabassee, rivière du Lièvre)
- Ferme-Rouge (ponts couverts de Ferme-Rouge, Kiamika)
- Ferme-la-Concerne / Ferme-Neuve / de la Montagne (Ferme-Neuve)
- Ferme-Tapani (chemin de Parent, TNO du lac-Douaire)
- Ferme-du-Milieu (L'Annonciation)
- Ferme-d'en-Haut (L'Ascension)
- Ferme-de-la-Klock (TNO du Lac-Oscar)

Ce sera donc autour des fermes forestières que s'établissent les premiers colons, incités par le curé Labelle et les sociétés de colonisation. Peu à peu, les fermes forestières sont vendues aux colons qui prennent le relais des exploitations d'élevage et de culture. Ils vendent les denrées aux forestiers alors que les compagnies jugent plus avantageux l'achat des produits, que l'exploitation agricole pour leurs besoins. Les colons sont incités à peupler un territoire qu'on dit riche en terres fertiles et en ressources naturelles. Toutefois, les caractéristiques climatiques, géologiques et biophysiques ne permettent généralement qu'une agriculture de subsistance. Les principales cultures sont les pois, les patates, le porc, les fèves et l'avoine. Plusieurs colons gagnent des revenus supplémentaires grâce au travail forestier qu'ils effectuent durant l'hiver. L'activité agricole évolue donc en complémentarité avec l'industrie forestière, qui demeure le principal moteur économique. Les caractéristiques topographiques et hydrologiques du territoire sont à l'origine d'un paysage agroforestier créé par des poches d'agriculture irrégulières et organiques.

*voir Vagues de peuplement et urbanisation du territoire (p. 33)*

L'arrivée du chemin de fer des Laurentides en 1903 à l'Annonciation, en 1904 à Nominique, puis à Mont-Laurier en 1909, entraîne une vague de développement dans les activités agricoles. L'arrivée du chemin de fer correspond à l'ouverture des premières entreprises agricoles commerciales (beurreries, fromageries, tannerie). La ligne ferroviaire permet d'acheminer la production vers les régions plus urbanisées du sud.

À partir de 1930, la colonisation et le développement agricole entraînent une forte extension de l'écoumène. Dans le but de soutenir le développement agricole, le ministère de l'Agriculture ouvre en 1933 l'École d'agriculture de Mont-Laurier. Pendant environ 20 ans, plus de 600 personnes fréquentent l'école. Cette expansion se poursuivra jusque dans les années 1950 et mènera à une augmentation d'environ 12 % du territoire occupé. Cette dernière phase d'extension de l'écoumène agricole est supportée par des efforts de colonisation suivant la Deuxième Guerre mondiale. Cela dit, au tournant des années 1950, l'écoumène entre dans une dynamique de densification et perd en superficie d'occupation. Cette diminution est en partie entraînée par la régression des pratiques agricoles. Dans la région, la main-d'œuvre agricole passe de 20 % en 1950 à 10 % en 1960. Cette chute entraîne une baisse considérable des inscriptions à l'École d'agriculture de Mont-Laurier et la fermeture de l'établissement en 1967. Le campus devient le Centre collégial de Mont-Laurier.

L'abandon des pratiques agricoles entraîne une baisse des superficies en culture au profit d'un enrichissement, à un point où dans certaines parties du territoire, l'occupation du sol et l'agriculture ont presque entièrement disparu. Cette dynamique n'est pas répartie équitablement sur le territoire. Dans certaines parties du territoire, principalement dans la vallée de la Lièvre, l'occupation du territoire est restée similaire. À noter cependant que la régression des superficies agricoles n'entraîne pas nécessairement une baisse de la production agricole. La modernisation des pratiques permet de maintenir des terres en culture. Dans les années 1960 et 1970, l'agriculture dans la MRC d'Antoine-Labelle passe d'une production majoritairement laitière à une production agroalimentaire. Cette transition entraîne une diminution considérable du nombre de fermes, tandis que la superficie des exploitations modernes double. Dans les décennies qui suivent, les superficies de territoire forestier ont considérablement augmenté et permettent notamment le développement de l'acériculture.

Aujourd'hui, la production agricole de la MRC d'Antoine-Labelle comprend une production animale (volaille, porc, bovin) et une production végétale (céréales, oléagineux, légumineuses, fourrages, pâturages, cultures abritées, horticulture). L'agriculteur possède toujours une influence sur les paysages et sur l'écoumène en occupant une superficie importante. En 2015, plus de 300 km<sup>2</sup> de terres sont occupés par l'agriculture, soit 50 % de la zone agricole protégée. En raison de sa proximité avec les aires urbanisées, l'agriculture possède une forte influence sur l'occupation du territoire. Une partie relativement importante de l'écoumène est sous protection de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*, assurant ainsi la pérennité du territoire agricole dans la MRC. À noter que le rétrécissement de l'écoumène est une dynamique toujours observable aujourd'hui; celui-ci est causé en partie par l'enrichissement de terres agricoles, qui serait responsable de sa diminution d'environ 2 % entre 1990 et 2020.

## Références

- Coursol, Luc. 1991. *Histoire de Mont-Laurier. Tome II*. Les éditions Luc Coursol. 529 pages.
- Enclume. 2017. *Caractérisation et évaluation de paysages identitaires et emblématiques*. MRC d'Antoine-Labelle. 191 pages.
- Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides*. Institut québécois de recherche sur la culture. 892 pages.
- Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 2017. *Les fermes forestières*. Forts de notre histoire.
- MRC d'Antoine-Labelle. 2015. *Plan de développement de la zone agricole*. [En ligne](#).
- Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 1996. *Guide d'interprétation du parc linéaire*. 52 pages.



↑ Ferme forestière Wabasse où se trouvaient un magasin général, un bureau de poste, une forge, une remise à grain, une laiterie et une glacière.  
*La ferme Wabasse et ses bâtiments au début du siècle. 1916. Fier de notre histoire. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides.*

→ Paysage agricole du comté de Labelle en 1953.  
*Vue de l'ensemble de la ferme de monsieur Henri Fillion à Lac-du-Cerf. 1953. BAnQ Québec. (E6-S7-SS1-P96898). Omer Beaudoin.*

↓ Paysage agricole dans le comté de Labelle en 1947.  
*Pont sur le ruisseau Charlebois, canton Robinson et Pope, comté Labelle. 1947. BAnQ Québec. (E6-S7-SS1-P60519). R. Sauvage.*







↑ Début de l'acériculture à Ferme-Neuve, date inconnue.

*Une cabane à sucre. Date inconnue. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Fonds Collection Caisse Desjardins de Ferme-Neuve. (P132-D02-P129). Studio Fleur de Lys.*

→ Paysage agricole du comté de Labelle en 1953.

*Vue d'ensemble de la ferme de monsieur Claude Meilleur à l'Ascension, comté de Labelle. 1953. BANQ Québec. (E6-S7-SS1-P97081 et E6-S7-SS1-P97079). Omer Beaudoin.*



← Paysage agricole de Lac-du-Cerf, date inconnue.  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Date inconnue.  
Fonds Lac-du-Cerf, la mémoire du temps. (P099-P124).*





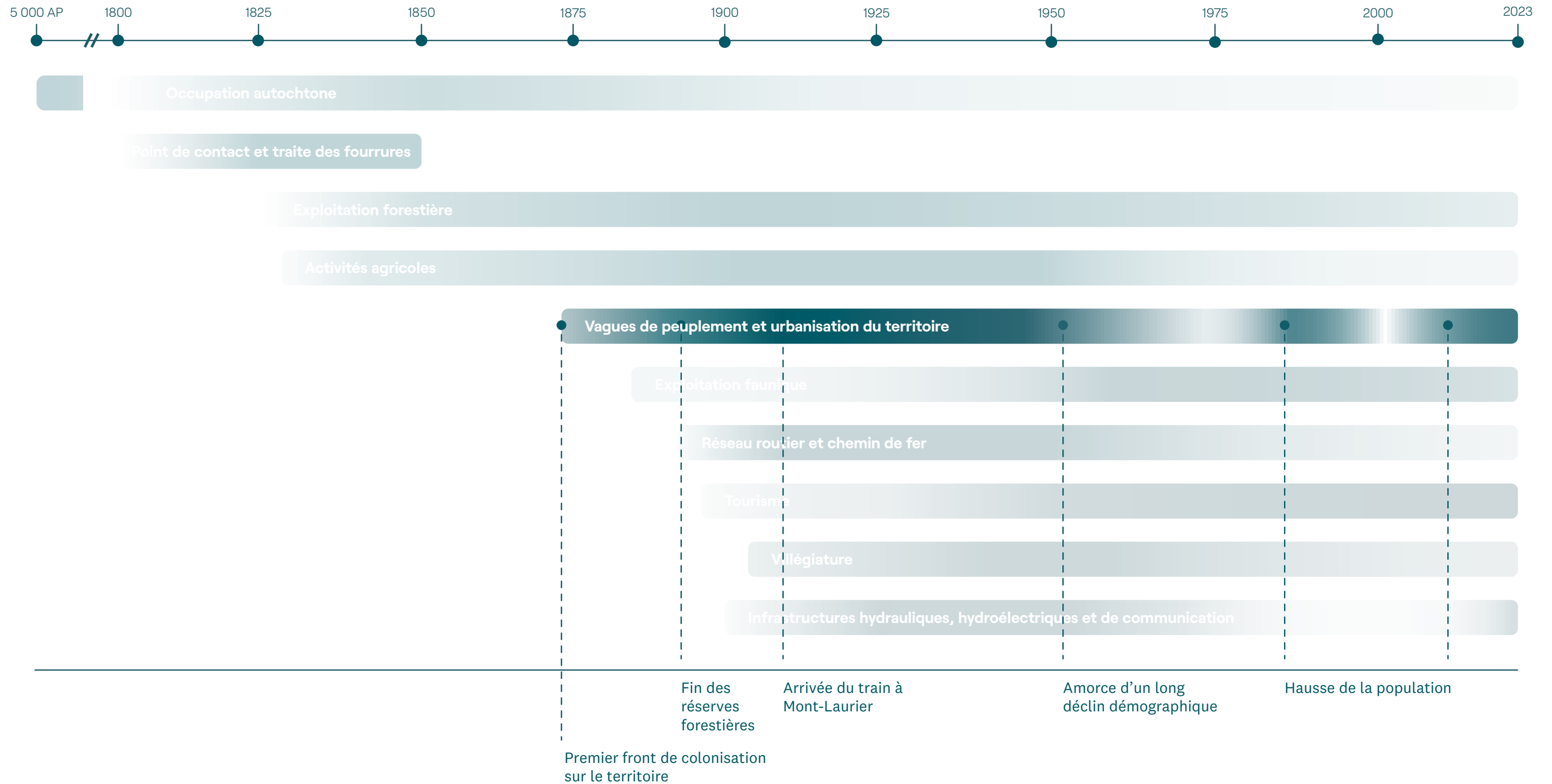
← ↓ Paysages agricoles de Kiamika.  
*Enclume, 2017.*







# Ligne du temps



# Vagues de peuplement et urbanisation du territoire

Parallèlement à l'agriculture, les activités récréatives et le développement du réseau routier, un phénomène plus vaste s'opère. L'ensemble des phénomènes identifiés contribuent au peuplement et à l'urbanisation du territoire.

À partir de 1870, plusieurs vagues de peuplement participent à l'occupation du territoire des Hautes-Laurentides. Provenant d'abord de l'Outaouais, elle atteint Notre-Dame-du-Laus et Notre-Dame-de-Pontmain entre 1873 et 1876. Le deuxième front, encore plus significatif, provient de Saint-Jérôme et se concentre dans la vallée de la Rouge.

Le deuxième front de colonisation correspond au projet surtout porté par le curé Antoine Labelle. Il identifie les Hautes-Laurentides comme un territoire propice à la colonisation en raison d'un fort potentiel agricole et de son emplacement stratégique dans le réseau ferroviaire national. Les chemins de fer de Gatineau et de Montréal doivent se rejoindre sur le territoire d'Antoine-Labelle pour ensuite atteindre l'Abitibi-Témiscamingue.

Le territoire est alors presque entièrement sous concession forestière; détenue par des intérêts anglophones. L'objectif de la colonisation et l'idée véhiculée par Antoine Labelle est d'assurer une occupation francophone du territoire, les colons sont alors incités à occuper la région. Cette dynamique mènera à une confrontation entre le monopole des compagnies forestières et les colons venus s'installer sur le territoire. Les forestières tirent toutefois avantage de la situation, par la présence d'une main-d'œuvre, l'approvisionnement en denrées pour celles-ci et leurs chevaux. Peu à peu, les familles pionnières s'installent autour des fermes forestières et l'écoumène s'étend. Ce phénomène spatial est à l'origine du réseau de villages de la MRC d'Antoine-Labelle. Les compagnies forestières se déplacent vers le nord alors que la population occupe le territoire récemment défriché. Les habitants vivent à la fois de l'agriculture et du travail en forêt. En 1888, Antoine Labelle devient sous-ministre du département de l'Agriculture et de la Colonisation. Il soumet alors une loi qui entraîne la fin des réserves forestières dans le but de rendre le territoire disponible à la colonisation.

*voir Concessions forestières et colonisation (p. 73)*

Les premiers mouvements de colonisation sont difficiles et ne sont pas soutenus. D'abord associé à un fort potentiel agricole, le territoire n'est pas propice à une agriculture de qualité en raison de la topographie et des longs plateaux formés par les rivières. Au tournant des années 1900, l'exode vers les États-Unis ralentit le mouvement de colonisation vers Antoine-Labelle. L'arrivée du chemin de fer des Laurentides entre 1904 et 1909 représente l'aboutissement du projet de colonisation du curé Labelle et mène à une nouvelle vague de peuplement. Les premiers mouvements de colonisation se structurent autour de deux axes. Le premier axe, qui se structure autour des rivières Rouge et de la Lièvre, est soutenu par l'exploitation de la forêt et par l'établissement des fermes forestières. Quant au deuxième axe, celui-ci se structure le long du tracé du chemin de fer et est surtout associé au projet de colonisation du territoire des Hautes-Laurentides.

L'arrivée du train à Mont-Laurier, qui sera aussi le terminus du chemin de fer, entraîne une accélération considérable de l'urbanisation de Mont-Laurier. La concentration des fonctions institutionnelles, éducatives et économiques attire et mène à une concentration de la population à l'intérieur du comté. À partir des années 1920, Mont-Laurier accueille l'essentiel de l'augmentation démographique du territoire et connaît une croissance relativement importante. La plupart des autres municipalités entament un long déclin démographique qui connaît une intensification entre les années 1950 et 1970.

## Évolution de l'écoumène

L'atlas cartographique permet de tirer des constats quant à l'évolution de l'aire occupée. En 1930, l'occupation du territoire se structure dans l'axe lac du Cerf/Lac Tapani. De plus, des poches linéaires d'occupation apparaissent le long des principaux axes de transport et l'écoumène s'étend au deuxième rang, associé au développement agricole à proximité des noyaux villageois. Déjà en 1930, l'essentiel de l'écoumène est occupé. L'aire habitée est en extension jusque dans les années 1950. Elle connaît ensuite une diminution qui se poursuit aujourd'hui, principalement causée par la régression des pratiques agricoles.

Dans les années 1970, la population de plusieurs municipalités augmente et de nouveaux développements domiciliaires, notamment en banlieue de Mont-Laurier et à Ferme-Neuve, font leur apparition sur le territoire. La croissance démographique de Mont-Laurier favorise aussi son essor commercial. Jusque dans les années 1990, plusieurs chaînes de commerce nationales s'installent et confirment le rôle de Mont-Laurier comme centre régional.

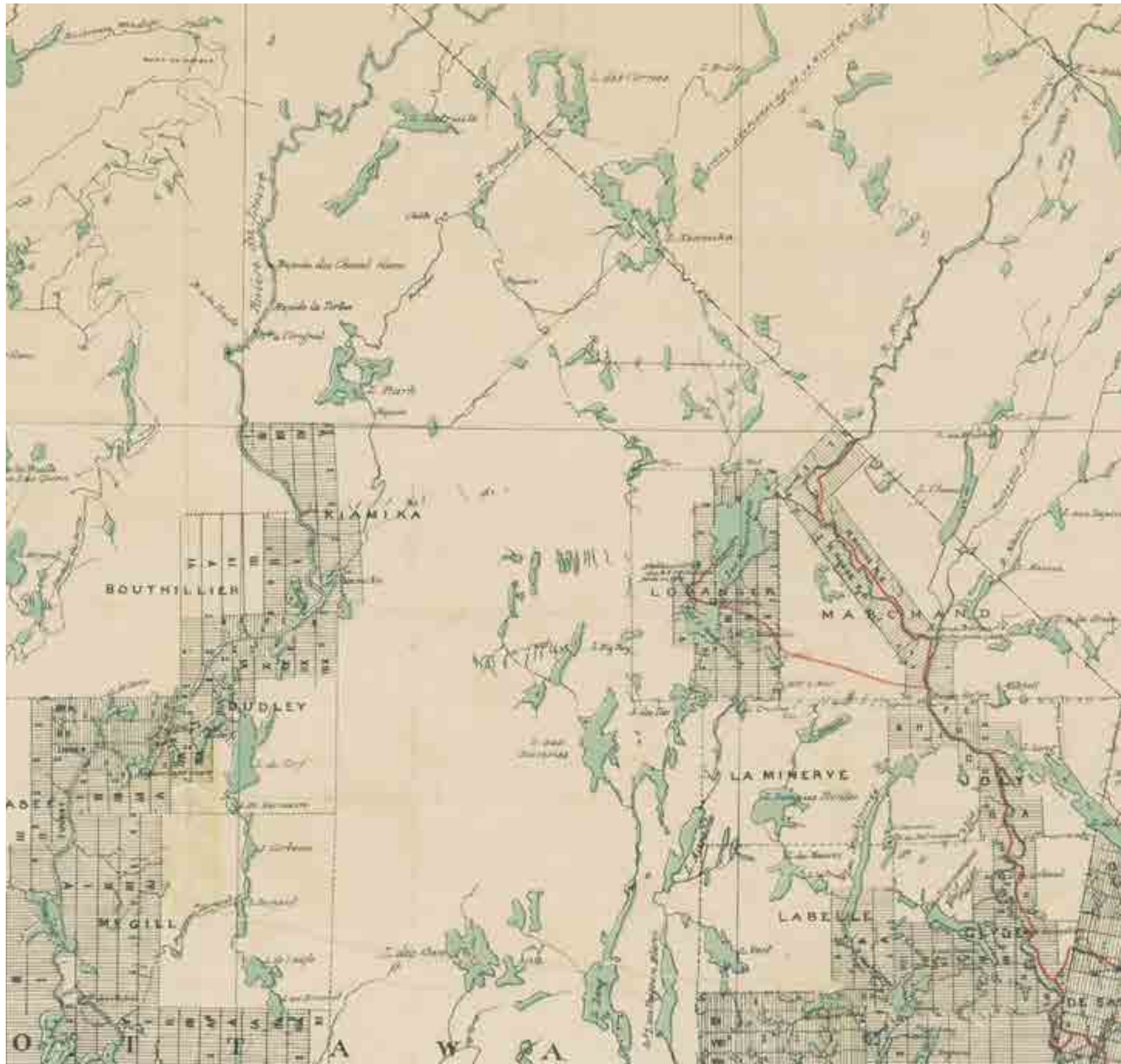
Dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les investissements gouvernementaux et le développement des services publics. Ces investissements permettent notamment la construction des hôpitaux de Mont-Laurier et de Rivière-Rouge, l'ouverture de nombreux points de services des différents ministères provinciaux et fédéraux, de la mise sur pied du réseau scolaire laïque suivant le rapport Parent, commission scolaire, etc. Ce phénomène explique en partie la centralisation toujours plus importante de la population dans les milieux urbains (Mont-Laurier et Rivière-Rouge) et contribue à réaffirmer les statuts de capitale régionale pour Mont-Laurier et de sous-capitale pour Rivière-Rouge.

*voir Écoumène (p. 77)*

## Références

- Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides*. Institut québécois de recherche sur la culture. 892 pages.
- Coursol, Luc. 1991. *Histoire de Mont-Laurier. Tome II*. Les éditions Luc Coursol. 529 pages.
- Coursol, Luc. 1996. *Si Des Ruisseaux m'était conté...* Le Comité de l'Amitié de Saint-Jean-sur-le-Lac. 370 pages.
- Gouvernement du Canada. 1964. *Loi des sociétés de colonisation*. Chapitre 104.

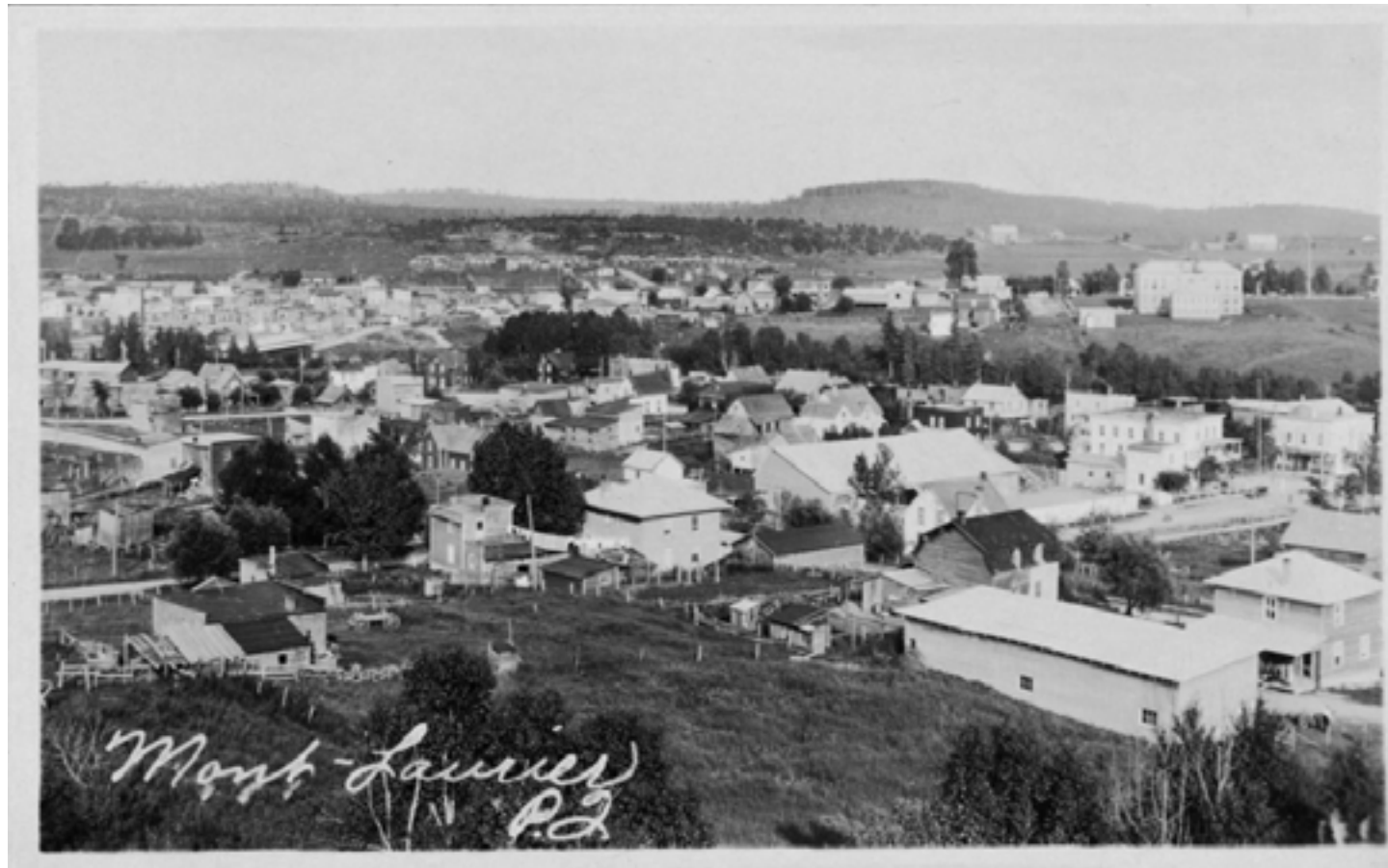




← Carte du découpage du territoire correspondant à la MRC d'Antoine-Labelle selon le modèle des cantons. Carte régionale de la province de Québec comprenant les comtés de St. Maurice, Maskinongé, Berthier, Joliette, Montcalm, L'Assomption, Jacques-Cartier, Hochelaga, Laval, Terrebonne, Soulanges, Vaudreuil, Deux-Montagnes, Argenteuil et Ottawa. (1882). BANQ. Département des Terres de la Couronne. Collection Saint-Sulpice (0002669789).







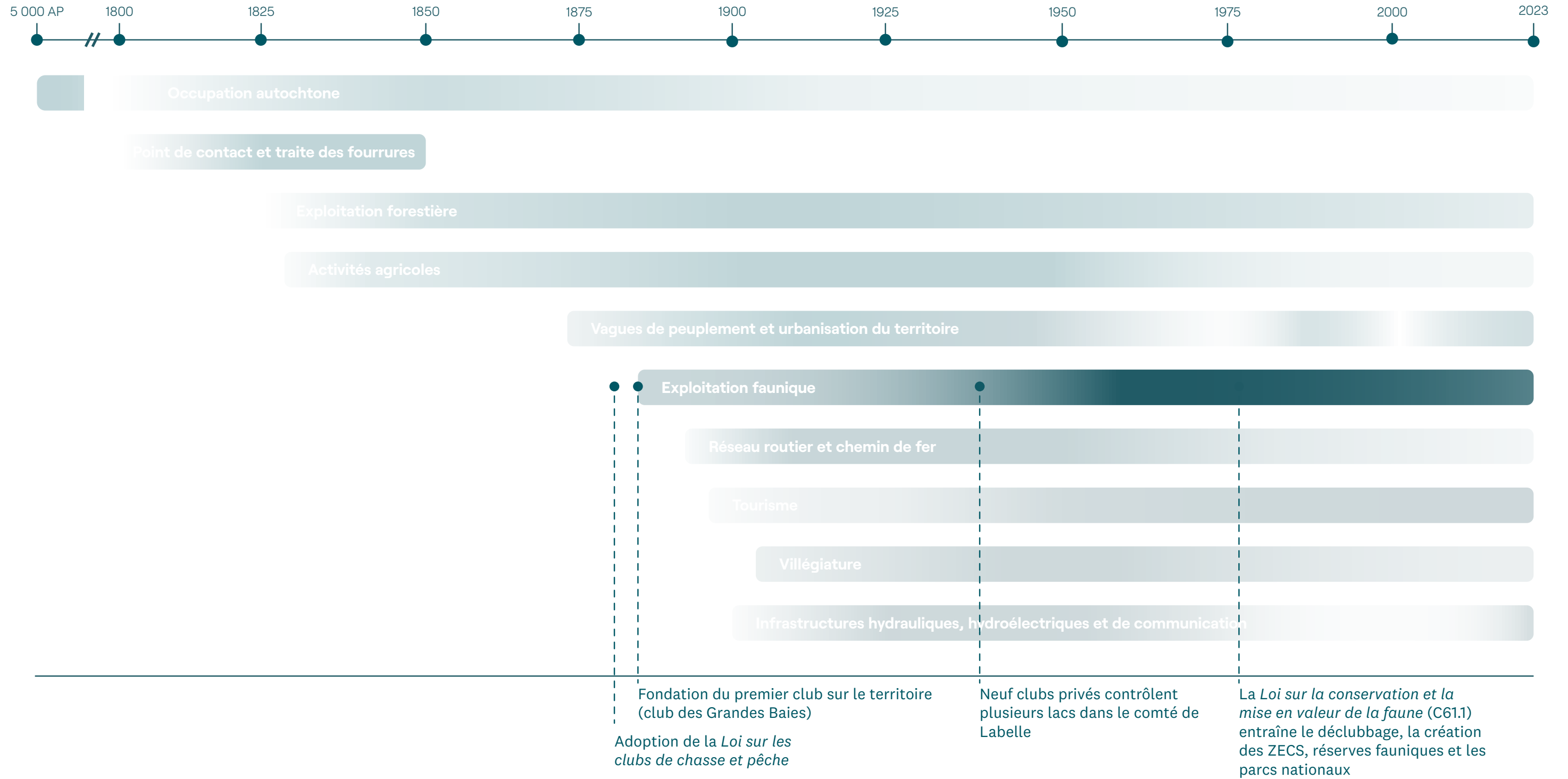
- ← Centre-ville de Mont-Laurier en plein essor vers 1950.  
*Centre-ville de Mont-Laurier. Entre 1930 et 1950. BAnQ. (0002638653). Québec.*
- ↓ Carte postale du centre-ville de Mont-Laurier.  
*Mont-Laurier. Entre 1930 et 1950. BAnQ. (0002642712). Québec. Photogelatine Engraving Co. Limited.*







# Ligne du temps



# Exploitation faunique

L'exploitation faunique réfère aux activités de chasse, de pêche, de trappe et de piégeage. Les débuts de ce phénomène d'occupation sont associés aux mouvements de colonisation classique du territoire. Dans un élan de colonisation, l'idée véhiculée à l'époque voulait que l'octroi de baux exclusifs de chasse et de pêche favoriserait l'occupation et la colonisation du territoire.

## Premiers clubs privés de chasse et pêche

- 1887 : club des Grandes Baies (près de Nominigüe)
- 1895 : club Chapleau
- 1902 : club Kameron
- 1908 : club Grand Nominigüe (près de Nominigüe)
- 1909 : club du lac Gaumond
- 1909 : club Avonmore

Dans la deuxième moitié du 19<sup>e</sup> siècle, l'exploitation forestière et l'augmentation du territoire habité exercent des pressions considérables sur les ressources fauniques du territoire québécois. Face à cette problématique, le gouvernement voit la nécessité de déployer plusieurs agents de protection de la faune, mais fait face à un manque de ressources financières. Face à cette problématique, un modèle de baux d'exploitation faunique sur le territoire public est favorisé. En 1885, le gouvernement du Québec adopte la *Loi sur les clubs de chasse et pêche*. La loi permet à des groupes d'individus, regroupés en club, de louer d'importantes superficies de terres publiques à des fins d'exploitation faunique récréative. En échange de l'obligation d'aménager et de protéger le territoire, les clubs disposent des droits exclusifs quant à l'exploitation du territoire sous location. Ces clubs appartiennent surtout à l'élite américaine, laurentienne (*Laurentian Elite*) et anglo-canadienne ou à des propriétaires de grandes compagnies, dont les forestières.

En plus des activités forestières, la multiplication des clubs favorise le développement d'un réseau routier qui parcourt le territoire sauvage. Or, les clubs empêchent la population d'accéder à de vastes lacs, rivières et territoires sous location.

Sur le territoire d'Antoine-Labelle, le club des Grandes Baies, premier club de la région, est fondé en 1887 et occupe les rives du lac Nominigüe. Le prolongement du train dans la vallée de la Lièvre attire une riche clientèle à la recherche d'une nature sauvage et amatrice de chasse et de pêche dans la région. Les Hautes-Laurentides se positionnent alors comme un immense territoire de récréation.

L'exploitation faunique et l'exploitation forestière partagent sensiblement le même territoire d'intérêt, soit la forêt publique. Ces deux phénomènes d'occupation sont interreliés. Les forestières ouvrent des chemins qui parcourent le territoire et les villégiateurs empruntent ces mêmes chemins afin d'atteindre les clubs. D'anciens camps forestiers seraient devenus des clubs, comme le club du lac des Pins, qui serait un ancien camp forestier de la MacLaren.

[voir Exploitation forestière \(p. 19\)](#)

À l'époque, l'objectif de la loi est de protéger une partie du territoire contre l'exploitation forestière et de favoriser la colonisation du territoire. Or, on s'interroge rapidement sur la contribution réelle des clubs au mouvement de peuplement et ceux-ci sont davantage perçus comme un frein au développement. Alors essentielles pour l'emploi des régions du Québec en raison de l'exploitation forestière, ces terres sont toutefois inaccessibles à la population à des fins récréatives. À l'époque, l'essentiel des terres privées représente le territoire occupé, alors que l'essentiel des terres publiques est réservé à l'exploitation forestière et à l'exploitation faunique par les clubs privés. Les droits de chasse et de pêche exclusifs aux membres, que l'on compare à un monopole, empêchent la population d'accéder à ces territoires à des fins récréatives. En 1940, 9 clubs privés sont dénombrés sur le territoire et occupent une centaine de lacs. Pendant un peu moins de 100 ans, les clubs ont occupé la majorité du territoire public et donc inaccessible pour la population. Toutefois, un guide touristique du comté de Labelle paru entre 1935 et 1939 contient une série d'annonces qui montrent des clubs ouverts au public comme des lieux de tourisme de chasse et de pêche.

Jusque dans les années 1960, les clubs privés sont essentiellement détenus par de riches bourgeois et notables. Avec l'avènement de la classe moyenne, un nombre de plus en plus important de Québécois fondent des clubs, ce qui augmente considérablement leur nombre sur le territoire de la province. Simultanément, le nombre de permis de chasse émis augmente. Ainsi, pendant les années 1970, de plus en plus de personnes se partagent un territoire de plus en plus restreint par les clubs.

Un débat émerge sur le mode de gestion des terres publiques. La population milite d'abord pour un territoire accessible pour la chasse et la pêche, mais le débat s'élargit pour réclamer un territoire accessible pour le développement de la villégiature. En arrière-plan, la montée du nationalisme, portée par le slogan *Maîtres chez nous*, amène une seconde dimension au débat qui réclame de redonner aux Québécois leur territoire. En 1977, le gouvernement du Québec met fin à la gestion du territoire public par club.

La *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune* entraînent le déclubbage et la fin de leur monopole sur l'exploitation faunique. La majorité des clubs de la province deviennent des zones d'exploitation contrôlées (ZEC) ou des pourvoies. La fin des clubs permet alors une ouverture pour le développement de la villégiature et du tourisme, notamment à l'intérieur des territoires non organisés.

[voir Villégiature \(p. 58\)](#)  
[Tourisme \(p. 52\)](#)

Simultanément, la création des parcs de conservation (aujourd'hui les parcs nationaux et les réserves) change la nature des terres publiques. La création du réseau de territoires protégés par le gouvernement, dont la réserve Papineau-Labelle en 1971 et le changement de statut de la réserve Rouge-Matawin en 1981 marquent un important changement dans l'accessibilité aux territoires récréotouristiques. La création de territoires protégés apparaît comme une solution à la protection des milieux naturels tout en permettant de rendre accessible des espaces récréatifs.

Aujourd'hui, la présence de plusieurs chalets et camps témoigne de l'époque des clubs privés. L'occupation des territoires non organisés se présente souvent sous la forme d'une concentration de plusieurs bâtiments sur un même site et souvent à proximité de lacs. Il s'agirait probablement de camps de pêche, mais la précision des sources cartographiques consultées ne permet pas de le déterminer avec certitude.

## Références

- Coursol, Luc. 1991. *Histoire de Mont-Laurier. Tome II*. Les éditions Luc Coursol. 529 pages.
- Beaulieu-Claveau, Antoine. 2018. *Le crépuscule des clubs privés, une histoire de contestation*. Mémoire de maîtrise. Université du Québec à Montréal.
- Blackburn, R. 2017. *Il y a 40 ans, le déclubbage*. Le Quotidien. [En ligne](#).
- Enclume. 2017. *Caractérisation et évaluation de paysages identitaires et emblématiques*. MRC d'Antoine-Labelle. 191 pages.
- Entrevue avec Jacques Supper, ancien directeur du service de l'aménagement du territoire et directeur du service de gestion intégrée des ressources naturelles de la MRC d'Antoine-Labelle. 2023.
- Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides*. Institut québécois de recherche sur la culture. 892 pages.
- SÉPAQ. 2023. *Réserve Papineau-Labelle*. Historique. [En ligne](#).
- Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 1996. *Guide d'interprétation du parc linéaire*. 52 pages.
- Syndicat d'initiative du comté de Labelle. Entre 1935 et 1939. *Le comté de Labelle, merveilleux pays de chasse et de pêche*. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 36 pages.



**MAP SHOWING TERRITORY UNDER LEASE AND HIGHWAYS**

**"SANTA-MARIA" CLUB, Inc.**

Council 2410 of the K. of C. of Mont-Laurier has secured from the Provincial Government of Quebec one of the most picturesque fish and game reserves in the Province, in the very heart of the Laurentian Mountains, and organized a Club incorporated under the name of "Santa Maria".

This wild region contains 23 lakes teeming with red trout of the best variety, and a sejour in this domain will enable you to see the canadian forest in its virgin state with all its enchantment. In addition to speckled trout fishing, there is also good partridge shooting and deer hunting with the certainty of bagging some game.

The K. of C. of Mont-Laurier, sole proprietors of the Club will admit members of United States, at the rate of \$10.00 a year without any additional admission fee: our Club being incorporated with the permission of admitting members from other countries. That means for them a reduction in the price of their licenses for fishing and hunting in the Province of Quebec.

Arrangements have been made to enable the members to reach without any trouble, the principal camp, located 9 miles from the motor road.

Excellent meals are served at the camp to visitors at reasonable rate. Also guides are at the disposal of those who may require their services.

Another advantage which we also deem advisable to mention is that we have the Telephone at the principal camp.

For other informations, write to:

**CLUB SANTA MARIA,**  
Mont-Laurier, Co. Labelle, Qué.

**SANTA MARIA CLUB,**  
Mont-Laurier, Qué.

- ↑ Carte postale du Green Valley Lodge à Kiamika, montrant plusieurs activités de chasse et de pêche.  
*Green Valley Lodge, Kiamika, Que. Date inconnue. BANQ. (0004778549).*
- ↓ Club des Grandes Baies, premier club sur le territoire d'Antoine-Labelle.  
*«Au club», lac des Grandes Baies, Nominingue. Entre 1929 et 1962. BANQ. (0004777880). Ludger Charpentier.*
- Annonce du club de chasse et de pêche Santa-Maria, au sud de Mont-Laurier.  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Entre 1935 et 1939. Fonds Société nationale des Québécois, série Chasse et pêche. (S1-SS2-SS3).*





- Embarcations sur le lac des Polonais, au club du lac d'Argent.  
*Baie Tapani, Club du lac d'Argent. 1969. BAnQ Vieux-Montréal. (E6-S7-SS2-D69-61).  
Fonds ministère de la Culture et des Communications. Office du film du Québec.*
- ← Prise d'un doré sur le lac des Polonais, au club du lac d'Argent.  
*Club du lac d'Argent et Sainte-Dorothée. 1969. BAnQ Vieux-Montréal. (E6-S7-SS2-D69-58). Fonds ministère de la Culture et des Communications. Office du film du Québec. Albert Courtemanche.*



- ↑ Cabines de pêche dans la région de Mont-Laurier.  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Date inconnue. Fonds Paul Émile Lesage. (P094-S04-D01-P004).*
- ↓ Excursion de chasse et de pêche au Red Pine Inn.  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Entre 1935 et 1939. Fonds Louise Sabourin St-Louis (P146-P013).*
- Prise de pêche sur un lac de la MRC. Le territoire de chasse et de pêche est fréquenté par hydravion dans la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle.  
*Aviation. Vers 1970. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Fonds Collection Jean-Guy-Sabourin. (P141-S03-P010).*

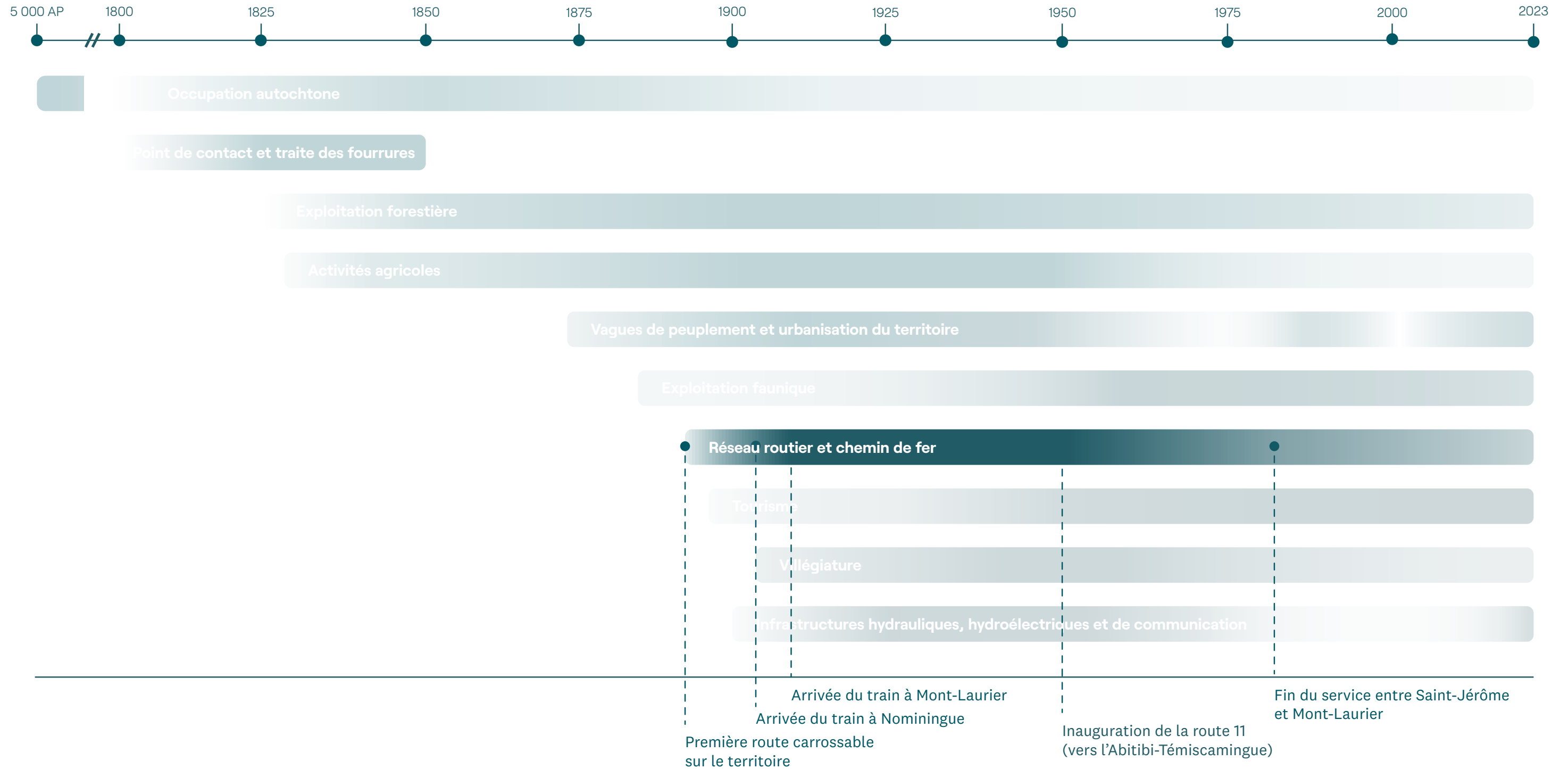








# Ligne du temps



# Réseau routier et chemin de fer

À mesure que se développent les technologies de transport, les axes qui structurent les dynamiques d'occupation du territoire passent des rivières au chemin de fer et au réseau routier.

## Réseau routier

Avant 1880, aucune route carrossable ne semble dépasser Chute-aux-Iroquois (aujourd'hui Labelle) situé au sud du territoire d'Antoine-Labelle. Graduellement, une route longe la rive gauche de la rivière Rouge et atteint Nomingue en 1882. En 1884, le chemin Chapleau relie Labelle et Kiamika, en passant par Nomingue et avec possibilité de rejoindre Rapide-de-l'Orignal (Mont-Laurier). Cette route devient la colonne vertébrale du réseau routier et de la colonisation du territoire.

Le développement du réseau routier a des conséquences significatives sur le développement de l'aire habitée et sur l'accessibilité au territoire. Il se développe en plusieurs phases et connaît plusieurs améliorations qui modifient le tracé des routes.

Le chemin Gouin quant à lui est construit dans les années 1920 afin de relier Ferme-Neuve et Lac-Saguay. À l'époque, il s'agissait d'une route étroite et sinueuse qui traversait les Hautes-Laurentides. Avec l'augmentation du trafic automobile, le chemin Gouin devient de plus en plus dangereux et difficile à utiliser. Graduellement, la route 11 remplace le chemin Gouin et devient plus sécuritaire et plus pratique pour les voyageurs et pour le transport de marchandises. Aujourd'hui, certains tronçons du chemin Gouin sont toujours accessibles et peuvent être utilisés pour explorer les Laurentides et découvrir l'histoire de la région. Aujourd'hui, le pont couvert de Chute-Saint-Philippe est un vestige du chemin Gouin.

En 1910, soit un an après l'aboutissement du chemin de fer reliant Mont-Laurier à Montréal, le gouvernement annonce un projet de route carrossable empruntant un parcours similaire à celui du train. Le projet, qui correspond à la route 11 (aujourd'hui la route 117), est érigé en plusieurs phases à partir des années 1920. La route suit et traverse à plusieurs reprises l'emprise ferroviaire du chemin de fer des Laurentides. À l'époque, celle-ci était en gravier et était utilisée principalement pour le transport de marchandises. Au fil des ans, la route a été améliorée et asphaltée, ce qui a permis une augmentation du trafic et du tourisme dans la région. Le tracé sinueux a subi des améliorations graduelles; son tracé actuel aurait été complété en 1946. Dans les années 1950, la route 11 permet la connexion entre Montréal et l'Abitibi-Témiscamingue. L'ouverture de la route a un impact considérable sur le développement de Mont-Laurier, qui devient un point relais. Plusieurs services comme des motels, stations-service ou restaurants apparaissent dans le paysage de la ville. Une partie importante de l'activité économique est générée par les déplacements entre Montréal et l'Abitibi. La route 11 (117) demeure encore la route principale de la région était l'une des routes principales des Laurentides.

À partir de 1930, le territoire est parcouru par un réseau routier principal (représenté sur les cartes), mais aussi par un réseau secondaire composé de chemins forestiers, de randonnée et de portage. L'amélioration du réseau routier permet l'accès aux rives et aux panoramas des lacs de la région alors que les paysages labellois deviennent de plus en plus recherchés par les villégiateurs.

Dans les années 1950, le réseau routier principal se consolide et offre une meilleure connectivité entre les tronçons. À cette époque, l'apparition d'un réseau routier qui relie les routes principales et les noyaux villageois aux rives des lacs correspond au début de l'étalement de l'écoumène autour des plans d'eau.

*voir Villégiature (p. 58)*

Au début des années 1970, la route reliant Mont-Laurier à Parent est inaugurée. La route parcourt les territoires non organisés riches en ressources fauniques et occupe rapidement un rôle important dans le développement touristique de la Haute-Lièvre. Aujourd'hui, cette même route permet l'accès à plusieurs pourvoiries et zecs.

Le développement du réseau routier régional mène à la construction de l'autoroute des Laurentides, également connue sous le nom d'autoroute 15. L'autoroute est construite en plusieurs phases entre 1958 et 1998 et est significative pour l'ensemble des Laurentides bien qu'elle n'atteint jamais la MRC d'Antoine-Labelle.

Aujourd'hui, le territoire est parcouru par un réseau complexe et hiérarchisé de routes et de chemins forestiers (plusieurs usages possibles). À travers le temps, on constate que les tracés passent graduellement de formes plus organiques qui semblent influencées par la topographie et l'hydrographie, à des tracés beaucoup plus linéaires, faisant fi des obstacles naturels du territoire.

## Références

Coursol, Luc. 1996. *Si Des Ruisseaux m'était conté...* 370 pages.  
Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides*. Institut québécois de recherche sur la culture. 892 pages





↑ Route qui mène à Mont-Saint-Michel et à Sainte-Anne-du-Lac; la route non asphaltée est fréquentée par une charrette et une voiture.

*Mont-Saint-Michel et Sainte-Anne-du-Lac. 1955. BAnQ Vieux-Montréal. (E6-S7-SS1-D207694-207708).*

→ Nouveau tronçon de la route 11 en 1954.

*Pont sur la route 11 à Lac Saguy. 1954. BAnQ Québec. Fonds ministère de la Culture et des Communications. (03Q-E6-S7-SS1-D2336-P1623-54H). Paul Carpentier.*



← Pavage de la route dans la région de Mont-Laurier.  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 1953. Fonds Paul Émile Lesage. (P094-S05-D05-P001 et P094-S05-D05-P002).*

→ Évolution du paysage associé à la démocratisation de l'automobile. Les services spécialisés pour l'automobile, comme les stations-service et les motels, font leur apparition dans la région (emplacements inconnus).  
*Panneaux réclame, Route 11. 1950. BAnQ Québec. Fonds ministère de la Culture et des Communications. (03Q-E6-S7-SS1-P76847 et 03Q-E6-S7-SS1-P76850). J. Augustin Fortin.*

## Chemin de fer

Le chemin de fer des Laurentides (communément appelé le P'tit Train du Nord) était un train de passagers et de marchandises exploité par le Canadien Pacifique, qui reliait Montréal à Mont-Laurier. Le projet de chemin de fer qui parcourt les Hautes-Laurentides correspond à une partie du projet ferroviaire porté par Antoine Labelle. Fervent défenseur du projet de colonisation, le curé portait l'ambition d'une ligne ferroviaire qui rejoindrait le reste du pays. Le chemin de fer Transcontinental passe finalement par l'Abitibi, contournant ainsi les Hautes-Laurentides et se terminant à Mont-Laurier.

Construit entre 1891 et 1909, le train arrive à L'Annonciation (aujourd'hui Rivière-Rouge) en 1904 et à Mont-Laurier en 1909. L'arrivée du train dans Antoine-Labelle est à l'origine d'une brève vague de colonisation qui a toutefois engendré des conséquences importantes sur le territoire. Son arrivée entraîne la création de La Macaza, Lac-Saguay, Val-Barrette. Le train sert d'abord à transporter des colons ainsi qu'au transport de marchandises vers les territoires nouvellement colonisés. Il s'agit du premier lien permanent entre Antoine-Labelle et le sud, permettant entre autres la livraison du courrier.

*voir Exploitation forestière (p. 19)*

Le chemin de fer a une incidence considérable sur le développement de l'industrie forestière. Il permet de régulariser le transport du bois transformé vers le sud depuis plusieurs villages agglomérés autour de la ligne de chemin de fer vivant de l'exploitation forestière. Avec le développement du transport routier dans les années 1960, le transport par camion gagne rapidement en importance au profit du chemin de fer.

En plus de supporter une vague de colonisation, l'arrivée du chemin de fer permet l'accès au marché de la région montréalaise. Son arrivée correspond à l'apparition des premières entreprises agricoles comme des beurreries, des fromageries ou des tanneries, dont les marchés étaient davantage situés au sud de la province.

Le chemin de fer des Laurentides permet aussi aux Montréalais d'accéder aisément aux Hautes-Laurentides. Des amateurs fréquentent le territoire, vaste terrain de chasse et de pêche, entraînant l'apparition de services touristiques et hôteliers et de clubs de chasse et de pêche. Qualifiée comme le meilleur moyen de voyager par un guide touristique régional, la ligne du Canadien Pacifique dessert une série de lieux de villégiature de qualité.

Quant au choix du terminus du chemin de fer, celui-ci est une source de conflit au sein de la classe politique et religieuse de l'époque. Pendant quelques années, un combat a lieu entre Nomingue et Rapide-de-l'Orignal (Mont-Laurier) afin d'obtenir différentes institutions. Le prolongement du train et le positionnement du terminus contribuent à faire de Mont-Laurier le centre névralgique régional, alors que Nomingue s'affirme davantage comme station touristique et de villégiature.

*voir Activités agricoles (p. 26)*

Avec le développement et l'amélioration du réseau routier durant les années d'après-guerre, l'achalandage du train diminue considérablement. Le pavage des routes régionales et le déneigement de la route 117 occupent un rôle important dans le déclin du train. Le service passager entre Saint-Jérôme et Mont-Laurier est interrompu en 1981 et le service de marchandise à la fin des années 1890. Dans les années 1990, le tronçon devient propriété du gouvernement et les MRC riveraines signent un bail d'exploitation à des fins récréotouristiques. Les rails sont démantelés et des gares sont progressivement réhabilitées afin d'aménager le parc linéaire du P'tit Train du Nord.

*voir Exploitation faunique (p. 38)*  
*Villégiature (p. 58)*  
*Tourisme (p. 52)*

Gare ou station	Mise en service
Lacoste Station	1903
L'Annonciation	1904
Daoust Station	1904
Nomingue	1904
Hébert Station	1907
Bellerive Station	1907
Brunet Station	1909
Routhier Station	1909
Mont-Laurier	1909
Macaza Station	1922
Guenette Station (Campeau)	1926
Loranger Station	n.d.

## Références

- Laurin, Serge. 1989. *Histoire des Laurentides. Institut québécois de recherche sur la culture*. 892 pages.
- Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 1996. *Guide d'interprétation du parc linéaire*. 52 pages.
- Coursol, Luc. 1996. *Si Des Ruisseaux m'était conté...* 370 pages.
- Syndicat d'initiative du comté de Labelle. Entre 1935 et 1939. *Le comté de Labelle, merveilleux pays de chasse et de pêche*. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 36 pages.





↑ P'tit Train du Nord en hiver.

*P'tit Train du Nord en hiver. 1978. BANQ. Jean-Guy Joubert.*

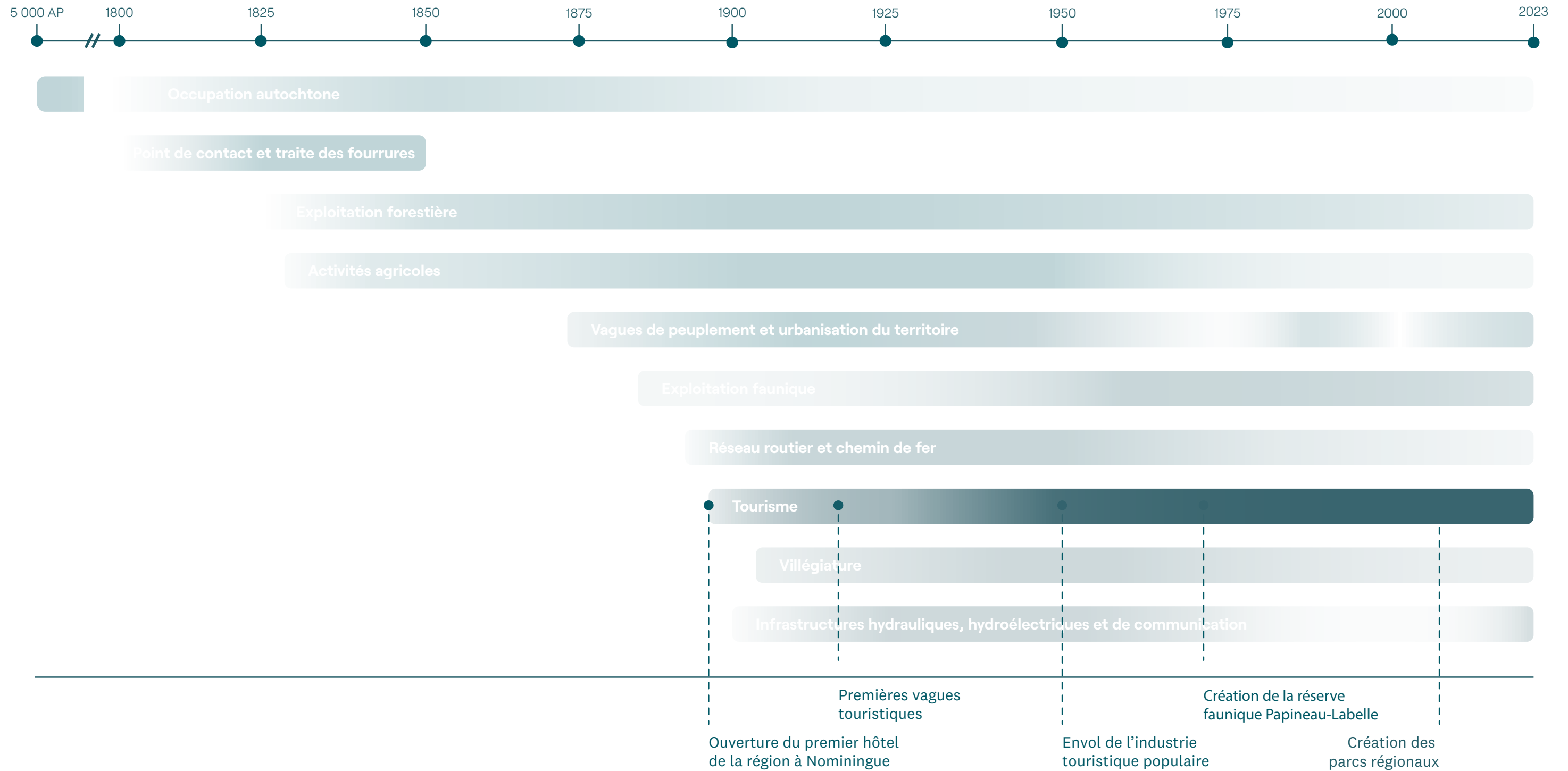
← Dernier départ du chemin de fer des Laurentides à la gare de L'Annonciation.

*Le P'tit Train du Nord à la gare de L'Annonciation alors que les passagers s'apprêtent à prendre le dernier départ pour passagers du célèbre train. (Société d'histoire de Rivière-Rouge).*



↑ Hébergement touristique sur les rives du lac Nominique.  
Hôtel au lac Nominique, 1946. BANQ Québec. (E6-S7-SS1-P70424). Léon Saint-Armand.

# Ligne du temps





# Tourisme

Contrairement à la villégiature, le tourisme est un phénomène au temps court. Il évoque une série de déplacements succincts et des séjours de courte durée. Le tourisme est associé à la notion de parcours ou de route et se matérialise par la présence d'établissements de séjour de courte durée.

*voir Villégiature (p. 58)*

L'industrie touristique se développe d'abord avec l'arrivée du train à Mont-Laurier. En plus d'être un lieu de villégiature privilégié et un site de chasse et de pêche de choix, les touristes affluent dans la région. Le nouveau lien entre Montréal et Antoine-Labelle entraîne l'apparition de plusieurs hôtels et services connexes. Le premier hôtel de la région, l'hôtel Bellerive de Nomingue, est ouvert en 1896. Les premières vagues touristiques au milieu des années 1920 correspondent à l'ouverture de la route 11, reliant Mont-Laurier à Montréal.

Vendant l'accessibilité à la région par le chemin de fer du Canadien Pacifique et par la route 11, un guide touristique de l'époque rassemble plusieurs annonces qui affichent des chalets meublés loués à la semaine (associés au tourisme) ou au mois (associés à la villégiature). Le guide mentionne aussi le nombre important d'installations touristiques réparties dans presque tous les villages, comme des hôtels, des cabines, des restaurants, des guides de chasse ou encore la location d'équipements comme des canots. La publicité du tourisme, de la villégiature et de l'exploitation faunique (chasse et pêche) est principalement portée par le Syndicat d'initiative du comté de Labelle. Le mandat de l'organisme est de faire connaître les ressources naturelles de la région afin d'y amener le plus grand nombre de touristes. Ainsi, le syndicat, qui agit à titre d'office touristique, fournit de l'information quant à la disponibilité des installations et des activités offertes sur le territoire. L'organisme est surtout financé par le ministère de la Voirie et par le Conseil du comté de Labelle.

C'est vers la fin des années 1950 que l'industrie touristique populaire prend véritablement son envol. Le développement de l'économie touristique est directement lié au développement et à l'amélioration du réseau routier. Par son déploiement, de nombreux lacs de la région sont désormais accessibles et deviennent très convoités pendant la période estivale. Durant cette décennie, l'industrie touristique devient un des moteurs économiques majeurs de Mont-Laurier et de la région. Avec le prolongement de la route nationale vers l'Abitibi, la ville s'affiche comme un lieu d'arrêt pour les touristes qui traversent la région.

À la fin des années 1950, les rivières sont de plus en plus utilisées à des fins récréatives. En 1957, les premières descentes en canot de la rivière du Lièvre sont effectuées. Pendant plus de 40 ans, la drave et le canot cohabitent sur la rivière. Le canot se pratique alors davantage à l'automne, soit après l'apogée de la saison de la drave. La drave prend cependant fin en 1993, rendant ainsi les rivières davantage accessibles à des fins récréotouristiques.

Au début des années 1970, l'inauguration de la route de Parent prend beaucoup d'importance dans le développement touristique de la Haute-Lièvre. Cette route permet d'accéder à de nouveaux territoires situés au nord de la zone habitée. Près de quinze ans après son ouverture, le déclubage redonne l'accès à d'immenses territoires reconnus pour leur caractère giboyeux et poissonneux, attirant ainsi de nouveaux touristes venus pratiquer la chasse et la pêche.

*voir Exploitation faunique (p. 38)*

Dans les années 1970 et 1980, la création des réserves fauniques Papineau-Labelle et Rouge-Matawin marque le début du développement d'un tourisme orienté vers la qualité des milieux naturels et des zones naturelles protégées. La création progressive d'aires protégées apparaît comme une solution à la protection des milieux naturels et aux clubs, en plus d'ouvrir le territoire récréatif au grand public. Les années 1970 sont aussi marquées par un engouement envers la motoneige, qui devient un moyen privilégié afin de visiter la région en saison hivernale. Au cours des années 2000 et 2010, l'émergence des parcs régionaux (Poisson Blanc, Montagne du Diable et Réservoir Kiamika) dans la région confirme une tendance vers le récréotourisme.

## Références

Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 1996. *Guide d'interprétation du parc linéaire*. 52 pages.  
Laval Dubois. 1988. *La villégiature privée sur le territoire d'Antoine-Labelle*. Théoros. Volume 7, numéro 2. Pages 20-22.  
Syndicat d'initiative du comté de Labelle. Entre 1935 et 1939. *Le comté de Labelle, merveilleux pays de chasse et de pêche*. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 36 pages.



↑ Canot sur le lac des Trente et un Mile.

Affleurement de gneiss de Greenville sur une île du lac des Trente et Un Milles, comté de Labelle. 1945. BAnQ Québec. (E6-S7-SS1-P27780). Aubert De La Rue.

→ Page d'annonce du guide touristique.

Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Entre 1935 et 1939. Fonds Société nationale des Québécois, série Chasse et pêche. (S1-SS2-SSS3).

## Hôtel des Lacs

First class accomodation. Cuisine Canadienne. Beer and Wines. Operating the Famous camp "Lac des Cornes" on upper Kiamika Region. Finest spickled trout fishing. Parties outfited. Good camps. Guides and complete equipment.

Write :

JOS. DUFOUR, prop.  
Val-Barrette, Qué.

Commodités de première classe. Cuisine Canadienne. Bière et vins. Met à la disposition des touristes le chalet du "Lac des Cornes" au centre de la région giboyeuse de la Kiamika supérieure. Pêche à la truite mouchetée. Organisation de voyages en forêt. Chalets confortables. Ecrivez à :

JOS. DUFOUR, prop.  
Val-Barrette. Qué.

### GARAGE MATTE

Gaz. — Huile. — Accessoires. — Pneus. Accumulateurs. — Air gratis. — Prix Modiques. — Satisfaction garantie.

Service de 24 heures, jour et nuit.

VAL-BARRETTE, - Qué.

### ALBERT GUERIN

Chalets à louer au lac Vert, ¼ de mille de Val-Barrette. — Chaloupes. — Pêche.

Prix modiques. — Ecrivez à :

ALBERT GUERIN,

VAL-BARRETTE, - Qué.

## J. O. HUBERT

MARCHAND-GENERAL

Val-Barette, Qué.

Vous offre satisfaction et garantie, pour un service prompt et pour la marchandise que vous désirez. Réservez vos achats pour ceux qui veulent vous bien servir.

GENERAL MERCHANT

Val-Barette, Que.

Offers his clientele guaranty, satisfaction and prompt service. Give your patronage to those who serve you well !

### GARAGE ST-ONGE

H. ST-ONGE, Prop.

VAL-BARRETTE, - Qué.

Dépôt de gazoline et d'huiles.—Accessoires d'automobiles.—Service courtois et prix modérés.

### ST-ONGE'S GARAGE

H. ST-ONGE, Prop.

VAL-BARRETTE, - Qué.

Gazoline and oil station.—Autos parts. Moderate prices.—Courtesy and service.

VAL-BARRETTE, - Qué.

### MADAME S. LAVIGNE

VAL-BARRETTE, - Qué.

Si vous oubliez quelque chose, ne rebroussez pas chemin mais arrêtez à Val-Barrette,

— CHEZ —

Madame S. LAVIGNE.

RESTAURANT. ARTICLES DE CAMPEURS

VAL-BARRETTE, - Qué.





→ Camping sur la rive du lac du Cerf.  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Date inconnue. Fonds Lac-du-Cerf, la mémoire du temps. (P099-P015)*

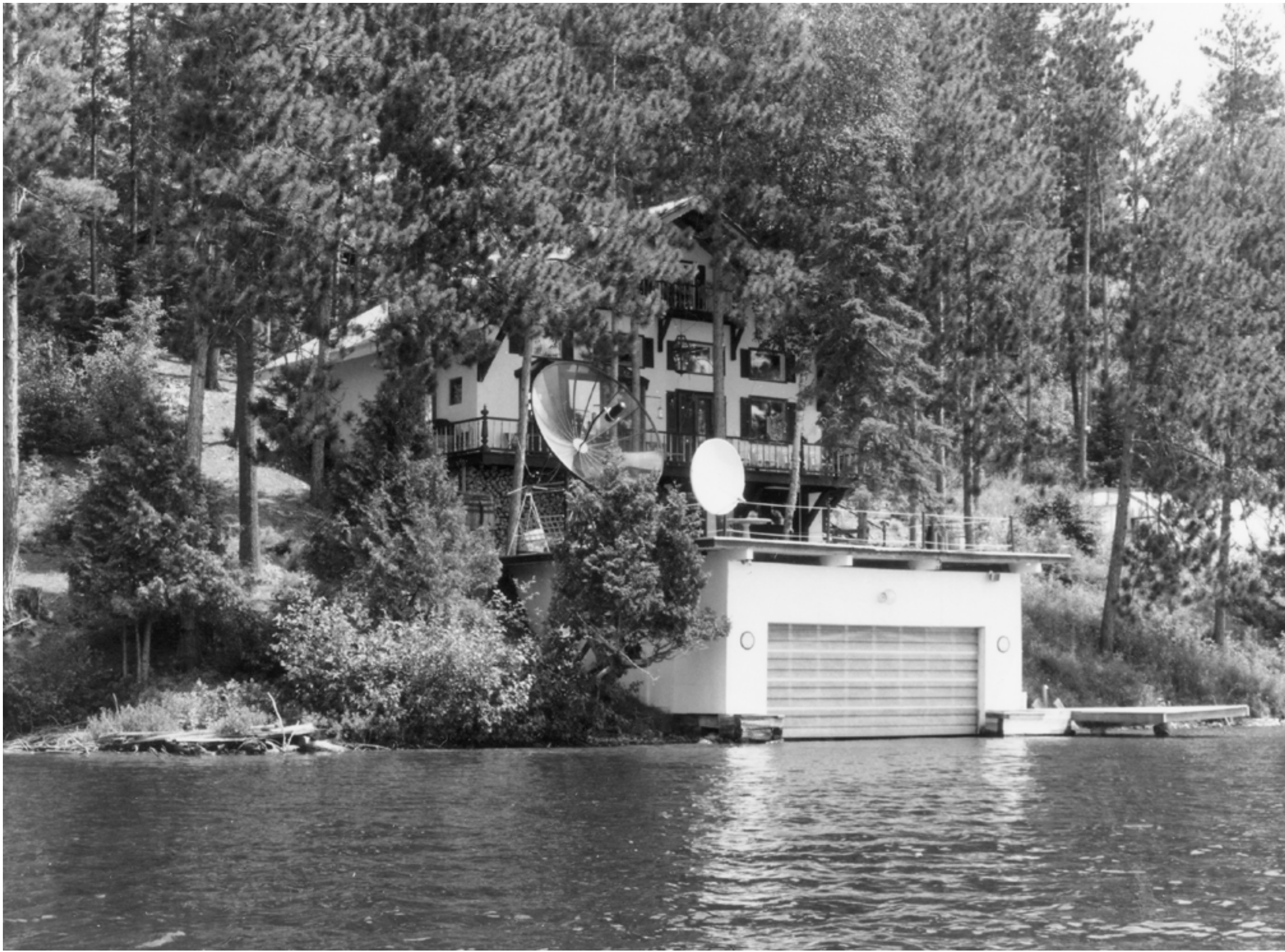
← Campeurs au lac des Îles.  
*Campeurs au Lac-des-Îles. 1964. BAnQ Vieux-Montréal. (06M-E6-S7-SS1-D642331-642334 et 06M-E6-S7-SS1-D642331-642331). Fonds ministère de la Culture et des Communications. Adrien Hubert.*



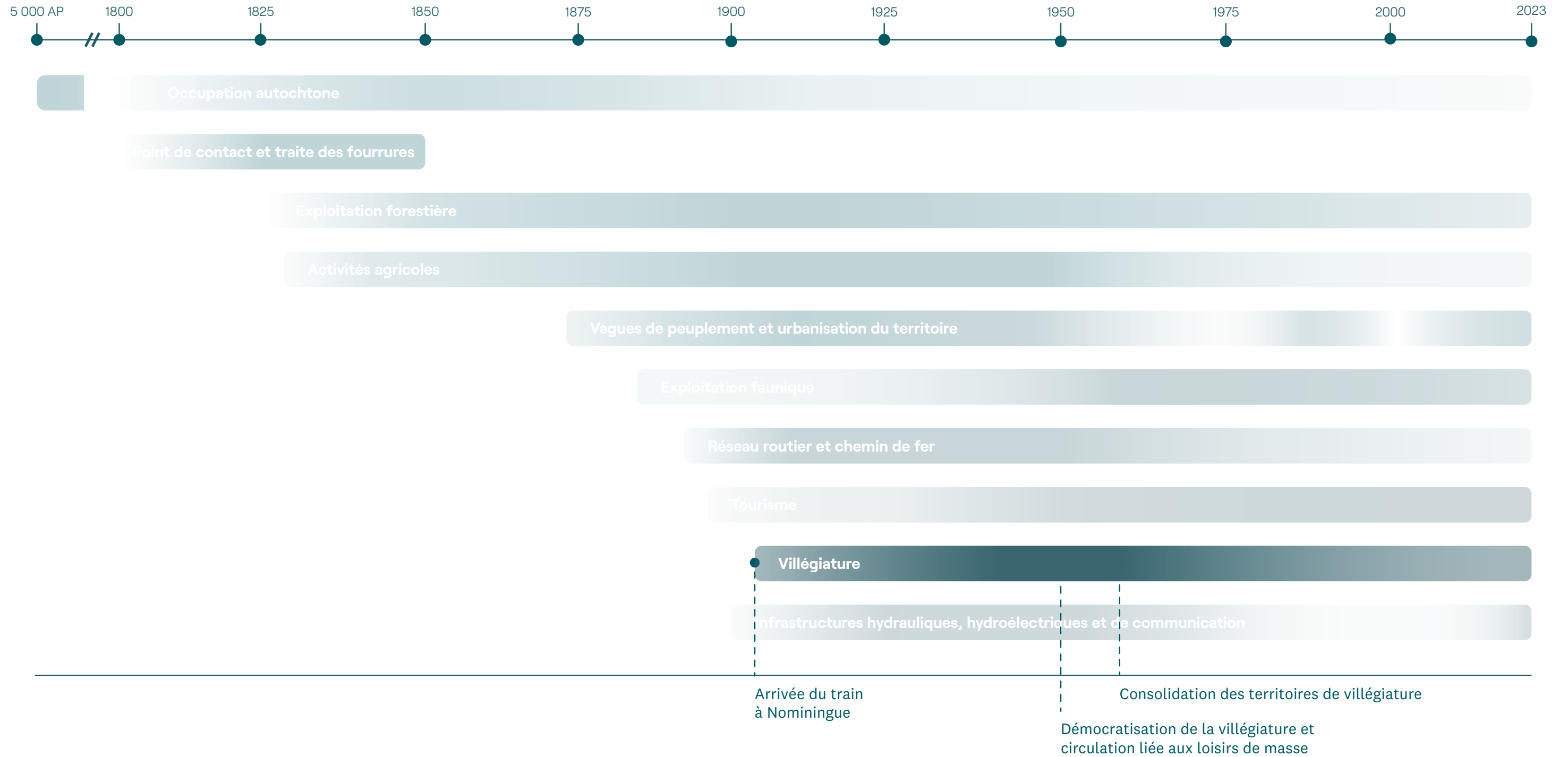


- ← **Bureau d'information touristique de Mont-Laurier.**  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Date inconnue. Fonds Paul Émile Lesage. (P094-S05-D11-P007).*
- ↑ **Motel et un restaurant à Mont-Laurier.**  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Date inconnue. Fonds Paul Émile Lesage. (P094-S05-D11-P010).*
- ↓ **Motel à Mont-Laurier.**  
*Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Date inconnue. Fonds Paul Émile Lesage. (P094-S05-D11-P011).*





# Ligne du temps





# Villégiature

Contrairement au tourisme, la villégiature est un phénomène davantage ancré dans le territoire. Les villégiateurs possèdent la plupart du temps une propriété qu'ils fréquentent à l'occasion, contrairement aux touristes qui séjournent normalement dans des établissements d'hébergement à court ou à moyen terme. Le phénomène de la villégiature réfère à de longs séjours pouvant se répéter chaque année. La villégiature se matérialise surtout par l'implantation de résidences secondaires. Elle peut aussi être associée à des hôtels qui offrent des séjours de longue durée, aux résidences religieuses estivales et aux campings saisonniers.

*voir [Tourisme \(p. 52\)](#)*

Le début de la villégiature correspond à l'arrivée de chemin de fer dans la région. Son apparition constitue un facteur de localisation déterminant et plusieurs lacs situés à proximité des gares sont rapidement colonisés par les villégiateurs qui y aménagent des résidences secondaires. Les premières formes de villégiature sont intimement reliées aux premières formes de tourisme. Dès le début des années 1900, des hôtels font leur apparition et offrent des séjours à la semaine pour les touristes et des séjours au mois pour les villégiateurs. Les hôtels Bellerive et Pominville à Nominigüe offrent des excursions, des chevaux et même un service d'omnibus qui relie la gare à l'établissement.

Au début des années 1900, on assiste à une double occupation du territoire. L'occupation permanente du territoire est assurée par les familles qui colonisent la région, tandis que les villégiateurs et les touristes fréquentent le territoire en période estivale. Ces trois phénomènes d'occupation sont interreliés et sont fortement influencés par le développement des réseaux de transport. Dans les années 1930, le comté de Labelle est reconnu comme une région pittoresque accessible par le chemin de fer du Canadien Pacifique. Un guide touristique paru entre 1935 et 1939 vante la qualité des paysages, les forêts vierges et les innombrables lacs faisant du territoire un lieu de villégiature idéal.

*voir [Vagues de peuplement et urbanisation du territoire \(p. 33\)](#)  
[Réseau routier et chemin de fer \(p. 45\)](#)*

Le développement du réseau routier régional et local permet de rejoindre un nombre plus important de lacs et permet à la villégiature de s'étendre au-delà du chemin de fer des Laurentides. L'expansion du réseau routier reliant Montréal à l'Abitibi et du réseau routier secondaire rend accessibles plusieurs lacs de la région. Avec l'avènement de la classe moyenne des années 1950, l'écoumène associé à la villégiature connaît une expansion soutenue qui s'étend sur les rives des lacs du territoire. Jusque dans les années 1980, la villégiature est principalement centrée sur le réseau de lacs en tenure privée. Occupé par les clubs et les forestières, le domaine public n'était jusqu'alors pas accessible au développement de la villégiature.

Entre 1960 et 1980, l'aire de villégiature s'étend peu et connaît une phase de consolidation. Durant ces deux décennies, un nombre important de camps et de chalets sont transformés en résidences principales. Ce phénomène est surtout concentré dans les aires de villégiature à proximité des aires urbaines comme le lac Nominigüe, le lac des Écorces ou le lac des Îles. Les villégiateurs qui fréquentent le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle proviennent majoritairement de la région de Montréal, ce qui explique une concentration plus importante des propriétaires non résidents dans les municipalités situées au sud du territoire.

Les paysages d'Antoine-Labelle incitent aussi les communautés religieuses à aménager des résidences secondaires aux abords des lacs. Vers la fin des années 1970, un total de six résidences religieuses ont été inventoriées aux abords du lac Nominigüe. Quelques autres résidences étaient localisées dans d'autres municipalités dont à Kiamika.

Finalement, le déclubage effectué à la fin des années 1970 ouvre une importante partie du territoire au développement de la villégiature. Toutefois, à partir des années 1980, l'expansion de la villégiature ralentit considérablement. Le phénomène de transformation des lieux de villégiature en résidence principale se poursuit. L'adoption de lois marquantes en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement (*Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles du Québec, Loi sur la qualité de l'environnement*) freine le développement sur les territoires plus sensibles aux activités humaines, normalement prisés par les villégiateurs.

*voir [Exploitation faunique \(p. 38\)](#)*

## Références

Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 1996. *Guide d'interprétation du parc linéaire*. 52 pages.  
Laval Dubois. 1988. *La villégiature privée sur le territoire d'Antoine-Labelle*. Théoros. Volume 7, numéro 2. Pages 20-22.  
Syndicat d'initiative du comté de Labelle. Entre 1935 et 1939. *Le comté de Labelle, merveilleux pays de chasse et de pêche*. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. 36 pages.



- ↑ Résidence d'été des Jésuites, sur une pointe au bord du lac Nomingue (détruite).  
*Lacs du Québec. Vers 1940. BANQ Vieux-Montréal. (P833-S3-D563). Fonds La Presse.*
- Carte postale montrant le Red Pine Inn situé à Mont-Laurier.  
*Red Pine Inn Mont-Laurier. Entre 1903 et 1931. (0004751072). A.Boudreault Photographie.*
- ↓ Deux canots sur le lac Nomingue.  
*Deux canots sur le lac Nomingue. Vers 1930. BANQ Québec. (P428-53-SS1-D30-P45). Canadian Pacific Railway.*

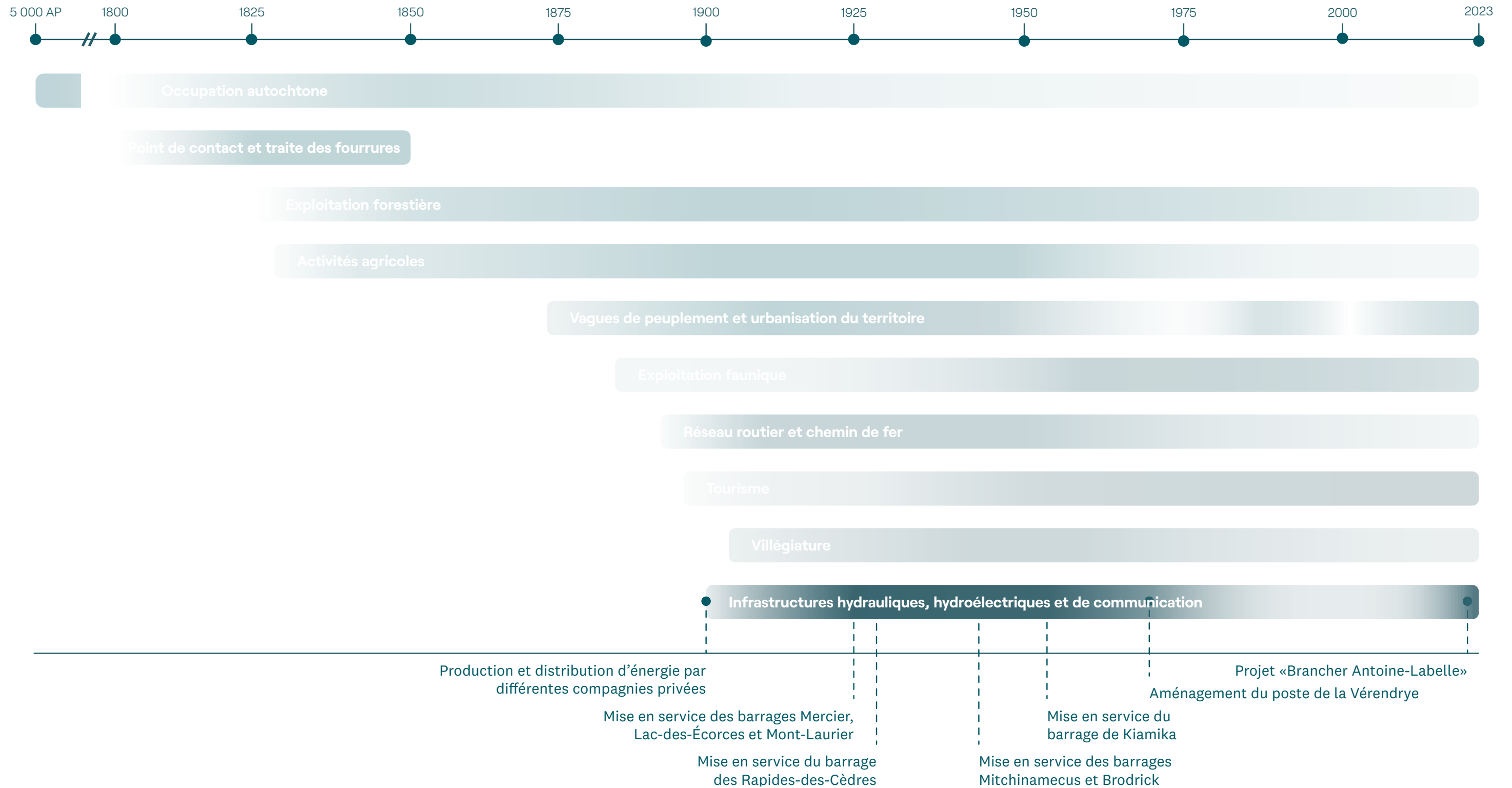


← Pointe Manitou s'avancant sur le lac  
Nomingue, lieu prisé pour la villégiature.  
*Enclume, 2017.*





# Ligne du temps



# Infrastructures hydrauliques, hydroélectriques et de communication

Au début des années 1900, quelques centrales locales comme l'Électrique de Mont-Laurier ou la Meilleur Hydra-Électrique de Val-Barrette produisent et distribuent l'électricité sur le territoire. En 1963, la nationalisation entraîne le rachat des barrages locaux par Hydro-Québec. La majorité des barrages cessent la production hydroélectrique à l'exception de la centrale de Mont-Laurier, qui est toujours active aujourd'hui.

L'aménagement d'infrastructures hydrauliques, puis du réseau de transport d'énergie et de communication ont des impacts considérables sur le territoire. Avec l'importance de l'industrie forestière, le réseau hydrographique est manipulé à des fins de contrôle des eaux.

Malgré l'arrivée du train au début du 19<sup>e</sup> siècle, la drave demeure le moyen de transport privilégié pour descendre le bois vers le sud. Or, la flotte du bois nécessite un débit d'eau constant et important. Dans les années 1930, les exigences de volume de bois dravé nécessitent l'optimisation et la régularisation du débit d'eau de la rivière du Lièvre. La MacLaren entreprend la construction de plusieurs ouvrages qui modifieront le réseau hydrographique du territoire.

*voir Exploitation forestière (p. 19)*

Les cartes topographiques montrent la présence de nombreux barrages qui modifient la superficie des lacs par leur inondation. Les réservoirs Baskatong (1927), Poisson-Blanc (1930), Mitchinamecus (1942) et Kiamika (1954) sont à l'origine de modifications hydrographiques importantes, ayant dans certains cas entraîné la disparition de milieu bâti à la suite d'inondations engendrées par leur formation.

La majorité des barrages à l'origine de submersion des territoires riverains ne servent pas à des fins de production hydroélectrique, mais à des fins de contrôle des eaux pour faciliter la drave. Vers 1950, l'exploitation forestière est toujours l'un des principaux moteurs économiques de la région. La forestière MacLaren, qui détient la majorité des concessions de la vallée du Lièvre, entreprend la construction du barrage sur le lac Kiamika, à l'origine du réservoir homonyme. L'ouvrage permet à la compagnie de contrôler le débit de la rivière Kiamika afin d'optimiser la drave, en plus de contrôler les crues sur les rivières du Lièvre et des Outaouais.

Les vastes plans d'eau formés par les barrages deviennent des lieux prisés des villégiateurs et des touristes. Avec la montée des préoccupations environnementales et paysagères, plusieurs initiatives sont portées afin d'entretenir ces espaces et de favoriser leur développement récréotouristique.

Dans les années 1970, la construction des aménagements hydroélectriques La Grande et Baie-James dans le nord du Québec entraînent la mise en place d'un réseau de transport de l'électricité vers le sud. Situé sur le territoire d'Antoine-Labelle, le poste de transformation de la Vérendrye est un important complexe qui permet d'acheminer l'électricité depuis la Baie-James vers Montréal.

Un service de téléphonie dessert les vallées de la Rouge et de la Lièvre dès 1909. Exploité par Eugène Denis, la ligne privée dessert l'Annonciation, Nominigüe et Val-Barrette. Simultanément, la forestière MacLaren exploite une compagnie de téléphone qui dessert Kiamika, Notre-Dame-du-Laïs, Lac-des-Écorces et Ferme-Neuve. À la suite de difficultés financières, la MacLaren se porte acquéreuse du réseau de E. Denis. La compagnie installe ensuite une centrale téléphonique à Mont-Laurier en plus d'un réseau local qui dessert le village.

Avec la mise en place du réseau routier, du chemin de fer et des infrastructures de communication, la région rattrape un certain retard face à d'autres régions rurales du Québec.

Plus récemment, la mise en place d'un réseau internet de qualité fut un enjeu pour la MRC. Entre 2019 et 2022, le projet *Brancher Antoine-Labelle* a permis l'installation d'un réseau public de fibre optique desservant l'ensemble des municipalités (17). Avec le branchement complété, le réseau de communication a permis l'accès à un service haute vitesse sur l'ensemble du territoire. L'arrivée de cette nouvelle infrastructure a pour effet de permettre la croissance et l'émergence de nouvelles entreprises en plus d'avoir un pouvoir de rétention et d'attraction auprès de nouvelles populations désireuses de s'installer dans la MRC.

Barrage	Année de construction	Utilisation actuelle
Baskatong (barrage Mercier)	1927	Production hydroélectrique
Mont-Laurier	1927	Production hydroélectrique
Poisson blanc (barrage des Rapides-des-Cèdres)	1930	Contrôle des inondations et villégiature
Mitchinamecus (barrage Mitchinamecus et barrage Brodrick)	1942	Contrôle des inondations
Meilleur (Lac des Écorces)	1948	Production hydroélectrique
Kiamika	1954	Contrôle des inondations et régularisation du débit
Reno (Lac des écorces)	1952	Villégiature

## Références

Cartes topographiques du Canada à l'échelle 1:126 720 et 1:50 000. 1930 à 1936, 1960 à 1961.  
 Enclume. 2017. *Caractérisation et évaluation de paysages identitaires et emblématiques*. MRC d'Antoine-Labelle. 191 pages.  
 Ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. 2023. *Répertoire des barrages*. [En ligne](#).  
 MRC d'Antoine-Labelle. 2023. *Brancher Antoine-Labelle*. [En ligne](#).





- ← Moulin de Routhier avant l'inondation du territoire par la MacLaren.  
*Scierie Routhier. Vers 1920. BAnQ Gatineau. Fond James MacLaren Company. (P117-S100-SS102-D27).*
- Moulin de Routhier après l'inondation du territoire par la MacLaren.  
*Scierie Routhier. Vers 1920. BAnQ Gatineau. Fond James MacLaren Company. (P117, S100, SS102, D28).*
- ↓ Barrage Kiamika construit par la James MacLaren, à des fins de contrôle de l'eau.  
*The controle dam downstream face. 1952. BAnQ Gatineau. Fonds James MacLaren. (HXQ-SQG-NCG-F).*





↑ **Amont du barrage Meilleur à Val-Barrette.**

*Rivière Kiamika, bief de retenue du barrage d'Adrien Meilleur à Val-Barrette, comté de Labelle. 1951. BANQ Québec. Fonds ministère de la Culture et des Communications. (03Q-E6-S7-SS1-P86092).*

→ **Centrale hydroélectrique de Mont-Laurier.**

*La pièce est la centrale électrique de Mont-Laurier en hiver. Vers 1970. Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Fonds Collection Gilles Lefebvre. (P141-S03-P010).*







# Atlas cartographique

## Méthodologie

L'atlas cartographique de l'évolution de l'occupation du territoire a été réalisé par le géoréférencement de cartes générales et thématiques. La principale source de données provient de la reconstitution des cartes topographiques du Canada réalisées périodiquement pour l'ensemble du territoire canadien. Les cartes originales proviennent des archives de la Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), de la MRC d'Antoine-Labelle et de la Société d'histoire et de généalogie des Hautes-Laurentides. Les cartes topographiques ont été géoréférencées et retracées afin de produire des données cartographiques qui illustrent l'occupation du territoire. L'écoumène qui correspond à l'occupation actuelle du territoire a été réalisé à partir d'orthophotos et de couches de données fournies par la MRC.

### Cartes consultées pour la réalisation de l'atlas

- Cartes topographiques du Canada à l'échelle 1:126 720, 31-J et 31-O réalisées de 1930 à 1936 (4 cartes)
- Cartes topographiques du Canada à l'échelle 1:50 000, 31-J et 31-O publiées en 1960 et 1961, basées sur des photos aériennes prises entre 1949 et 1955 (36 cartes)
- Cartes topographiques du Canada à l'échelle 1:50 000, 31-J et 31-O publiées entre 1975 et 1980, basées sur des photos aériennes prises entre 1974 et 1977 (18 cartes)
- Cartes topographiques du Canada à l'échelle 1:50 000, 31-J publiées entre 1993 et 2000, basées sur des photos aériennes prises en 1990 (11 cartes)
- Cartes topographiques du Canada à l'échelle 1:50 000, 31-O mises à jour en 1987 (publiées entre 1975 et 1980 et basées sur des photos aériennes prises entre 1974 et 1977) (7 cartes)

### Couches

- Hydrographie (ministère des Ressources naturelles et des Forêts, 2023)
- Routes (ministère des Ressources naturelles et des Forêts, 2023)
- Rôle foncier (MRC d'Antoine-Labelle)

## Limites méthodologiques

### Fréquentation du territoire par les Premières Nations

Les informations sont tirées d'études de potentiel archéologique réalisées par Ethnoscop. Les différentes études ont uniquement été réalisées pour les territoires non organisés (TNO) et pour Nominingue.

### Évolution de l'écoumène

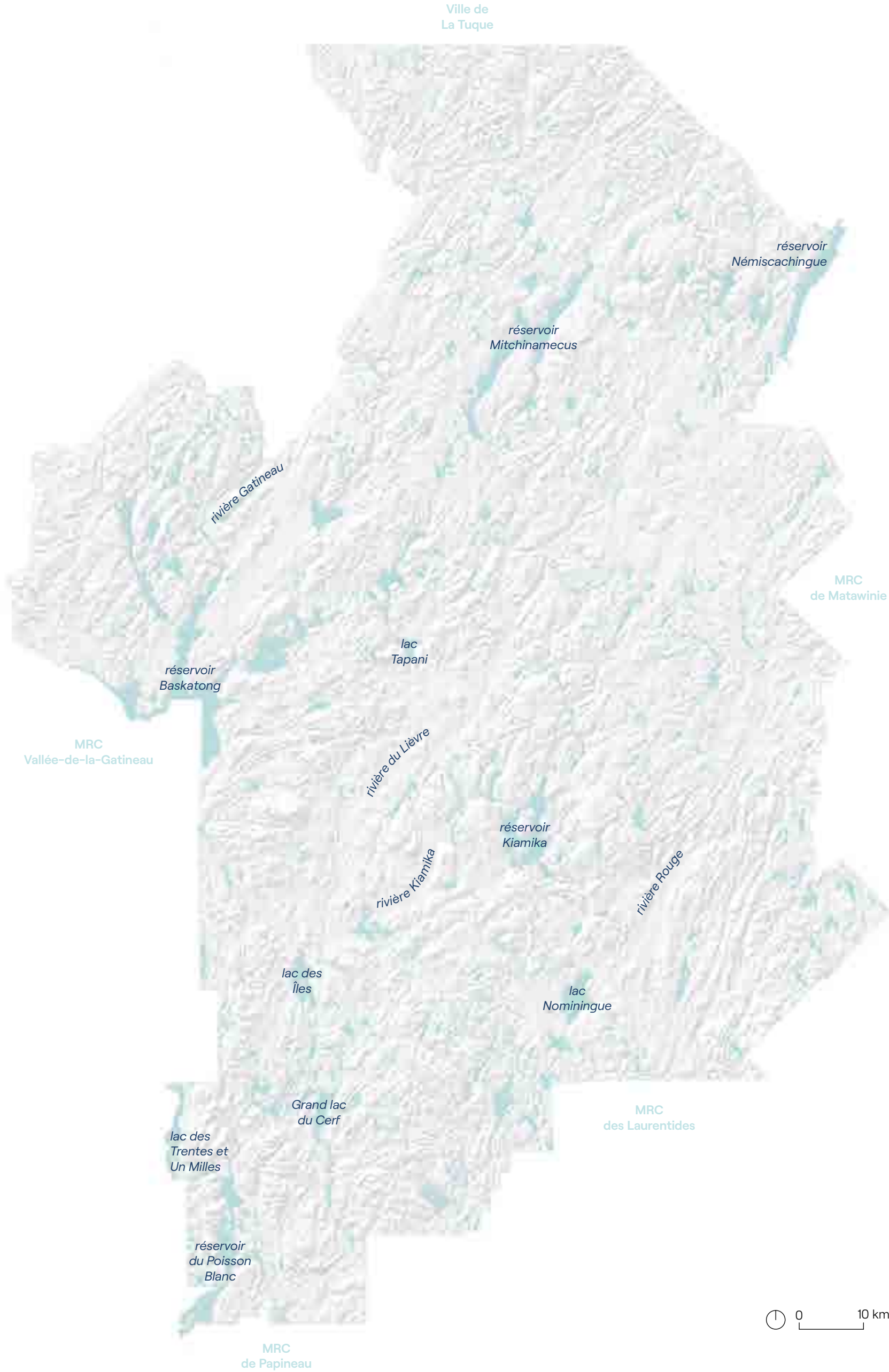
L'évolution de l'occupation du territoire de 1930, 1950, 1970 et 1990 relève de l'interprétation des cartes topographiques du Canada. L'atlas est produit à des fins d'illustration de l'occupation du territoire et non à des fins techniques ou d'identification précise de l'écoumène, de bâtiment ou de routes.

La recomposition du territoire par assemblage et par géoréférencement des cartes a été réalisée en fonction de l'index topographique du Canada. Certaines portions du territoire régional (à proximité des limites de la MRC) ne sont pas couvertes par l'exercice de géoréférencement. Pour une période, le territoire d'Antoine-Labelle est composé de plusieurs cartes topographiques dont les années de réalisation varient. Pour une même année, la composition de la carte peut donc différer. Par exemple, la hiérarchie des routes n'est pas uniforme entre les cartes topographiques d'une même période; une route peut donc changer de catégorie entre deux cartes. De plus, il est difficile de juger de l'état d'authenticité de la carte face au territoire à l'époque donnée. Finalement, si les cartes permettent d'observer l'évolution de l'occupation du territoire, il est difficile d'identifier les dynamiques et les phénomènes à l'origine de cette évolution.

L'écoumène est composé du territoire non forestier identifié sur les cartes topographiques. Il comprend le territoire occupé par des constructions ou par une activité agricole. L'écoumène de 1930, 1960 et de 1980 correspond au territoire non forestier des cartes topographiques. Il peut s'agir des aires habitées ou en culture. Le territoire non forestier, mais non desservi par une route, est exclu de l'écoumène alors que le territoire forestier qui possède une concentration de bâtiment est inclus. Les taches d'occupation ne sont pas un indicateur de densité, mais une approximation de la superficie occupée. L'occupation des territoires non organisés (TNO) est à titre indicatif. Plusieurs différences entre la présence d'un bâtiment sur les cartes topographiques et la présence d'un bâtiment selon son année de construction inscrite au rôle foncier ont été observées.

Les cartes de 1980 et de 2000 ont été réalisées en comparant les couches de données à jour avec les cartes topographiques. Il se peut que la classification d'une route change entre deux périodes et explique l'absence de celle-ci dans l'atlas. Pour l'occupation actuelle du territoire, il peut être difficile de reconnaître les différentes formes d'occupation du territoire à partir d'une orthophoto. Par exemple, la différence entre un aménagement forestier et une occupation de villégiature peut être difficile à distinguer. L'écoumène a toutefois été confirmé à partir de la concentration des bâtiments inscrits au rôle foncier. L'écoumène est dessiné à l'échelle régionale, ce qui peut entraîner un décalage ou une marge d'erreur en fonction de l'occupation actuelle et locale du territoire.

# Repères géographiques

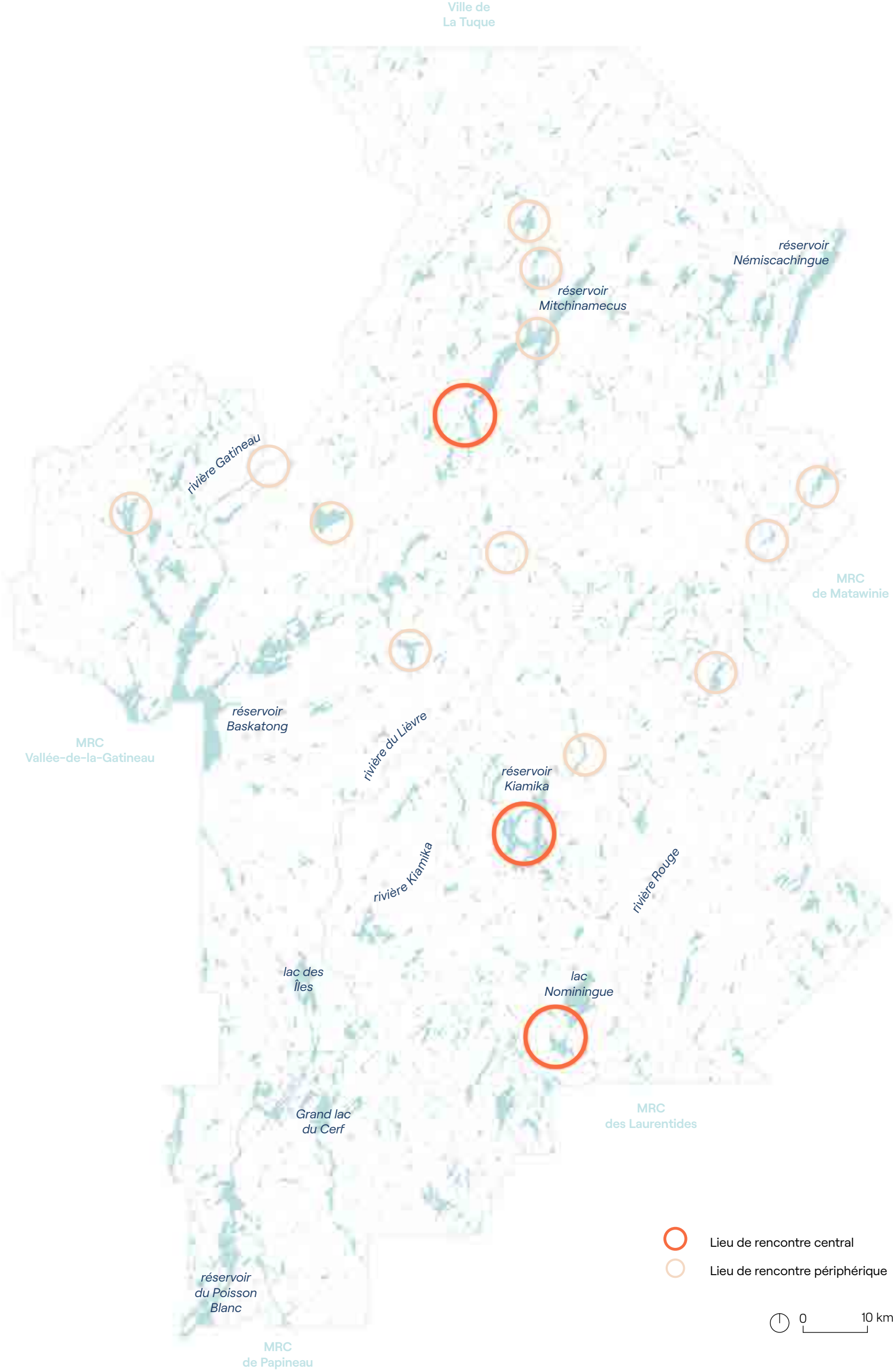


# Bassins versants

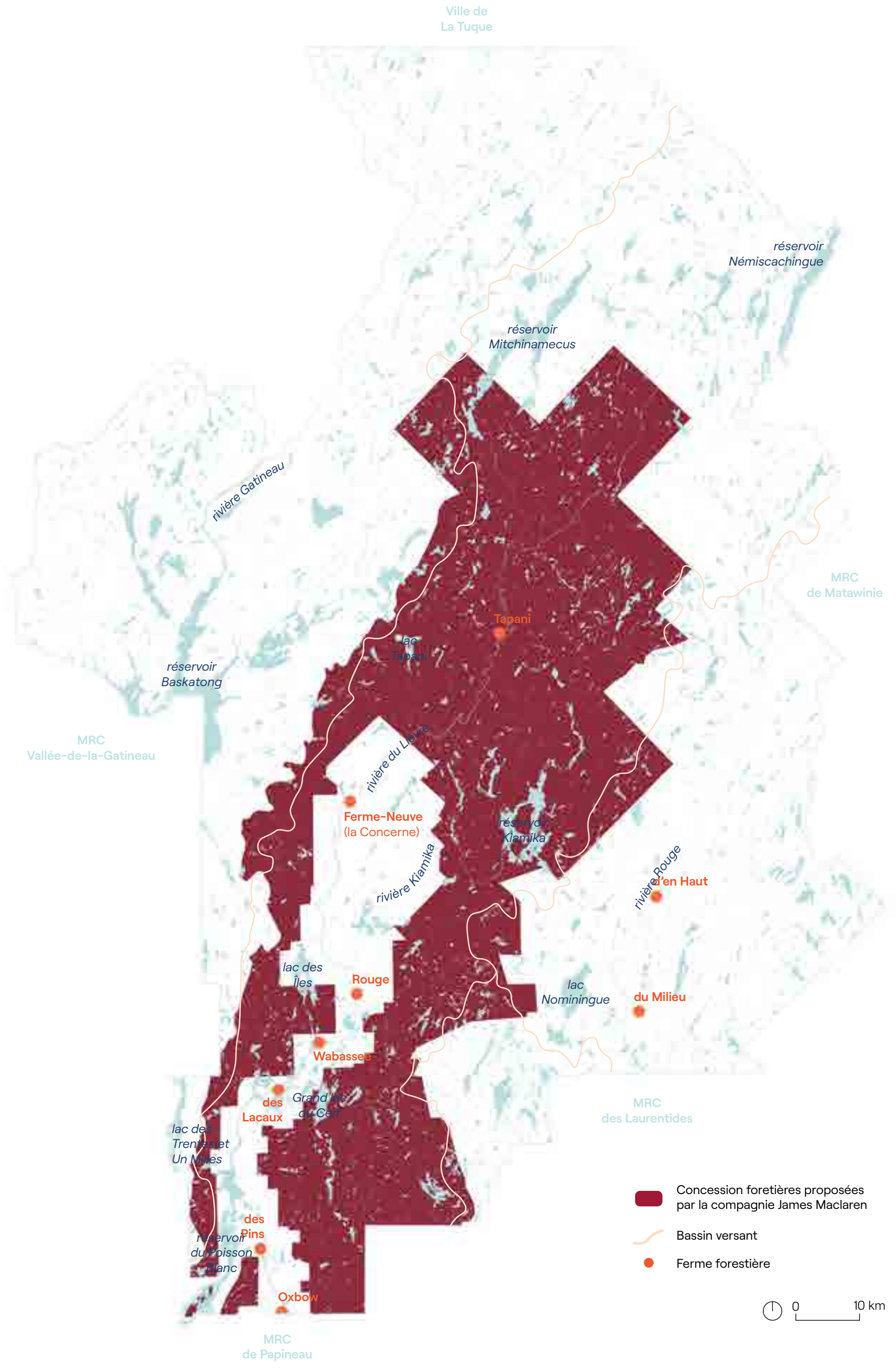




# Fréquentation du territoire par les Premières Nations



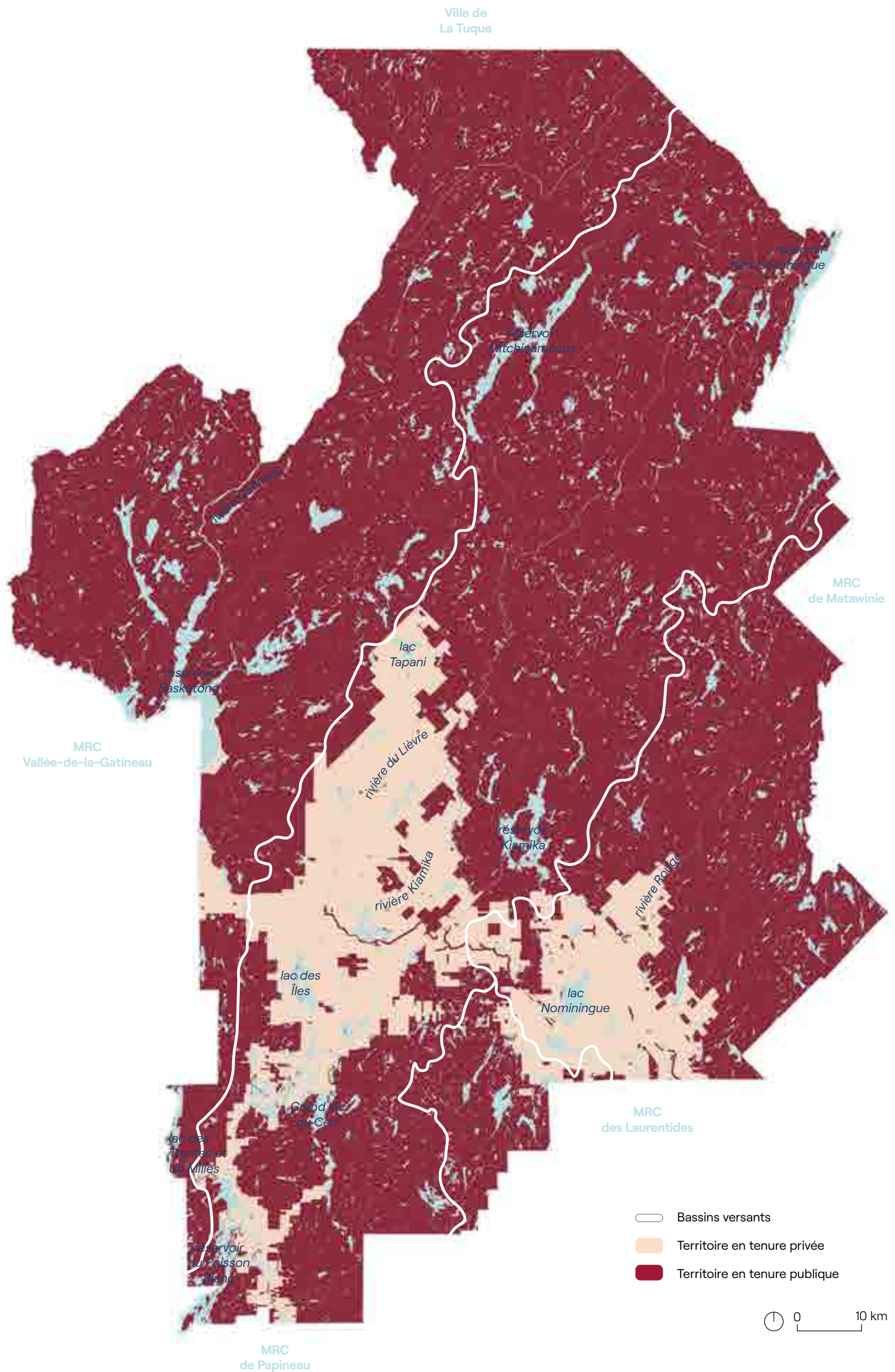
# Concessions (1906) et fermes forestières



La carte représente uniquement les concessions forestières proposées par la Maclaren (1906). Les recherches n'ont pas permis de retracer les concessions forestières de la CIP sur le territoire de la MRC d'Antoine-Labelle.

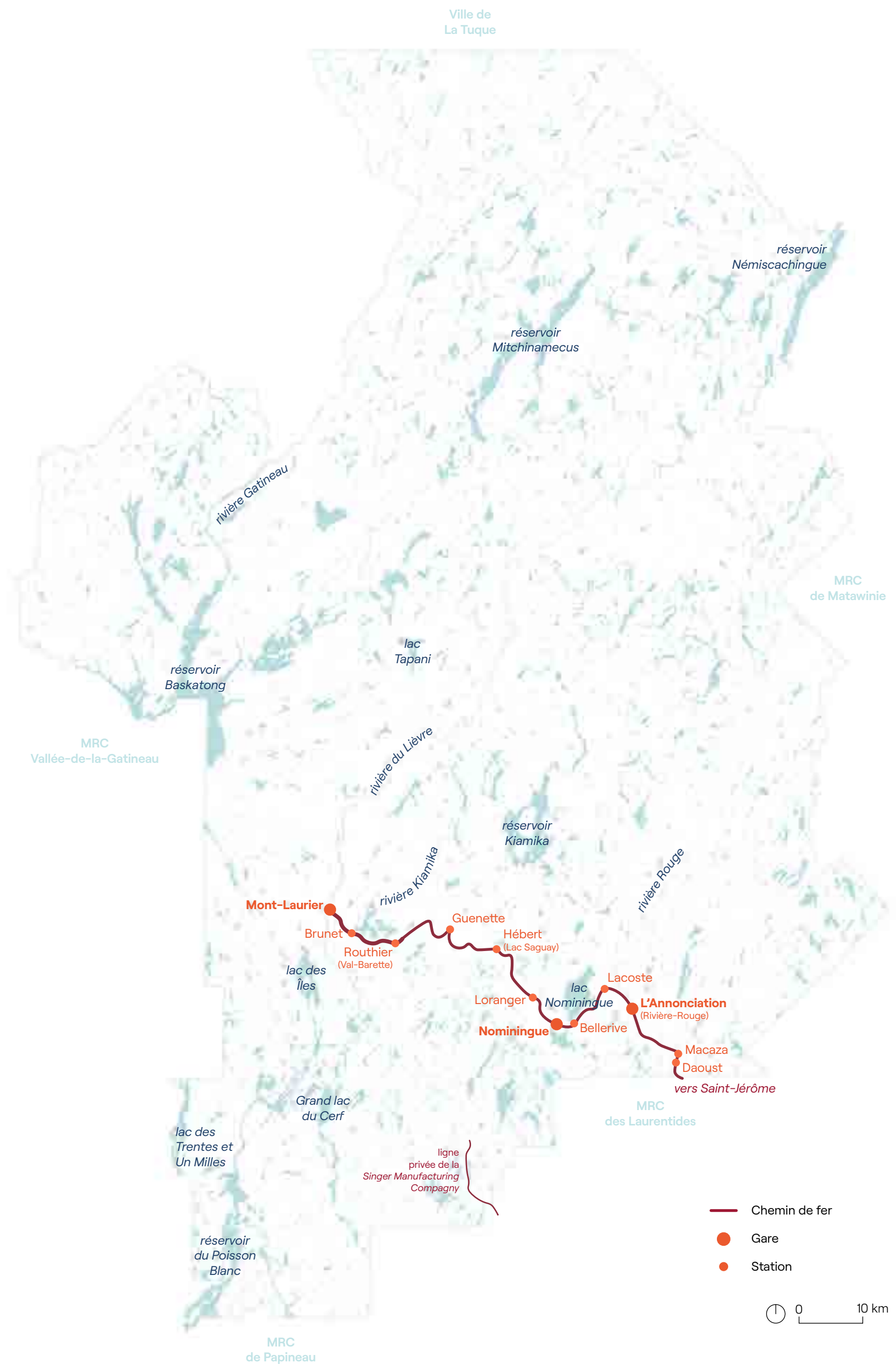


# Modes de tenure du territoire (2023)

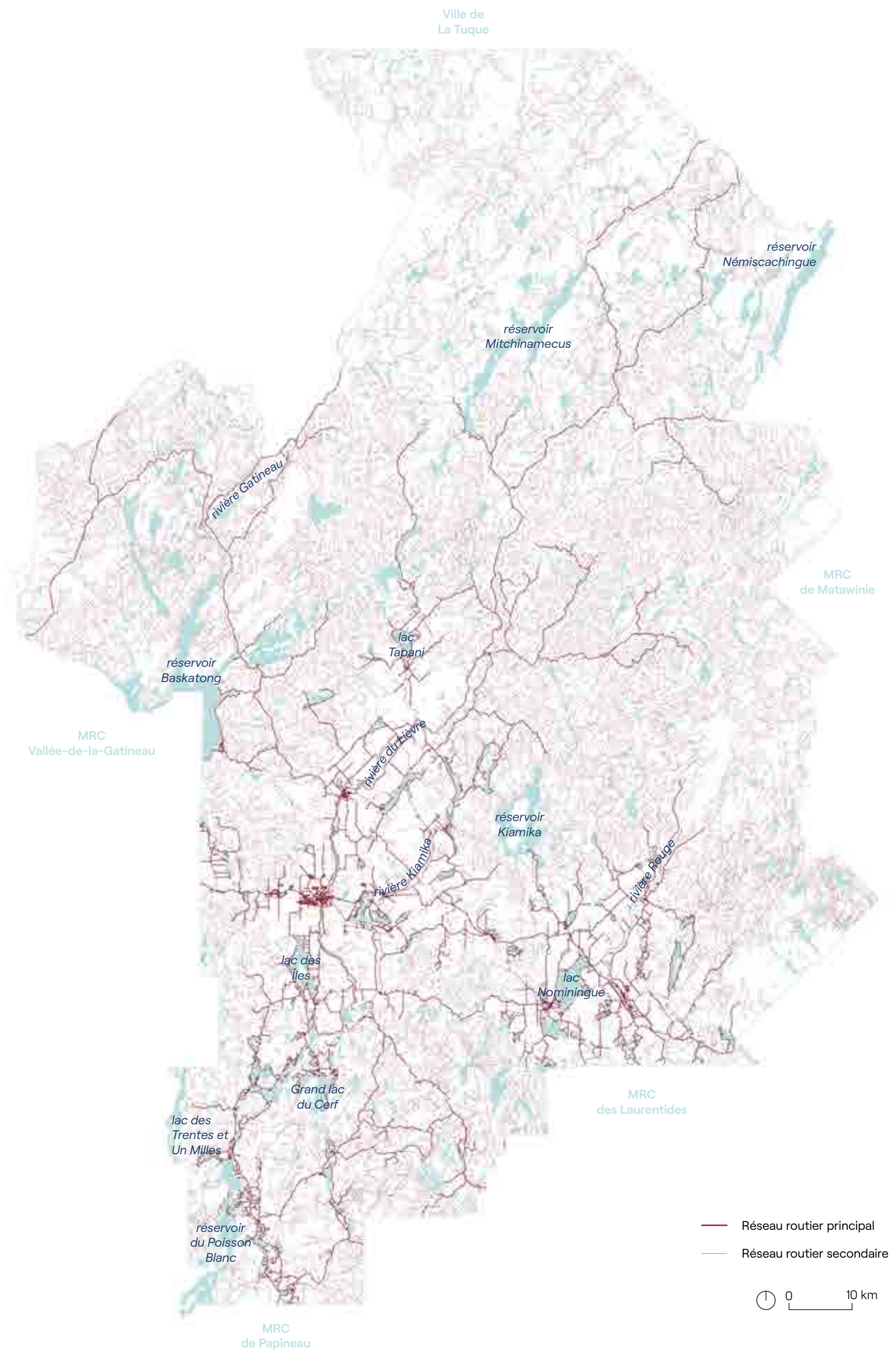




# Chemin de fer



# Réseau routier

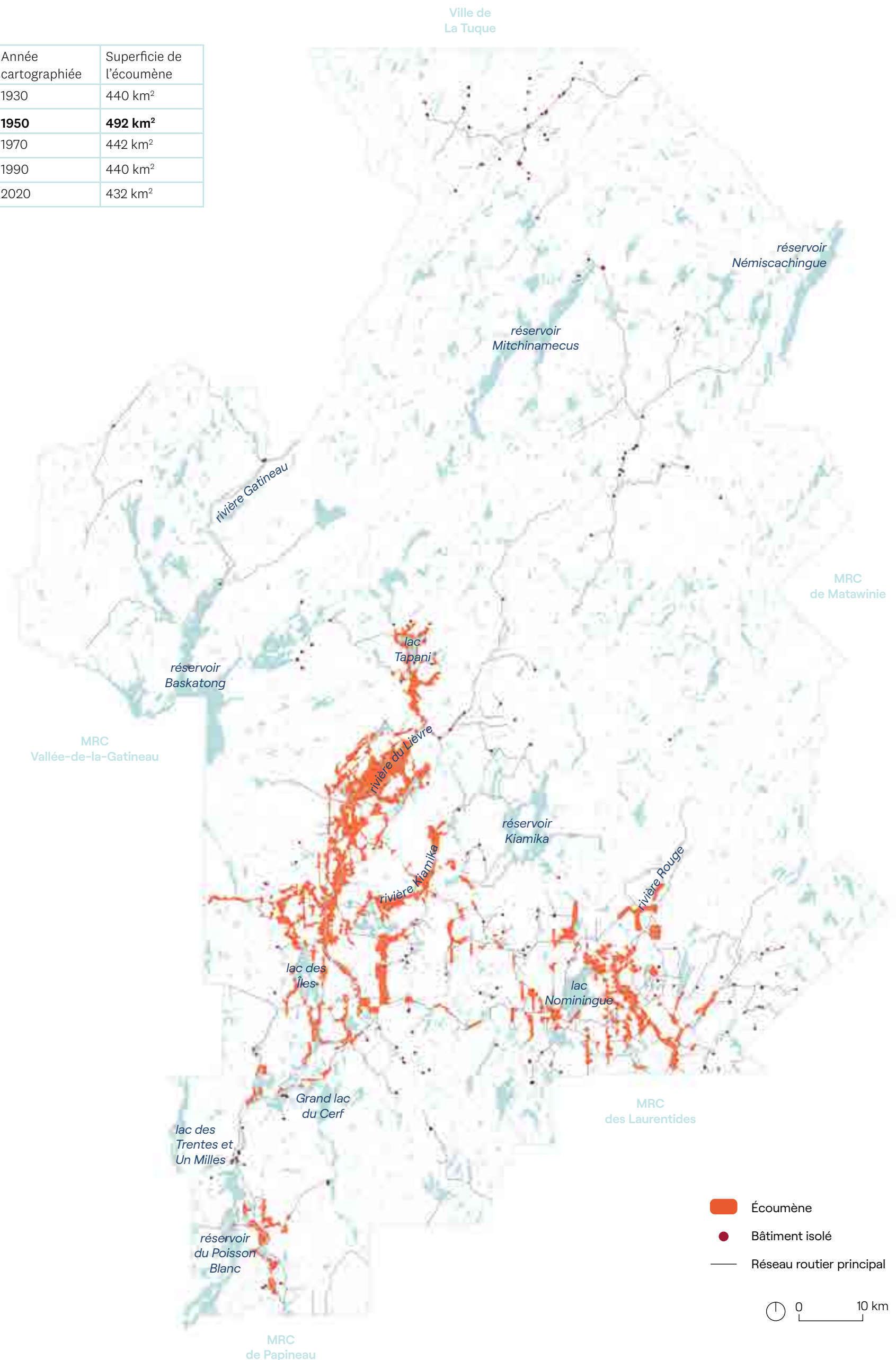


Le territoire est parcouru par un réseau complexe de routes, chemins forestiers (plusieurs usages possibles) et de chemin de portage/randonnée). Illustré en 2023, ce phénomène est observable dès les années 1930 et se développe chaque année.



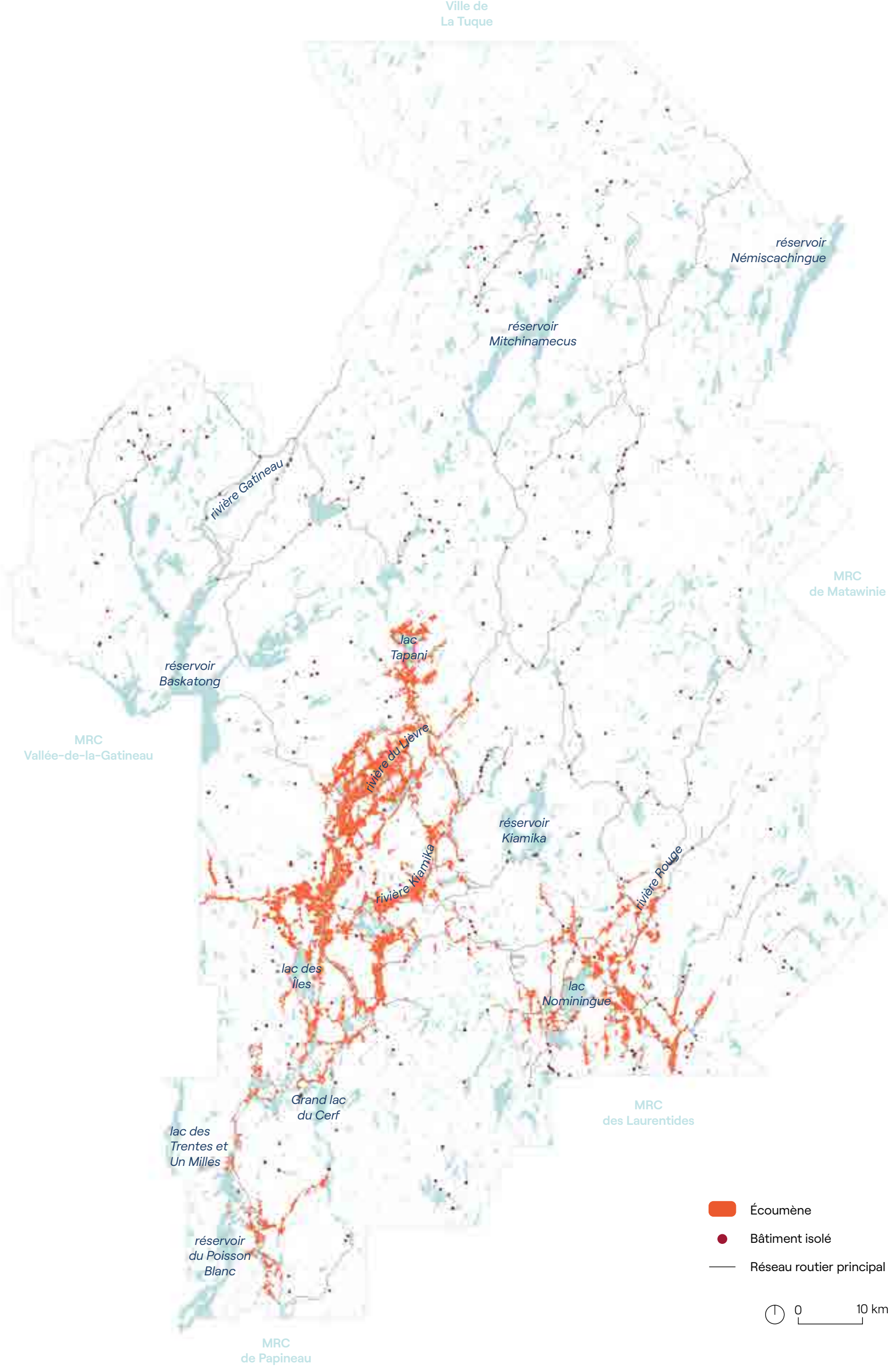
# Écoumène 1930

Année cartographiée	Superficie de l'écoumène
1930	440 km <sup>2</sup>
<b>1950</b>	<b>492 km<sup>2</sup></b>
1970	442 km <sup>2</sup>
1990	440 km <sup>2</sup>
2020	432 km <sup>2</sup>

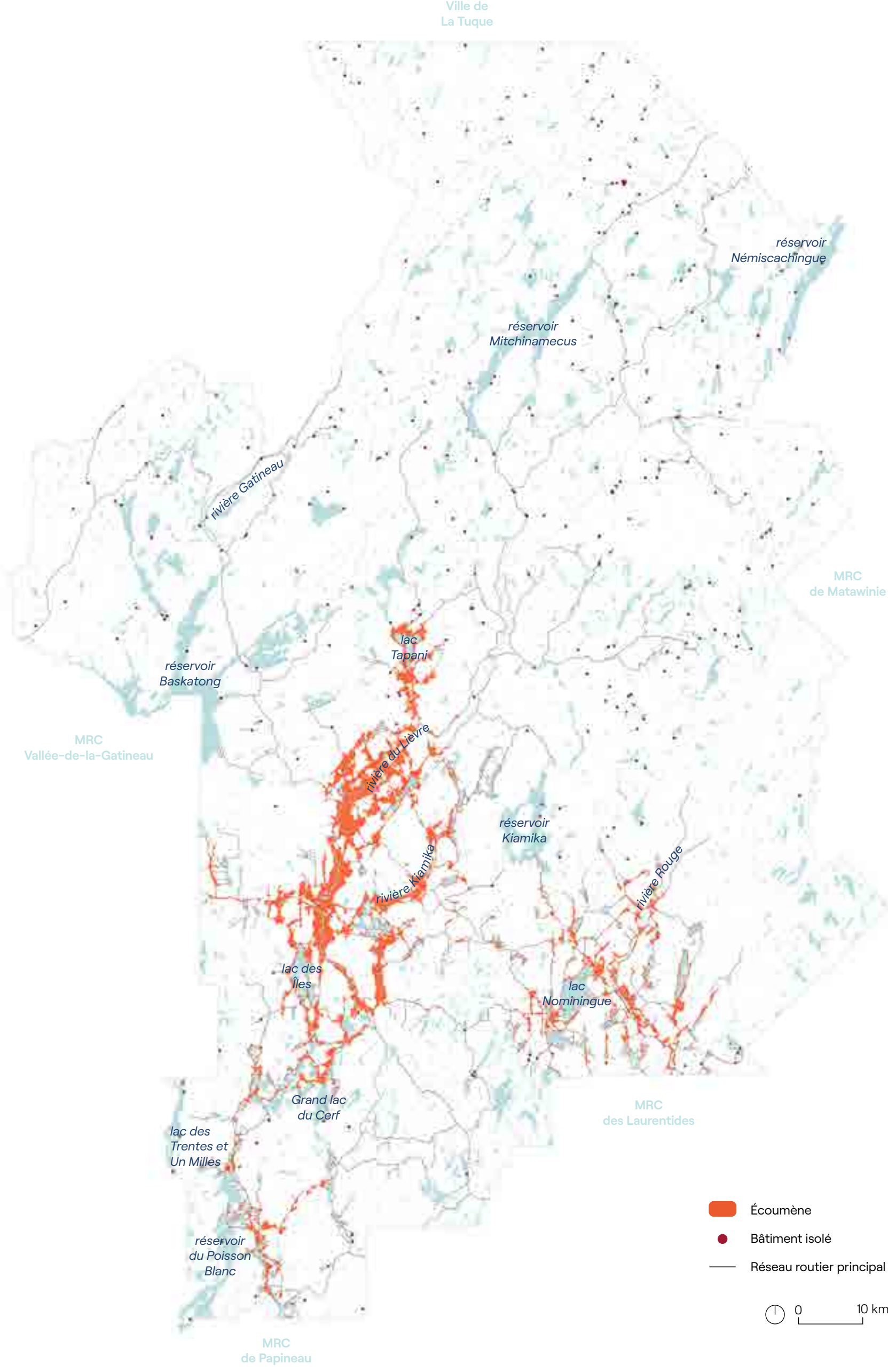




# Écoumène 1950

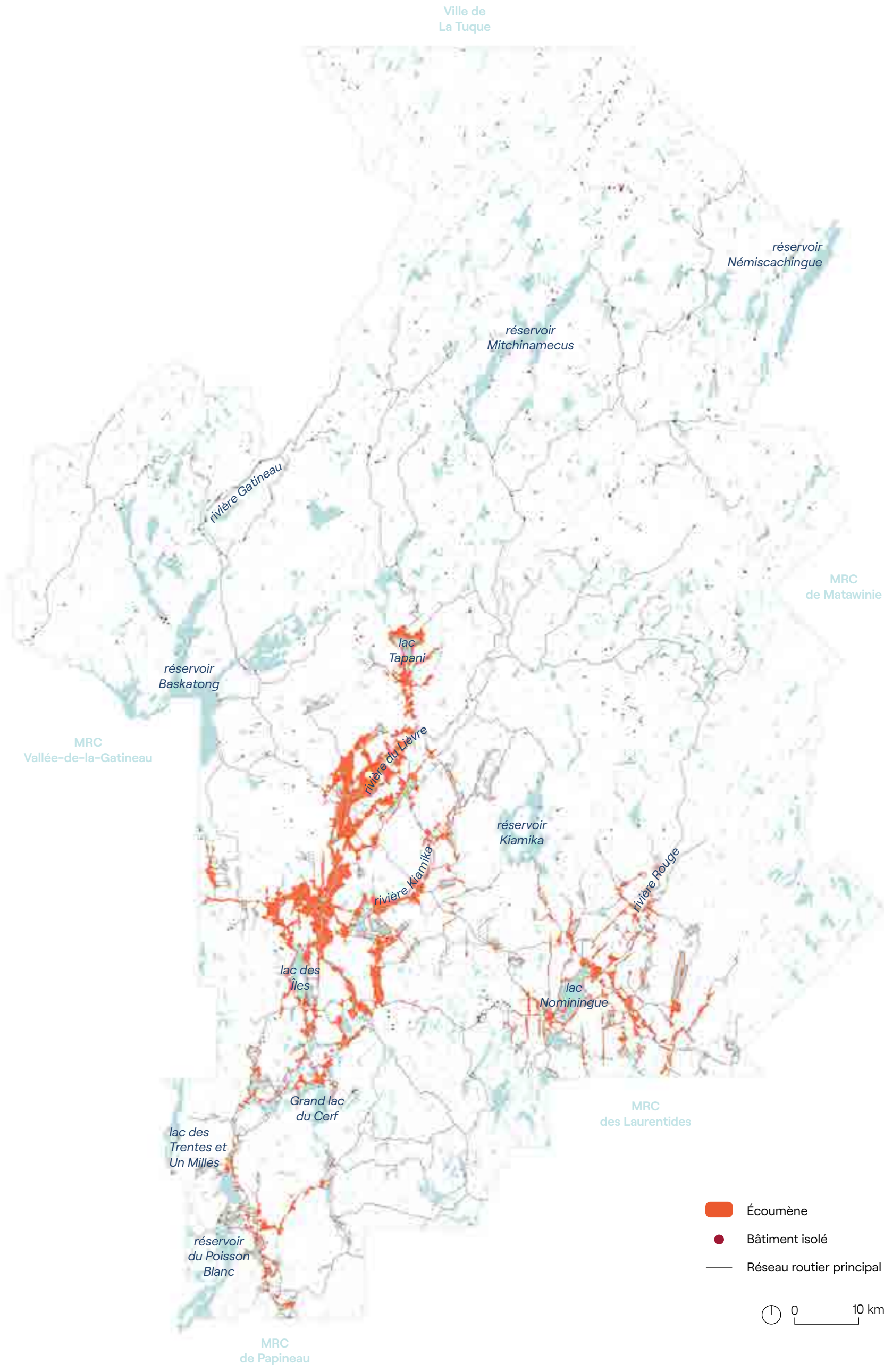


# Écoumène 1970



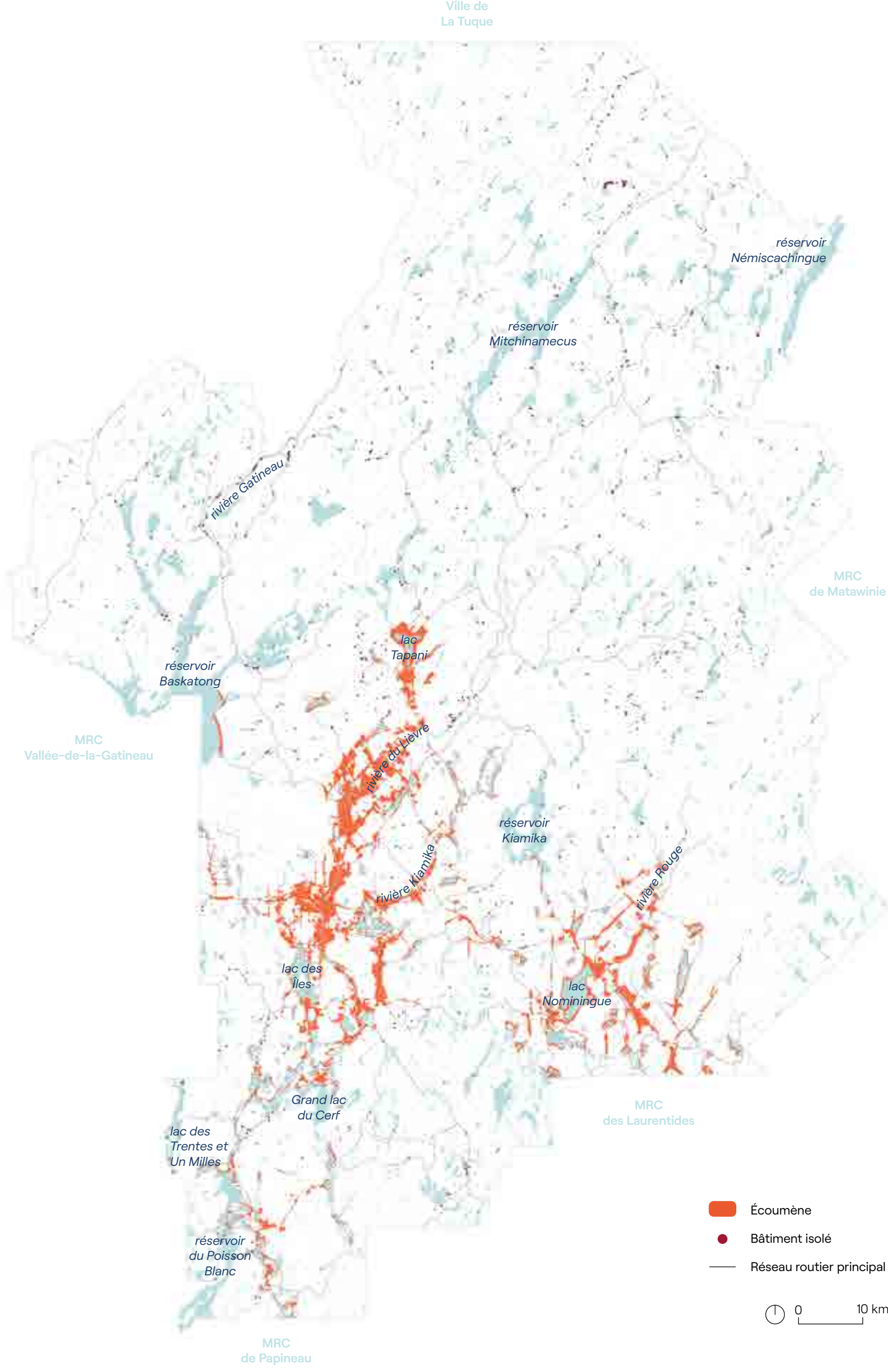


# Écoumène 1990

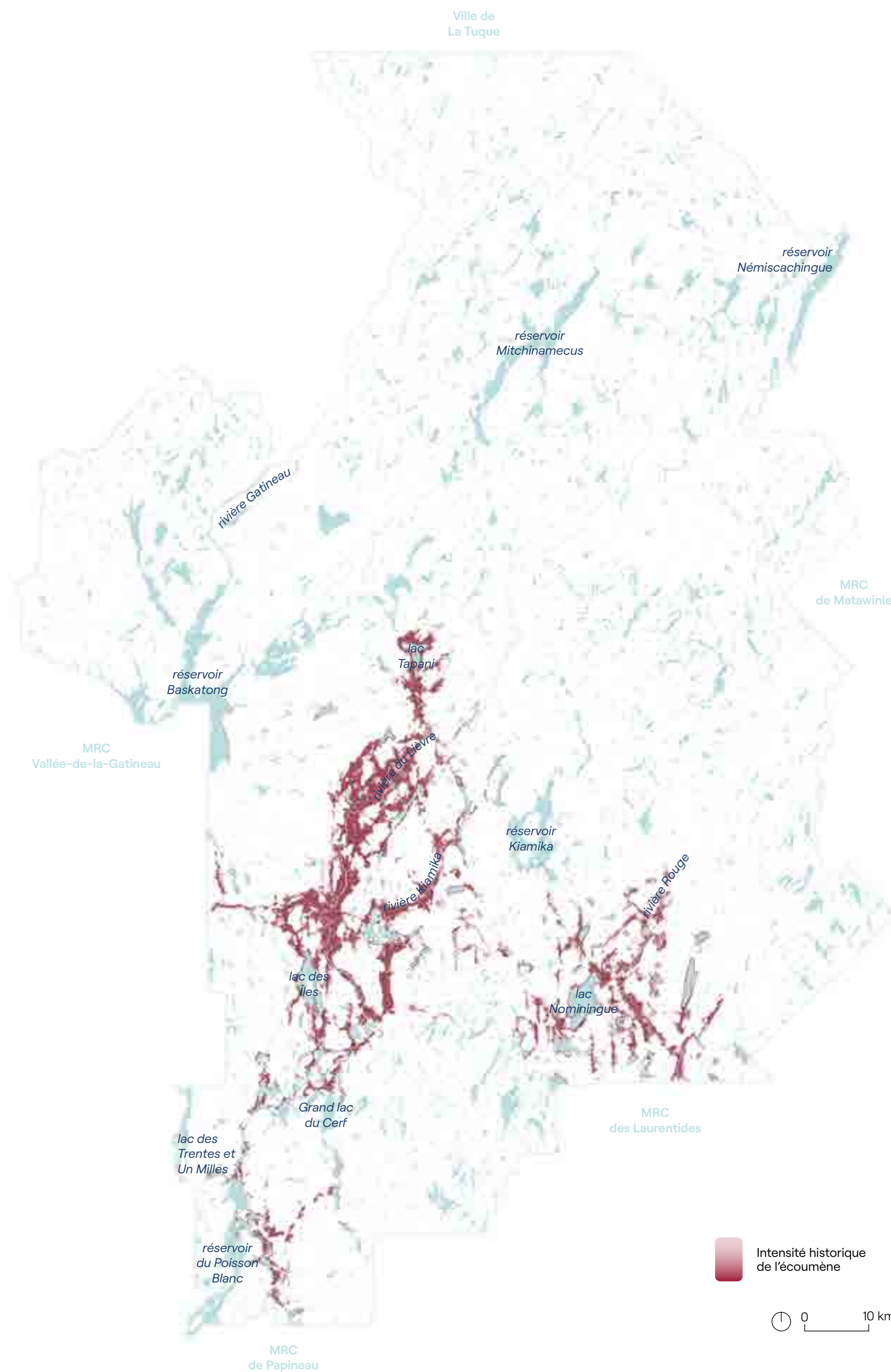




# Écoumène aujourd'hui



# Intensité de l'écoumène





# Conclusion

L'étude des phases d'évolution de l'occupation du territoire de la MRC d'Antoine-Labelle offre une perspective riche et globale du développement de ce territoire. Cette démarche combine une analyse synthétique des divers phénomènes ayant influencé cette occupation et prend en compte à la fois les aspects spatiaux et chronologiques. Les recherches menées ont permis de reconstituer un récit complexe et nuancé de l'occupation du territoire. Cette approche multidisciplinaire a non seulement contribué à une compréhension approfondie des dynamiques spatiales, mais elle a également éclairé les dimensions chronologiques de l'évolution du territoire.

L'atlas cartographique offre une représentation visuelle des changements qui ont façonné le territoire au fil du temps et met en lumière l'évolution polyphasée de l'écoumène. En mettant en évidence les différents stades de développement, il permet de saisir la manière dont les phénomènes se sont établis, étendus et ont évolués.

L'étude des phases d'évolution de l'occupation du territoire met en lumière les forces et les tendances qui ont façonné le territoire au fil du temps, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de son histoire et de son développement. Cette étude peut servir de base solide pour la planification future, en permettant de tirer des leçons du passé pour guider le développement territorial durable. Cette étude mène ainsi vers des recommandations qui touchent principalement deux aspects. D'une part, il serait pertinent d'approfondir certaines thématiques afin de générer davantage de connaissances. D'une autre part, il serait intéressant de valoriser certains éléments importants ou qui ont émergé lors de la recherche.

## Connaissances

Afin d'obtenir des informations détaillées de l'occupation du territoire et des phénomènes qui entraînent l'évolution de l'écoumène, la compilation et le géoréférencement des photos aériennes historiques pourraient être des sources de données détaillées. Compilées à la Photothèque nationale de l'air, ces photos couvrent les portions occupées du territoire à partir des années 1930.

Pour les territoires non organisés et les alentours de la municipalité de Nomingue, les lieux de fréquentation du territoire par les Premières Nations pourraient faire l'objet d'études archéologiques afin d'alimenter la connaissance de ce phénomène d'occupation. Également, il serait intéressant de documenter les lieux de fréquentation déjà recensés afin de dresser un portrait géographique et paysager de ces lieux d'importance.

La perte de superficies en culture, qui caractérise le rétrécissement de l'écoumène dès les années 1950, exerce un impact négatif sur les paysages agroforestiers caractéristiques de la MRC. L'évolution de ces paysages identitaires devrait être inventoriée et documentée afin de mettre en place des outils qui permettraient de limiter la perte de ces paysages.

En raison de son importance régionale, il serait pertinent d'explorer davantage le phénomène de villégiature associé aux camps de pêche. Cette activité possède une profondeur historique dans l'occupation de certains sites associés à ces modes d'occupation. Les cartes topographiques géoréférencées dans le cadre de cette étude pourraient s'avérer une source d'information pertinente pour la documentation de l'occupation des territoires non organisés, principalement assurée par les camps et la villégiature. De plus, les clubs de chasse sont témoins d'une architecture de villégiature unique représentative de l'histoire des clubs et des pourvoiries. Il s'agit d'un phénomène lié à l'histoire nationale (mouvement de nationalisation et Maîtres chez nous), dont plusieurs témoins sont toujours présents sur le territoire.

## Valorisation

La toponymie autochtone constitue un des seuls témoins de l'occupation ancestrale du territoire.

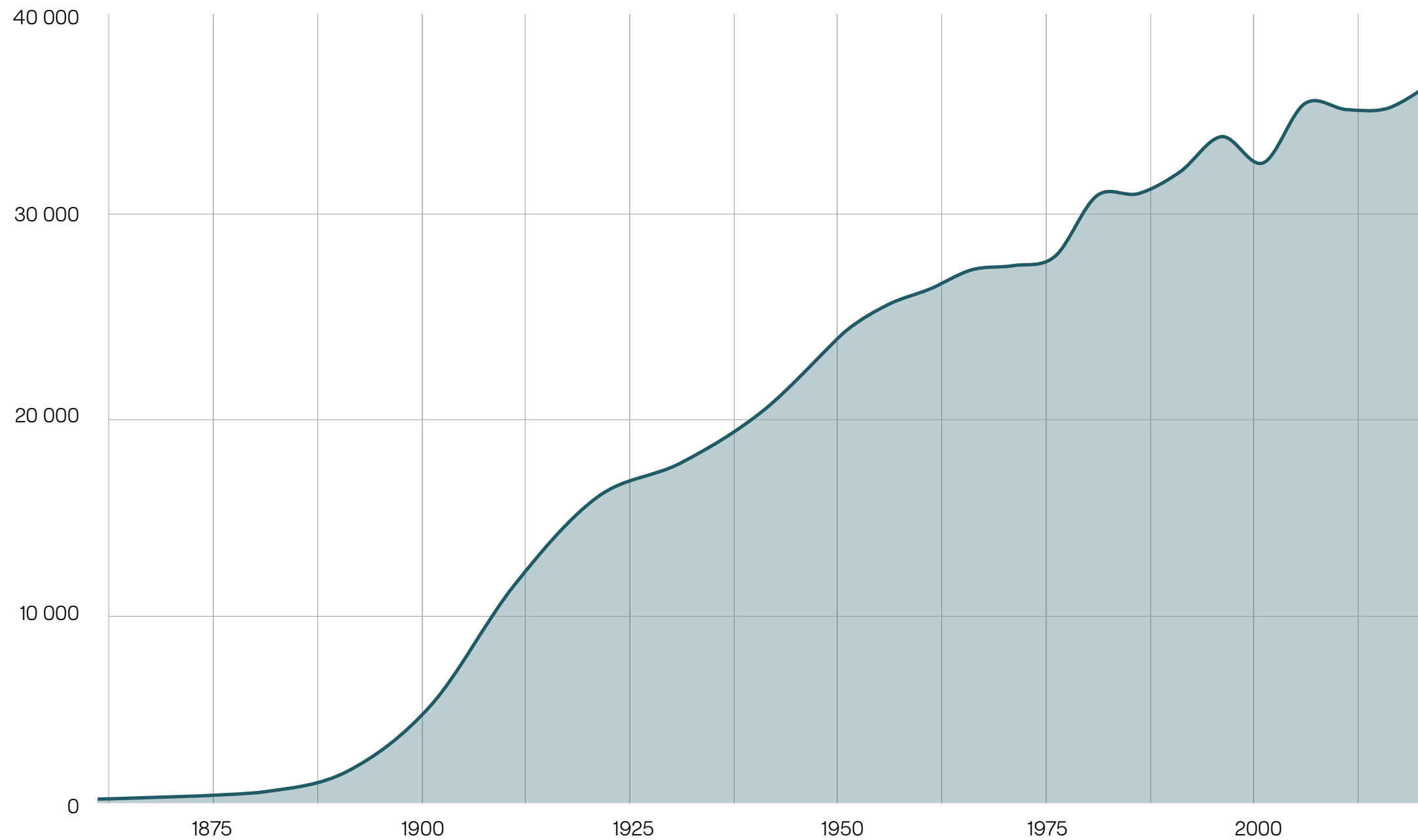
Étant donné l'évolution constante du réseau routier, certains anciens tronçons de route pourraient permettre l'accès à des paysages d'intérêt ou à des routes panoramiques. Il serait alors pertinent d'identifier les tracés d'intérêt en fonction de certains critères, dont leur qualité paysagère.

Les fermes forestières sont un phénomène important dans l'occupation du territoire et dont certains témoins (occupation d'un lieu, témoins matériels) sont toujours présents aujourd'hui. De plus, il s'agit d'un phénomène qui possède une certaine unicité à l'échelle nationale.





# Évolution démographique



## Références

Institut de la statistique du Québec. 2023. *Population et structure par âge et sexe, municipalités*. [En ligne](#).  
Originis. 2023. *Paroisses de la MRC d'Antoine-Labelle*. Statistiques démographiques. [En ligne](#).  
Ministère de l'Agriculture. 1861 à 2016. *Bureau fédéral de la statistique*. Statistique Canada, Recensements du Canada.

# Compilation des recensements

Municipalité	Canton	Municipalité	1861	1871	1881	1891	1901	1911	1921	1931	1941	1951	1956	1961	1966	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2001	2006	2011	2016	2021	
Mont-Laurier										2394	2661	4701	5486	5869	6140	8240	8565	8405	7937	7862	8007	7365	13405	13779	14116	14180	
	Pope						490	388																			
	Robertson							807																			
	Campbell						379	1185																			
		Campbell Ouest							567	648	662	713															
		Des Ruisseaux															2618	3732	3889	4449	5139	5401					
Chute-Saint-Philippe											467	467	391	390	368	411	453	610	602	698	778	823	890	892	942	1039	
	Rochon																										
	Moreau																										
	Pérodeau																										
Ferme-Neuve																						2947	3006	2822	2706	2716	
	Fontbrune																										
	Major																										
	Gravel							450	763																		
	Moreau							211	504																		
	Wurtele						167	329	561																		
		village de Ferme-Neuve							511	609	811	1660	1891	1971	1944	1990	2113	2266	2172	2267	2178						
		paroisse de Ferme-Neuve								1429	1580	1409	1456	1279	1055	862	825	852	854	907	913						
Kiamika							370	650	759	742	888	877	814	737	623	566	504	571	591	636	722	716	779	772	757	790	
	Kiamika																										
	Dudley																										
	Montigny																										
La Macaza										421	548	590	538	640	1144	1168	651	840	863	900	1020	1015	980	1053	1150	1094	
	Lynch																										
	Marchand					414	1352	1402	1601																		
	Nantel																										
Lac-Saguay															214	276	264	293	301	305	318	382	492	446	459	526	
	Boyer							412	552	172	117	40	253	249													
	Montigny																										
Lac-Saint-Paul										362	383	382	383	498	398	334	288	336	391	385	415	429	521	481	481	525	
	Pérodeau																										
	Moreau																										
Lac-des-Écorces																							2884	2731	2734	2885	
	Campbell																										
		Val-Barrette						499	518	489	592	568	521	549	521	524	609	574	551	612	612						
		Campbell Est						850	1105	1078	1284																
<b>Municipalité</b>	<b>Canton</b>	<b>Municipalité</b>	<b>1861</b>	<b>1871</b>	<b>1881</b>	<b>1891</b>	<b>1901</b>	<b>1911</b>	<b>1921</b>	<b>1931</b>	<b>1941</b>	<b>1951</b>	<b>1956</b>	<b>1961</b>	<b>1966</b>	<b>1971</b>	<b>1976</b>	<b>1981</b>	<b>1986</b>	<b>1991</b>	<b>1996</b>	<b>2001</b>	<b>2006</b>	<b>2011</b>	<b>2016</b>	<b>2021</b>	

		village de Lac-des-Écorces										624	653	616	591	638	766	847	949	989	911					
		paroisse de Lac-des-Écorces										767	699	598	651	668	857									
		Beau-Rivage																978	1040	1104	1192					
Lac-du-Cerf												355	393	385	372	378	382	371	409	425	420	424	415	435	445	
	Dudley																									
L'Ascension							520	705	589	648	695	599	600	577	565	504	560	626	662	755	783	861	844	791	899	
	Mousseau																									
	Lynch																									
Mont-Saint-Michel									781	836	966	1012	970	841	705	672	705	680	647	616	619	625	633	503	581	
	Décarie																									
	Gravel																									
Nomingue							548	700	493	533	726	738	744	657	699	1326	1596	1611	1765	1930	2064	2317	2019	2137	2255	
	Loranger					494	506	834	361	463	480	357	406	332	397											
	Montigny																									
	Bellerive								237	180	149	119														
	Bellerive-sur-le-Lac														118	142										
Notre-Dame-de-Pontmain												577	569	516	471	476	446	487	533	547	581	620	712	720	782	790
	Wabasse				227	222	248	272	415	613																
	Bouthillier				331	277	495	563																		
	Dudley				118	60	100																			
Notre-Dame-du-Laus												1379	1387	1390	1312	1135	1110	1198	1327	1244	1378	1392	1564	1518	1558	1730
	Blake		70				262	218																		
	Bigelow		148				220	167																		
	Wells						333	379																		
	McGill						272	277																		
	Rocheblave																									
	Cantons unis				585	655	886		1172	1218																
Rivière-Rouge																							4625	4645	4322	4631
	Brunet																									
	Turgeon					205	369	487	501	584	736	615	661	698	740	756	869									
	Mousseau																									
	Marchand				414	1352	1402	1601	907	1032	913	882	1026	1110	891	973	1108	1249	1229	1430	1420					
	L'Annonciation						622	612	658	632	660	783	1042	2040	2162	2186	2384	2318	2163	1984	984					
	Saint-Véronique																	945	1032	1088	1050					
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles												662	625	636	615	585	683	665	724	789	751	774	778	790	815	
	Bouthillier																									
	Bouthillier Nord-Est							616	753	947																
Sainte-Anne-du-Lac																										
	Pau										563	528	423	400	381	369	686	582	637	623	570	613	619	575	556	
	Décarie						826	780	1189																	
<b>Total MRC</b>			<b>218</b>		<b>585</b>	<b>1 627</b>	<b>4 960</b>	<b>11 041</b>	<b>15 518</b>	<b>17 247</b>	<b>19 928</b>	<b>23 994</b>	<b>25 294</b>	<b>26 079</b>	<b>27 046</b>	<b>27 257</b>	<b>27 735</b>	<b>30 795</b>	<b>30 906</b>	<b>32 008</b>	<b>33 794</b>	<b>32 466</b>	<b>35 472</b>	<b>35 167</b>	<b>35 238</b>	<b>36 457</b>



